

STUDIA **H**ISTORICA

Academiae Scientiarum Hungaricae

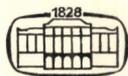
DOMOKOS KOSÁRY

NAPOLEON  
ET LA HONGRIE

*D. Kosáry*

## NAPOLÉON ET LA HONGRIE

L'étude analyse à partir de sources inédites non seulement les changements de la politique napoléonienne envers la monarchie des Habsbourg, y compris la Hongrie, mais aussi les tendances politiques hongroises de l'époque, dont une, la plus progressiste a tenté en vain d'obtenir l'aide de Napoléon à la conquête de l'indépendance nationale et à l'abolition du système féodal.



AKADÉMIAI KIADÓ  
BUDAPEST





DOMOKOS KOSÁRY  
NAPOLEON ET LA HONGRIE

# STUDIA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

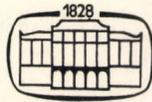
130.

Sous la direction de

F. MUCSI

# NAPOLEON ET LA HONGRIE

DOMOKOS KOSÁRY



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST 1979

Traduit du hongrois par

ÉVA R. SZILÁGYI

ISBN 963 05 1899 6

© Akadémiai Kiadó, Budapest 1979

Printed in Hungary

## TABLE DES MATIERES

Introduction .....	7
I. Antécédents: variantes hongroises, 1792—1801 .....	9
II. Emissaires: variantes françaises, 1802—1805 .....	15
III. L'exemple polonais: polarisation, 1806—1809 .....	33
IV. La guerre de 1809: décisions .....	51
Conclusions .....	90
Notes .....	97



## INTRODUCTION

Le premier historien hongrois qui ait essayé d'apporter des lumières sur la politique hongroise de Napoléon sur la base des matériaux conservés dans les archives, résumait son opinion dans les termes suivants:<sup>1</sup>

« Le système politique de Napoléon impliquait qu'il utilisait toutes les nations dont il pouvait supposer qu'elles n'avaient pas encore oublié leur ancienne indépendance, comme une arme puissante contre les Etats auxquels il se proposait de faire la guerre ». Toutefois, lorsque ces nations, se fiant à ses promesses, avaient exécuté leur tâche, il n'hésitait pas, le cas échéant, à les laisser périr.

« Deux peuples surtout jouèrent un rôle important » dans cette politique: le peuple hongrois et le peuple polonais. « Napoléon leur assigna la tâche de paralyser par leur soulèvement les forces de l'Autriche et de la Russie ».

Oui, mais comment? Et quel aurait été le but concret de ce soulèvement? Une Hongrie indépendante qui fût au moins au niveau du Duché de Varsovie, et ceci malgré le rôle, nettement moins important que celui de la Pologne, qui échut à la Hongrie dans la politique traditionnelle de la France? En d'autres termes, s'agissait-il en pratique de démembrer la monarchie des Habsbourg? Ou simplement de créer une espèce de diversion dont le seul but aurait été de retenir et de paralyser provisoirement les forces de Vienne?

Wertheimer s'était contenté d'esquisser cette alternative importante, sans y donner de réponse définitive. Ses successeurs, par contre, allèrent jusqu'à considérer que la politique française à l'époque de Napoléon tendait à la restauration de l'indépendance totale de la Hongrie. Selon Horánszky, dès 1805 « l'idée commença à mûrir dans les cercles politiques français qu'il fallait provoquer un soulèvement en Hongrie pour porter un coup décisif à l'Autriche ».<sup>2</sup> Cette politique claire et sans ambiguïté aurait abouti à la mémorable proclamation de Napoléon en 1809, qui toutefois n'eut pas d'écho du côté hongrois.

La chose nous semble loin d'être aussi simple, puisqu'on relève de part et d'autre plusieurs tendances contradictoires. Cela devient particulièrement évident lorsqu'on entreprend l'analyse des manœuvres politiques, tout en tenant compte des problèmes sociaux, c'est-à-dire avant tout du fait qu'il s'agissait là des rapports entre une France bourgeoise, à peine sortie de la Révolution, et une Hongrie encore féodale.



## I. ANTECEDENTS: VARIANTES HONGROISES, 1792—1801

En principe, selon les termes de l'article X de la loi de 1791, la Hongrie était un *regnum independens*, en possession de sa propre constitution. En pratique et au point de vue de la politique internationale, elle n'était guère autre chose qu'un élément constitutif, une partie intégrante de l'empire des Habsbourg. Elle ne disposait pas de représentation diplomatique à l'étranger et n'exerçait aucune influence directe sur la politique internationale de la cour de Vienne.

Pour qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle la Hongrie pût constituer un problème de politique internationale, il était nécessaire que deux conditions pussent se réaliser en même temps:

1. qu'une puissance étrangère, ennemie de la monarchie des Habsbourg tentât de se procurer des alliés à l'Est, dans le dos de son rival et à l'intérieur même du camp de celui-ci;

2. que la noblesse hongroise, de son côté, mécontente du régime des Habsbourg, cherchât à s'assurer une aide étrangère pour conquérir son indépendance.

Telle était notamment la situation au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont il résulta des relations politiques et militaires entre Louis XIV et le prince François II Rákóczi. Dans la seconde moitié du siècle, par contre, après le renversement des alliances, la France s'abstint de profiter des difficultés intérieures que l'Autriche aurait pu éventuellement avoir. « Nous n'avons aucun intérêt à y prendre » — écrivait en 1764 Gérard, chargé d'affaires français à Vienne, à propos des « difficultés » qui se manifestaient à la diète hongroise.<sup>3</sup> Et l'ambassadeur Noailles signalait encore en 1791, sans manifester aucune approbation, que les Prussiens, avec lesquels l'opposition nobiliaire hongroise avait cherché à établir un contact en vue de faire face à Joseph II, « travaillaient à susciter des troubles et des embarras au gouvernement ».<sup>4</sup>

C'est en 1792, à l'ouverture de la guerre entre la France et l'Autriche, que la situation vint tout naturellement à changer. Seulement, à cette époque-là, les répercussions de la nouvelle phase de la Révolution française en Hongrie avaient déjà modifié la formule traditionnelle des deux conditions.

En 1792 Dumouriez fit envoyer Sémonville à Constantinople avec la mission d'essayer d'entraîner la Turquie dans une guerre contre l'Autriche

et d'entrer en relation avec les « mécontents » hongrois, puisque dans la nouvelle situation « il faut agiter la Hongrie ». <sup>5</sup> Cependant, même si en cours de route, en été 1793, Sémonville n'avait pas été fait prisonnier par les Autrichiens, et si, malgré ses relations suspectes, il avait réussi à garder son rôle pendant la dictature des Jacobins, il aurait cherché en vain les seigneurs hongrois mécontents de l'époque de Louis XIV. En effet, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la majorité de la noblesse hongroise considérait la France révolutionnaire comme plus dangereuse que la cour de Vienne. Voyant ses privilèges féodaux menacés par un nouveau danger, plus grand et plus terrible que l'ancien ennemi, elle commença par se rapprocher de ce dernier, et finit par former un front commun avec lui. Le 14 novembre 1793 le « citoyen Franck, agent secret » signalait de Vienne que « les Hongrois surtout sont enrégés » à cause de la mort de la reine. <sup>6</sup> Surtout, bien entendu, les grands seigneurs. Les partisans de la France et les adversaires de la guerre d'intervention sortaient plutôt du camp — peu nombreux d'ailleurs — des intellectuels, des écrivains, des étudiants et de la noblesse réformatrice. C'était dans leurs rangs que se recrutaient aussi les membres de la conspiration des jacobins hongrois qui commença à s'organiser au printemps de 1794, en partie sous le coup du soulèvement polonais, en partie sous l'influence des espérances que l'on attachait à la politique française. Cependant, le Comité de Salut Public ne pouvait, ni ne voulait, offrir son aide à une Pologne dirigée par la noblesse et dont la structure sociale (tout comme d'ailleurs celle de la Hongrie) était en opposition avec celle de la France. <sup>7</sup> Après l'exécution des jacobins hongrois en 1795, la réaction devint encore plus forte. Le gros de la noblesse était prêt à appuyer les Habsbourg contre la France. Au seuil de la diète de novembre 1796, « le citoyen Nerciat, agent secret » à Vienne, écrivait dans son rapport que le dévouement des Hongrois allait même dépasser l'attente de l'empereur.

Si auparavant « la Hongrie comptait demander en échange de ses sacrifices la libre importation de ses denrées en Autriche, où elles sont chargées d'impôts excessifs », actuellement « on est d'accord de ne point faire, pour le moment, la demande de cette faveur importante ». « C'est pour *donner* et non pour *recevoir* que nous nous assemblons maintenant, me disait ce matin un des membres de l'assemblée, qui y a envoyé son représentant. La Hongrie est prête à fournir s'il le faut, cent mille hommes. » <sup>8</sup>

Cette information émanait bien entendu des milieux de l'aristocratie hongroise vivant à Vienne, et ne tenait pas compte de l'esprit de l'opposition de la noblesse moyenne des différentes parties du pays. Elle correspondait cependant, sinon en tout du moins pour l'essentiel, à la réalité. La diète de 1796 montra effectivement que, dans la septième année de la guerre, la cour

de Vienne et la majorité de la classe dirigeante féodale hongroise se trouvaient dans un seul et même camp. Le souverain invita la noblesse à « assurer le trône, la constitution ancestrale, les droits nobiliaires et la religion contre les armes françaises. » De son côté, la noblesse offrit en toute hâte 50 mille recrues, une quantité considérable de produits agricoles et de bêtes, ainsi qu'un impôt de presque 4,4 millions de Florins. Les quelques « patriotes » sortant de la noblesse moyenne qui osèrent parler de la question des douanes furent bientôt réduits au silence et renvoyés chez eux. D'ailleurs, l'opposition « patriote », elle-même, redoutait la perte de ses privilèges et était tout à fait disposée à appuyer la guerre contre la France, à cela près qu'elle y mettait certaines conditions politiques. Dans le comitat de Somogy, le *vicecomes*, (sous-préfet) Pál Czindery, à qui le roi interdit bientôt après, de participer à la diète, déclara dans un discours qui fit sensation, que si « la fureur de l'ennemi extérieur » s'unissait à la vengeance du peuple « grossier et ignorant », cela signifierait la fin de la patrie, mais ainsi la diète hongroise n'était guère plus qu'une « assemblée villageoise ». <sup>9</sup> Pourtant, Czindery qui appartenait à la famille Festetich, ne représentait pas du tout les éléments *a priori* réactionnaires et arriérés de la noblesse. En 1791 — comme il ressort de sa correspondance avec Gergely Berzeviczy — il eut des attaches très étroites avec le réformisme nobiliaire et il était prêt à accepter en cas de nécessité — quoiqu'à contrecœur — l'émancipation graduelle des serfs.

Cependant, Paris recevait de temps en temps d'autres nouvelles qui disaient que le mécontentement allait grandissant en Hongrie et qu'il n'était pas exclu qu'une révolte armée y éclatât un jour. Un Français inconnu qui séjourna quelque temps dans le nord-est de la Hongrie, non loin de la frontière de la Galicie, et qui semble y avoir rencontré quelques membres de la noblesse moyenne, fit passer à la fin de 1796 un projet à Durand, membre du Directoire. <sup>10</sup> Il y soulignait les rapports du soulèvement polonais de l'an 1794 avec la Hongrie, insistait sur l'importance du mouvement des jacobins hongrois, et assurait que le mécontentement et le climat général hostile à la guerre permettraient le déclenchement d'un soulèvement commun hongro-polonais, pour peu que la France (et la Turquie) appuyât l'affaire et que les chefs soient invités à Paris en vue d'y mettre leurs projets au point. Si cette proposition dont l'actualité venait sans doute de la campagne de Bonaparte en Italie, exagérait manifestement l'importance et le caractère de l'opposition nobiliaire, elle n'en contenait pas moins certaines informations locales qui ne manquaient pas de fondement, et énumérait entre autres les principaux personnages de l'opposition dans la région. <sup>11</sup>

Un autre agent, le citoyen Garnerin, faisait également état d'un mécontentement politique qui menaçait de dégénérer en révolte. Il traversa la

Hongrie en 1797, venant de la région située à la frontière polonaise, accompagné par un capitaine de l'armée impériale. Lorsqu'il arriva, en passant par l'Autriche, à Paris, il rédigea un rapport dans lequel il rendait compte de ses expériences, des préparatifs de guerre du cabinet de Vienne et du climat général :

« Le capitaine qui m'a conduit est un patriote hongrois. De ce qu'il m'a dit et de ce que je sais par ailleurs, il résulte que François II est devenu un objet d'horreur pour toutes les classes du peuple de cette province . . . Un soulèvement général fermente, les prisons d'Autriche regorgent de conspirateurs, un mécontentement universel de la guerre éclate dans tous les Etats de l'Empereur . . . Sur mon chemin j'ai été bien accueilli par le peuple, les nobles et les prêtres. Les Français jouissent à présent de la plus grande considération. On n'aspire qu'à les voir arriver. »<sup>12</sup>

La réalité était cependant différente. Dans la guerre qui reprit en 1799, la Hongrie appuyait de nouveau l'Autriche. Il se trouvait des auteurs de circonstance pour blâmer les « principes corrompus, réprouvés des nouveaux Français »,<sup>13</sup> et pour glorifier les exploits de l'armée impériale en Italie. Les soldats, les officiers et les hussards se battirent jusqu'au bout dans toutes les batailles. On les vit aussi à Marengo.<sup>14</sup> En automne 1800, l'insurrection nobiliaire hongroise se réunit une fois de plus, pour rentrer, il est vrai, au printemps, sans avoir dégainé son épée. Néanmoins, selon certains historiens hongrois,<sup>15</sup> ce dispositif militaire n'était pas sans jouer un certain rôle dans le fait que, malgré les défaites, la paix de Lunéville, conclue en février 1801, n'impliquait pas de conditions trop lourdes. Il est vrai que certains signes de nouveaux troubles intérieurs se faisaient jour. Un ingénieur sans fortune, du nom de József Győrffy fut arrêté en 1800 pour avoir rêvé d'une confédération révolutionnaire des Hongrois, des Croates, des Serbes, des Roumains et des Bulgares contre les Habsbourg. Un jeune avocat, János Zsarnóczy (Jakál), condamné à mort en 1801, projetait avec ses compagnons de renverser le régime des aristocrates, espérait voir arriver en Hongrie les armées françaises et en attendant, cherchait à obtenir l'aide de Pasvan Oglu de Vidin.<sup>16</sup> Il est certain que des procès de ce genre — pas très nombreux d'ailleurs — témoignaient des tendances révolutionnaires, « jacobines » de certains éléments de la couche des intellectuels, mais ils montraient, en même temps, que les organes politiques et judiciaires de la noblesse représentaient, vis-à-vis d'eux, la fidélité à la cour de Vienne.

Néanmoins, en automne 1801, un jeune officier français qui avait été pendant longtemps prisonnier de guerre en Hongrie, résumait, dans un mémorandum transmis à Paris par l'intermédiaire de l'ambassade de Vienne, ses expériences et ses conclusions, sous forme d'une espèce de programme:<sup>17</sup>

« On doit regarder comme très exagéré tout ce qu'on lit dans les gazettes allemandes sur l'insurrection de Hongrie. » Celle-ci pourrait d'ailleurs à la rigueur être utilisée contre la cour de Vienne, pour peu qu'on réussit à dissiper « les préventions qu'on a inspirées au peuple contre les Français. » Cela ne serait certainement pas facile « puisque le paysan ne sait pas lire et que la classe élevée ne lit même guère que ce que veut la Cour de Vienne ».

Toutefois la chose n'est pas impossible. « On y parviendra en répandant des écrits et surtout en envoyant des émissaires. Ils seront chargés de réveiller leur animosité contre la maison d'Autriche qui n'a cessé depuis Marie-Thérèse de violer leur constitution et de fouler aux pieds tous leurs usages ».

« Ces émissaires trouveront déjà des partis formés; le plus prononcé est celui des protestants qui composent la moitié de la population de la Hongrie. On viendra à bout de connoître les principaux chefs en consultant les hongrois réfugiés à Paris<sup>18</sup> et les prisonniers de guerre un peu instruits. A Berlin on en a des listes très exactes, car chaque fois que le roi de Prusse en vouloit à l'Empereur, il commençoit par fomenter des troubles en Hongrie. »

Les Hongrois veulent un changement. « Il faudroit leur faire entrevoir les moyens de briser les liens qui les enchaînent à l'Autriche. Peut-être ce moyen est-il dans la personne de la Palatine qui, élevée avec soin par Catherine II, doit être déjà familiarisée avec l'idée de monter sur un trône ».<sup>19</sup> Ses ambitions seraient bien vues par son père, Paul I<sup>er</sup>, tsar de Russie, et même par le roi de Prusse . . . .

Quelle était donc, parmi toutes, la vraie Hongrie? Celle qui intervenait dans la politique officielle et soutenait Vienne avec des armes et de l'argent? Celle qui, selon les rapports confidentiels, était toute prête à saisir les armes contre les Habsbourg? Ou enfin cette autre qui, selon d'autres informations, aurait pu être amenée, au prix de manœuvres adroites, à s'affranchir de l'Autriche? Si le Premier Consul avait connaissance de toutes ces opinions, il avait, certes, à choisir entre des variantes extrêmement contradictoires.

Pour nous, aujourd'hui, l'explication n'est pas difficile. Chacune de ces Hongries, chacune des variantes existait. Elles existaient à la fois, côte à côte, à l'intérieur d'un seul et même pays, en conséquence notamment de ses contradictions sociales et politiques intérieures. Elles n'existaient cependant pas toutes dans la même mesure et avec la même intensité. Il fallait précisément évaluer clairement leur proportion, leurs rapports et leurs possibilités.

La variante la plus forte, dans la situation donnée, était celle qui dans les guerres françaises appuyait les Habsbourg, et ceci non seulement à cause de la situation politique, mais encore et surtout, parce que la noblesse tenait à ses privilèges féodaux. Elle craignait ses propres paysans et elle craignait la France révolutionnaire et même l'Etat bourgeois qui succéda à Thermi-

dor. Dès 1792, c'était là la principale base commune de la classe dirigeante hongroise et de la cour de Vienne.

Toutefois ce front commun n'était pas sans présenter des failles. En effet, cette même noblesse, ou du moins une grande partie, se montrait fort mécontente des tendances absolutistes des Habsbourg et de la situation subordonnée dans laquelle la Hongrie se trouvait et sur le plan économique et sur le plan politique. Et à mesure que le nombre des sacrifices, des défaites autrichiennes augmentait, à mesure que les signes de la crise devenaient de plus en plus évidents, son mécontentement à propos des guerres françaises commençait également à se manifester. Le camp de l'opposition grandissait, surtout dans les couches moyennes et inférieures de la noblesse. La politique hongroise connaissait donc effectivement une deuxième variante, mais seulement en second lieu, liée à la question principale, celle de la défense des privilèges.

Et enfin, plus en profondeur, il existait une troisième variante, représentée par quelques nobles réformistes et quelques groupes d'intellectuels. Il s'agissait là d'une opposition potentielle, totalement inorganisée, dirigée à la fois contre la cour des Habsbourg et contre les seigneurs féodaux hongrois, alliés de Vienne, et qui voyait dans la France révolutionnaire et bourgeoise un appui, voire un allié éventuel. En perspective et compte tenu de l'avenir et de la masse des roturiers, c'est cette variante-là qui était la plus riche en promesses. Etant donné les circonstances concrètes, par contre, c'est elle qui disposait des forces effectives les moins importantes.

Les rapports de force des trois variantes pouvaient évidemment changer en fonction de l'objectif de la politique française entre autres, au cours des guerres, ou plus exactement en fonction de la résultante des différentes variantes de la politique française. Car en France, comme en Hongrie, il existait aussi plusieurs variantes.

## II. EMISSAIRES: VARIANTES FRANÇAISES, 1802—1805

Pour peu que nos sources soient exactes, c'est en 1802 que le Premier Consul envoya ses premiers émissaires en Hongrie. La raison en est facile à comprendre: la diète hongroise qui n'avait pas été convoquée depuis six ans, se réunissait en mai de cette année-là et sa session devait durer jusqu'en octobre. Vienne exigeait d'elle, entre autres, l'augmentation de l'impôt militaire et la réforme du système de recrutement. C'était le moment où on allait pouvoir juger si l'opposition s'était ou non renforcée; en effet, la guerre, du moins momentanément, avait pris fin, en revanche, la dette publique avait augmenté et le phénomène inflationniste accompagnant l'émission du papier-monnaie se faisait de plus en plus sentir. La paix de Lunéville ayant été conclue l'année précédente, il était plus facile d'observer la situation et aussi plus important, vu l'incertitude de la paix. Napoléon avait besoin de savoir quelles étaient les contradictions politiques anciennes ou récentes qui pouvaient agir sur la Hongrie, en tant qu'arrière-pays et aussi sur le potentiel de l'armée autrichienne, ou qui, éventuellement, pouvaient être utilisées dans des projets plus lointains, en vue d'affaiblir la monarchie des Habsbourg.

Plus les émissaires français sont lucides et aptes à conjecturer lorsqu'ils décrivent les conditions de ce pays lointain et peu connu, plus le témoignage qu'offrent leurs rapports sur la Hongrie contemporaine est intéressant, et plus leurs indications sont révélatrices des variantes de la politique française qu'ils représentent.

Le premier émissaire devait simplement se rendre de Vienne dans la Hongrie voisine. Gérard Lacuée (1774—1805), un officier de carrière et « un jeune homme de la plus grande distinction », possédant des relations avec les milieux les plus importants, fut affecté en 1801—1802 à l'ambassade de France à Vienne, en qualité de premier secrétaire.<sup>20</sup> On reconnaît plus d'une fois son écriture dans les rapports que l'ambassadeur Champagny envoya au printemps 1802 à Paris. Mais il écrivit aussi des lettres particulières dans lesquelles il communiquait directement ses observations à Bourienne. Le 13 avril 1802, il signala notamment qu'il estimait nécessaire de se rendre pendant la diète à Presbourg: « c'est là le seul moyen de bien connaître le

pays si intéressant qui peut devenir davantage et sur lequel on n'a encore écrit rien de raisonnable du moins en français. » En possession de la permission de Paris, Lacuée séjourna presque un mois en Hongrie, entre le 6 mai et le 29 juin 1802. Il fit part de ses impressions d'abord sous forme de rapports adressés à Bourienne, puis de vive voix, à Napoléon. Nous savons que lorsqu'il rentra, en novembre 1802, il fut reçu le jour même par Talleyrand, et le lendemain par le Premier Consul.<sup>21</sup> Puis il devint chef de brigade et aide de camp du Premier Consul. Il mourut sur le champ de bataille, en automne 1805, avec le titre de colonel.

Ses rapports témoignent d'un esprit clair, décidé et pratique. Dans le premier, rédigé encore avant le voyage en Hongrie, il s'occupe de nouveau de l'insurrection nobiliaire,<sup>22</sup> qu'à juste titre il ne considère pas comme une force militaire sérieuse. Le matériel humain — les simples nobles — serait bon, écrit Lacuée,

« mais les officiers, toujours choisis parmi les grands du pays, sont détestables, étrangers à l'art militaire, ils le sont même au caractère de leur nation depuis que dupes de la politique autrichienne, ils vivent à Vienne où se dissipent leurs richesses, se perd leur esprit national et s'use leur antique influence. »

A cette remarque qui reflète en partie le parti pris de la petite noblesse hongroise, il ajoute encore que

« les officiers fussent-ils bons, cette troupe toujours levée à la veille du combat, sans tenue, discipline et expérience est peu dangereuse quoique brave, son courage s'use au premier choc, elle ne tient pas devant l'artillerie. »

Cette constatation devait plus tard s'avérer juste, tout comme la remarque que Vienne même considère « l'insurrection » ou levée d'une armée formée de nobles comme une forme désuète et voudrait la remplacer par un système mieux adapté aux exigences de l'époque.

« On compte si peu sur cette levée dont on a voulu faire un épouvantail pour nos armées, qu'une des propositions de l'empereur à la diète de Presbourg sera probablement de renoncer à cette institution, à condition qu'on mette des régiments hongrois sur le pied . . . Il est à présumer que le parti de l'opposition murmurerait contre cette demande, 1° parce qu'elle vient de la cour, ensuite parce qu'elle est outrageante pour l'orgueil hongrois qui croit qu'une armée de ses nobles vaut toutes les forces de l'Empire et peut-être aussi parce qu'elle détruit un puissant moyen de véritable insurrection. Mais le parti de l'opposition n'est plus dangereux pour la cour, il ne sert plus qu'à faire croire qu'il y a encore de la liberté dans le royaume . . . »<sup>23</sup>

Les expériences personnelles qu'il fera en cours de voyage modifieront quelque peu l'opinion de Lacuée: il continuera à juger l'opposition ouverte

faible, mais il trouvera l'opposition latente, les sentiments anti-Habsbourg et pro-français plus forts dans les milieux de la noblesse.

Les Hongrois — écrit-il dans son rapport rédigé le 29 juin 1802, une fois de retour à Vienne — auraient voulu obtenir à la diète « une plus grande liberté de commerce », mais ils n'obtiendront que très peu de choses. « Le parti de l'opposition est faible et déconsidéré, il n'a réussi qu'à troubler quelques séances ».

Quant aux Habsbourg — poursuit Lacuée qui semble avoir été informé par des membres de la noblesse moyenne de l'opposition —, ils font tout pour affaiblir ce pays « qu'ils redoutent encore » et pour le réduire au rang « d'une simple province de la monarchie autrichienne ».

« Ainsi son commerce est anéanti, des obstacles sans nombre étouffent son industrie, on empêche les lumières d'y pénétrer, on ruine l'agriculture en n'offrant aucun débouché à ses productions. Cela s'appelle en style de chancellerie traiter la Hongrie comme une colonie et voilà l'unique raison pourquoi ce magnifique royaume reste stérile dans les mains des empereurs ».

« Ainsi l'on rend, il est vrai, la Hongrie hors d'état de nuire, mais pour en être impuissante, leur haine n'est pas moins prononcée contre les Autrichiens. (J'ai eu lieu de m'en convaincre pendant un voyage que j'ai fait dans l'intérieur du pays.) Ils en abhorrent jusques au nom . . . »

« Ce pays est loin d'être purgé des ferments d'insurrection, et si avant qu'on y ait achevé de briser tout ressort d'énergie, un événement quelconque leur fournissait les moyens de la développer, ils secoueraient avec ardeur le joug autrichien, surtout si la puissance qui leur donnerait du secours était assez étrangère pour qu'ils n'eussent point à redouter sa domination . . . »

« Les Français sont admirés en Hongrie comme partout ailleurs. Il n'est pas de petit gentilhomme qui ne connaisse nos principaux généraux, nos principaux ministres, nos principaux orateurs et les traits les plus vaillants de notre histoire dont, plus que nous, ils ont oublié les horreurs ».

Un an plus tard, le 28 août 1802, Lacuée annonce déjà qu'à la diète « le parti de l'opposition s'est relevé avec plus de force que jamais. Les affaires d'Allemagne qu'on regarde généralement comme humiliantes pour l'empereur, lui ont donné, sans doute, cette audace. »<sup>24</sup>

Le fait montre donc que la situation internationale peut modifier les rapports de force à l'intérieur du pays. Or, la France est assez loin, assez étrangère pour que les Hongrois puissent accepter son aide afin de secouer le joug autrichien. Elle a connu cependant une révolution qui a renversé le régime féodal, alors que la Hongrie est encore un pays féodal avec une noblesse à sa tête, qui entend ne point perdre ses privilèges.

Lacuée a bien vu cette différence. Dans un mémoire,<sup>25</sup> annexé à sa lettre du 10 septembre 1802, et dans lequel il traite en détail des conditions économiques, sociales, politiques et culturelles de la monarchie des Habsbourg, il formule très clairement le fait que si le pouvoir absolu du souverain n'est limité par rien « dans toute l'étendue des pays allemands »,

« la nation hongroise jouit d'une constitution plus libre, si l'on entend par nation les 100 000 nobles qui habitent ce royaume, les 7 000 000 paysans qui en composent le peuple sont sans contredit les plus malheureux de l'Europe. »<sup>26</sup>

« Cette vaste et fertile contrée est encore livrée à toutes les horreurs du régime féodal. La noblesse et le clergé y possèdent toutes les terres; les paysans ne sont que leurs fermiers. Marie-Thérèse et Joseph II ont tenté en vain d'améliorer leur sort, ils n'ont perdu que le nom de serf, et conservent toute la misère, toute la stupidité et tout l'esclavage ».

Lacuée avait d'abord embrassé le point de vue de la noblesse hongroise oppositionnelle, en ce qui concerne la fonction de la cour de Vienne et de la noblesse. Sur ce point-ci, il se montre entièrement le fils de la nouvelle société française. Les deux points de vue sont manifestement contradictoires, mais Lacuée n'essaie même pas de concilier cette divergence évidente. Cependant, dans un mémoire ultérieur qu'il rédige après son retour à l'adresse du Premier Consul, il précise clairement son point de vue:<sup>27</sup>

« Montesquieu a peint les hongrois comme le soutien de leurs rois et le fléau de leurs tyrans. Les persécutions de l'Autriche ne les ont pas changés. La force leur manque seule pour secouer le joug . . . »

« Les idées révolutionnaires qui ont pénétré en Hongrie y ont fortement réveillé l'amour de l'indépendance. On sait qu'une conspiration tramée peut-être par le second chef de l'état<sup>28</sup> faillit éclater en 1795. Les principaux auteurs périrent sur l'échafaud. Leur mémoire est honorée, on ne blâme que leur imprudence et ce sentiment de la faiblesse contient seul aujourd'hui la nation ».

« Si une puissance quelconque, assez éloignée d'elle pour qu'elle n'eût point à redouter son joug, luy fournissait les moyens pour s'insurger, il n'est pas douteux qu'elle ne brisât ses fers avec énergie et qu'elle ne trouvât en elle même assez de moyens pour se maintenir indépendante ».

« Cette occasion se serait présentée lorsque le général Bonaparte était sur les frontières, s'il avait fait quelques démarches, si surtout il avait offert aux Hongrois *la liberté non telle que nous l'entendons, mais telle qu'ils la désirent, l'indépendance des nobles et l'asservissement des paysans* ».

La politique française que Lacuée représente, renonce donc à l'idéal de la révolution et même de la réforme sociale. Elle accepte la servitude des pay-

sans si les nobles de la Hongrie féodale sont disposés, en échange, à se soulever contre l'Autriche. Parmi les variantes hongroises Lacuée remarque la deuxième: l'opposition nobiliaire. Il la surestime même. Sous son empire il ne se rend même pas compte que les informations qu'il reçoit concernent parfois la troisième variante. En effet, la sympathie pour la tradition de 1795 ne peut provenir que de cette source. Lacuée cependant s'y méprend. Il ne sait pas que les jacobins de 1795 ont lutté, non pas pour l'indépendance nobiliaire, mais pour un programme anti-féodal, le progrès social. Son esprit empirique et tout « pratique » s'avère ici assez étroit. Il n'en est pas moins sincère, car tout en acceptant la servitude paysanne, il envisage au moins, comme un but sérieux, l'indépendance de la noblesse.

Un autre observateur français aboutit, en cette même année de 1802, non sans quelque hésitation, à une tout autre conclusion.

Adrien Lezay-Marnesia (1769—1814), fils d'un riche marquis, avait commencé sa carrière sous l'Ancien Régime comme officier du régiment du roi. Pendant la Révolution il émigra en Suisse, où il entretenait des rapports avec Mme de Staël. Après le 18 Brumaire il rentra définitivement en France, remit à Napoléon un mémoire concernant l'agriculture et il lui offrit ses services. Ayant perdu toute sa fortune, il aurait voulu obtenir un poste dans l'administration. Au lieu de cela le Premier Consul le chargea le 20 avril 1802, par l'intermédiaire de L. Roederer, ami intime de Lezay, de faire, pendant la durée de la diète hongroise, un voyage politique et géographique en Hongrie.<sup>29</sup> Dans ses instructions datées du 7 mai, il précise les tâches de Lezay dans les termes suivants:<sup>30</sup>

« On ira dans toutes les capitales des provinces de la Hongrie et on réunira toutes les cartes qu'on pourra se procurer dans le pays, en joignant une description abrégée de chaque province. »

Il faudra trouver une réponse aux questions suivantes:

« Si le général Bonaparte eut marché de Gratz en Hongrie, quelle espèce d'obstacles les habitants lui eussent-ils présentés? Quelle espèce de partisans y eut-il trouvés? Quelle était alors la force de l'armée insurrectionnelle hongroise . . . ? »

« On parcourra les frontières de la Hongrie avec la Turquie et on traitera cette question: Quel accroissement de puissance aurait l'Autriche de l'envahissement de l'empire turc et des provinces voisines de cet Etat? . . . »

« On verra également la Dalmatie vénitienne et on traitera cette question: Quelle influence la réunion de L'Istrie et de la Dalmatie a-t-elle aujourd'hui et peut elle avoir un jour sur la prospérité de la Hongrie, soit par les débouchés qui existeraient déjà, soit par les canaux que l'on pourrait creuser? »

« Enfin, le programme de voyage est de connaître d'une manière déterminée les résultats qu'ont produits en Hongrie la révolution française et les succès des armées françaises ».

En fait, Lezay était loin de se réjouir de cette mission. Il trouvait le programme de voyage démesuré, sa provision trop modeste. Il chercha des subterfuges, prétextant qu'il n'était pas apte à cette tâche, ne connaissant ni ce pays ni la langue. Rien n'y fit, il dut se mettre en route. Le 27 mai 1802, Napoléon fit établir à son adresse un mandat aux termes duquel il était chargé, pour la forme, d'étudier l'agriculture et surtout l'élevage en Hongrie, puis, le 30 mai, il lui donna personnellement des instructions.

Après un séjour en Suisse puis au Tyrol, Lezay arriva au milieu du mois de septembre 1802 à Vienne, où il logea chez l'ambassadeur Champagny. Les deux ci-devant aristocrates s'entendaient apparemment fort bien. A quelque temps de là, Lezay fit une excursion de 15 jours, « une tournée dans une province de la Hongrie voisine de Vienne », et résuma ses impressions dans une lettre datée du 18 octobre 1802.<sup>31</sup>

La Hongrie — écrit-il, est une partie importante, mais négligée de la monarchie. A cause de la « résistance incommode » des nobles, la cour s'efforce depuis longtemps « de réduire ce royaume en province autrichienne ».

« En 1795 on découvrit une conjuration à laquelle l'Archiduc Palatin Léopold n'était, dit-on, pas étranger ». La cour eut tôt fait de l'étouffer, mais « en détruisant les conjurés on n'avait pas détruit les mécontents . . . En général il y a peu de Hongrois qui n'ait en haine les Autrichiens, en mépris la Maison régnante, en admiration les armées françaises . . . »

Jusqu'à-là le ton est connu et rappelle les vues de Lacuée que Lezay eut du reste l'occasion de connaître personnellement à Vienne. La supposition, dépourvue de tout fondement, que le palatin avait participé à la conjuration des jacobins ne surgit chez lui certainement pas par hasard sous cette forme.

Cependant par la suite, Lezay en arrive à une conclusion entièrement différente. Il semble s'être plus clairement rendu compte des conditions de force effectives du système féodal hongrois et surtout de la situation de l'aristocratie. Il se montre beaucoup plus sceptique à l'égard de l'opposition de la noblesse moyenne, invite à la prudence en ce qui concerne la « deuxième » variante et les espoirs que l'on aurait pu y attacher et insiste plutôt sur les réalités de la « première ».

« Mais malgré ces dispositions et quoique dans le temps où l'armée d'Italie menaçait les frontières, les esprits fussent encore pleins des exécutions qui venoient de se faire, il me paraît douteux que le général Bonaparte fût parvenu à déterminer une révolution, soit populaire, soit toute autre ».

Si les paysans s'étaient soulevés, « ce mouvement auroit été en faveur de la maison d'Autriche » qui les protège et « contre les seigneurs qui les oppri-

ment ». Les bourgeois craignent que tous les « troubles civils » ne menacent leur fortune. Quant à la noblesse, elle défend à tout prix ses privilèges.

« Ennemie de la Maison d'Autriche parce que celle-ci a attenté à ses prérogatives, elle le seroit tout autrement de la puissance qui tenteroit de les anéantir . . . Une révolution tendant à détacher le Royaume de Hongrie de la Monarchie autrichienne et à rétablir la plénitude de ses droits, quoique très difficile, seroit, je crois, la seule possible, si jamais la guerre ramenoit une armée sur les frontières de la Hongrie ».

Par déduction logique Lezay parvient donc également à l'idée de « l'indépendance des nobles » qui a déjà été exprimée par Lacuée, mais il ne peut s'empêcher de considérer le passé et l'avenir de cette idée avec des doutes. Il met en relief la crainte que la noblesse éprouve vis-à-vis de la France révolutionnaire :

« Mais ce qui pourroit aujourd'hui ne pas être impracticable, devoit l'être en 96 où le Premier Consul peut réussir, le général Bonaparte, sous le gouvernement du Directoire, eût probablement échoué . . . Le caractère de la Révolution française et toutes celles qu'avoit suscité la France au dehors » auraient discrédité les « assurances les plus positives ».

La noblesse continue à être hostile à la révolution, l'opposition est faible et, en général, les conditions ont changé :

« L'Autriche est près, la France est loin; pour qu'on se décidât par la présence d'une armée, il eût fallu pouvoir compter l'avoir toujours présente ». Parmi les anciens soutiens extérieurs des mécontents hongrois la Transylvanie et le Sud de la Pologne (Galicie) sont soumis aux Habsbourg, la Turquie est faible. « Les Rákóczi, ni les Tököly ne sont plus . . . J'ai bien entendu murmurer, mais sans en tenir compte. Il y a loin de quelques clameurs à une prise d'armes ».

Tout ceci conduit Lezay à rejeter finalement tout espoir attaché à l'opposition féodale, et, sans même mentionner ici la « troisième » variante, il voudrait renforcer la Hongrie à l'intérieur de la monarchie Habsbourg, de manière à ce que le centre de gravité de celle-ci se déplace, conformément aux intérêts de la France, vers l'Est. Rattachée définitivement à l'Autriche, la Hongrie pourrait devenir un puissant royaume. « Il ne faut pour cela que transporter de Vienne à Bude le siège de la monarchie ». La maison d'Autriche se retirant de l'Ouest doit étendre son pouvoir « cessant sur le Haut Danube » vers l'Est, « sur le Pont-Euxin », au détriment de la Turquie.

Dans cette lettre du 18 octobre 1802, Lezay écrit qu'il lui faudra une deuxième excursion pour connaître la Hongrie d'une manière plus approfondie. Nous ignorons si ce voyage eut lieu ou non. Quoiqu'il en soit, ses rap-

ports prouvent qu'il a rencontré (peut-être à Vienne) le comte Ferenc Széchenyi, fondateur du Musée National,<sup>32</sup> qu'il visita différentes régions de la Transdanubie, séjourna à Pest où il vit les hommes lire les ouvrages interdits par la censure, que « sur ces plaines à perte de vue » il rencontra « des chars à deux rangs de chevaux » et qu'il voyagea souvent « plusieurs lieues sans trouver une habitation ». Ceci, avec la mention de grandes villes agricoles telles que Kecskemét ou Szabadka, est une allusion à la Grande Plaine. Cependant, le grand programme originel avait été certainement réduit. On ne sait pas ce qui en resta, puisqu'on n'a pas retrouvé d'autres lettres datées de Lezay. Tout ce que nous possédons de lui ce sont deux résumés postérieurs, sans date: un bref « extrait des différents mémoires » et un rapport détaillé.<sup>33</sup> L'un et l'autre contiennent, pour l'essentiel, les mêmes conclusions.

Dans « l'extrait », il souligne une fois de plus qu'en Hongrie « l'on n'est pas content », mais qu'« il n'est personne qui voulût changer son malaise contre une révolution ». Ainsi donc « les éléments d'une révolution éloignée existent, ceux d'une révolution prochaine n'existent pas ». La Hongrie est « trop foible aujourd'hui, je ne dis pas pour arriver, mais pour aspirer même à l'indépendance ». Elle ne peut pas « exister par elle même ». L'idée de se séparer de la Monarchie « lui viendrait difficilement ». « Ce qui la fait souffrir ce n'est pas d'être unie, mais d'être mal unie. » Autrement dit, « la Hongrie ne fera rien de son côté pour se détacher de l'Autriche . . . Les Français, en cas d'invasion, trouveroient peu d'appui dans les habitants, mais aussi peu de résistance ».

Dans son rapport détaillé Lezay s'occupe, longuement mais d'une manière quelque peu rhapsodique, de problèmes divers. Il semble évident qu'il s'attache surtout à répondre aux questions auxquelles Napoléon s'intéressait.

La « description » de la Hongrie qu'on s'attendrait à trouver au début du rapport n'est fournie qu'à la fin. Et encore l'auteur fait-il d'abord connaître l'administration publique, pour passer ensuite à l'exposé du territoire, des cartes géographiques en préparation, de la population et enfin des conditions économique-sociales. En ce qui concerne les problèmes du commerce et des transports, des routes, des projets de canalisation, des traités de commerce extérieur conclus par Joseph II avec les Turcs et les Russes, Lezay a visiblement réuni des informations sûres. On a parfois l'impression qu'il avait même eu la possibilité de jeter un coup d'œil dans les projets qui avaient été élaborés autrefois par les membres de la *Deputatio commercialis* déléguée en 1791, projets dont une partie fut imprimée en 1802 à l'usage des membres de la diète. Sous le rapport des problèmes sociaux Lezay va, bien entendu, plus loin: il désapprouve les prérogatives exclusives de la noblesse, la situation pitoyable des paysans et blâme l'existence de la corvée.

Au début du rapport, Lezay donne un compte rendu des forces militaires, de l'insurrection et de la situation stratégique. Il fait remarquer qu'à l'aide d'une « attaque par la Croatie » on pourrait occuper la Hongrie méridionale et empêcher ainsi que les Autrichiens se retirent en Hongrie. Ensuite il passe de nouveau à la question des « obstacles à une révolution prochaine ».

« Le nom de la Hongrie — écrit-il — donne à ceux qui la voient de loin l'idée d'un pays toujours en révolte; les orages de ses diètes semblent annoncer un pays prêt à s'emflammer ». Vue de près, la réalité est différente. Les orages artificiels servent plutôt à prévenir les explosions. D'ailleurs une telle explosion manquerait de conditions tant extérieures qu'intérieures. Les paysans ne souffrent pas de faim. Les nobles croient être libres. « Je cherche les éléments d'une révolution prochaine, je ne les trouve nulle part. »

Cet aristocrate éclairé possède cependant une certaine expérience en matière de révolution. En effet, malgré son scepticisme, il ne croit pas que le féodalisme hongrois puisse être maintenu jusqu'à la fin des temps, ni que la révolution puisse être évitée. « Je crois à une révolution, mais encore éloignée » — écrit-il, en analysant « l'effet de la Révolution française » en Hongrie. « L'esprit d'examen » se répand de plus en plus dans ce pays. Il est vrai que « la crainte de la Révolution française a tout glacé d'effroi », mais les forces féodales ne pourront pas éternellement avoir le dessus. « On voit le danger des lumières, on les repousse partout. Mais c'est connoître mal le dix-neuvième siècle que d'employer pour le combattre les armes du deuxième ».

Lezay est le seul parmi tous ces observateurs français qui, reconnaissant l'impuissance de l'opposition féodale, pressent la future révolution bourgeoise. Mais arrivé là, lui aussi s'arrête. Il ne se demande pas si on ne pourrait pas accélérer le processus et appuyer les partisans éventuels du progrès. Il ne parvient pas à la « troisième » variante de la politique hongroise, mais reprend l'idée que la maison d'Autriche ne pourra se tirer de sa « situation embarrassante » à l'égard de la Hongrie qu'en transférant en Hongrie le centre de la monarchie. Au moment où les armées françaises approchaient, Thugut lui-même aurait suggéré à l'empereur « de se retirer pour jamais en Hongrie ».

A ce propos Lezay rappelle à nouveau qu'une fois l'empire turc désintégré (ce que, à son avis, le Premier Consul se gardera d'empêcher), l'Autriche peut s'acquérir la Moldavie et la Valachie. Seulement cette fois-ci il soulève aussi l'idée de créer éventuellement, par l'unification de ces deux dernières provinces, une espèce de base contre l'Autriche en lui donnant, comme Hospodar, « quelque François d'un nom capable d'imposer ». « Il peut convenir à la France de placer sur les derrières de l'Autriche une puissance . . . qui attaquerait par le Bas-Danube tandis que les armées françaises

attaqueroient par le Haut de ce fleuve » et qui « fourniroit à la Hongrie et à la Galicie un point d'appui pour se remuer ».

Toutes ces alternatives semblent devenir actuelles en 1805, moment de l'approche d'un nouveau conflit qui met fin aux années de paix transitoires et pendant lesquelles d'ailleurs les débuts d'une littérature consacrée à Napoléon marquent l'intérêt que les Hongrois témoignent à cette carrière extraordinaire.<sup>34</sup> Alors qu'en été 1804, Maurice Montgaillard, dans un de ses longs mémoires adressés à Napoléon, n'exposait que théoriquement qu'en face de la maison d'Autriche on pourrait, au besoin, « faire renaître les anciennes querelles de la Nation Hongroise avec le Souverain »,<sup>35</sup> une année plus tard, le 7 août 1805, Lacuée se dépêchait d'envoyer à son oncle la *Note* citée plus haut, le programme de l'indépendance des nobles, avec une proposition concrète, en suggérant que celui-ci présente à l'empereur le mémoire qui jadis n'était sans doute pas parvenu entre les mains du Premier Consul et qui renferme « quelques faits assez importants dans la circonstance actuelle ».

« C'est principalement sur la Hongrie que je désirerais fixer l'attention de sa Majesté » — écrit-il dans sa lettre<sup>36</sup>. « Dans l'état actuel des choses, cette province est celle qui peut le plus aisément échapper à l'Autriche ».

« Si la puissance autrichienne doit encore exister après la guerre prête à éclater, du moins est-il dans la force des choses et dans les hautes destinées de notre empereur, qu'elle se trouve réduite à un degré d'affaiblissement ».

En gardant la Hongrie, l'Autriche a des chances de reprendre des forces, tandis qu'en la perdant, elle reste faible. « L'esprit dont sont animés les Hongrois m'a paru tel qu'on pouvait le désirer pour arriver à ce but. Ils sont tous animés de la haine la plus profonde contre la Maison d'Autriche. »

Il est vrai qu'il y a « quelques têtes remuantes qui désireraient une liberté plus étendue, c'est à dire un gouvernement moins fort et moins stable que celui des Français ». Il est également vrai que les nobles tiennent à leurs privilèges féodaux. Cependant ils sont animés par un « véritable esprit de patriotisme » et « consentiront aisément à recevoir un prince étranger sur leur trône ». Ce pays combatif pourrait être organisé de manière à devenir utile. La meilleure solution serait qu'une armée française y pénètre du côté de l'Adriatique ou de la frontière occidentale et envahisse la Hongrie avant même que l'Autriche soit entièrement défaite.

« En parcourant ce pays, je suis demeuré convaincu que si une armée française y pénétrait et qu'un général d'un caractère sage et d'une belle réputation y présentait l'espérance d'une monarchie indépendante dans laquelle la constitution conserverait quelques formes et la noblesse ses privi-

lèges plutôt que ses droits, les Hongrois viendraient en foule se ranger sous ses drapeaux ». Lacuée, ayant trouvé la mort dans la guerre de 1805, ne put voir l'éroulement de ses espoirs.

Moins sincère et plus cynique, un agent nommé Coëffier que Talleyrand envoya un peu plus tôt, au printemps 1805 en Hongrie, tenta, lui aussi, de découvrir les moyens de ranimer les « anciennes querelles ».

« Il est certain — écrivait-il dans un rapport préliminaire daté du 20 mai 1805 de Vienne<sup>37</sup> que la haine et le mépris de la nation hongroise pour les Allemands sont les mêmes qu'autrefois, mais ce peuple me semble beaucoup moins propre qu'au temps de Louis XIV à inquiéter ses maîtres et surtout à guerroyer contre eux. » Ses voisins dans l'Est de l'Europe aussi bien que la situation des aristocrates et de la simple noblesse ont changé. Il s'ensuit, à son avis, « qu'il faudrait moins songer en ce moment à exciter des troubles en Hongrie, sans y renoncer néanmoins si on venoit par la suite à entrevoir la possibilité, qu' à travailler à faire naître des soupçons et des craintes dans le souverain à l'égard des chefs hongrois » et en même temps « à augmenter l'aigreur des mécontents ».

Un « moyen assez efficace » de cette propagande politique serait de faire imprimer à l'étranger, avant la diète prévue pour la fin de l'année, « une espèce d'histoire de Hongrie » et de la diffuser en Hongrie, en même temps peut-être qu'un ouvrage déjà publié avec la permission de la censure. Dans cette esquisse historique « on s'attacheroit à relever sommairement, mais avec enthousiasme, la valeur de cette nation, les antiques services qu'elle a rendus à toute la chrétienté, sa gloire, ses exploits sous les princes nationaux, son abaissement, ses malheurs, sa misère depuis qu'elle est soumise à des rois étrangers, ses nombreuses insurrections enfin et ses longs combats pour secouer le joug. Un tel tableau tracé avec vigueur ne pourrait-il pas produire l'effet désiré, celui d'augmenter la défiance de la Cour et de réveiller l'inquiétude, l'orgueil, l'énergie de la Nation ? » En particulier si l'on avait soin « de donner à entendre que les mêmes sentimens vivent encore au fond des cœurs et n'attendent qu'un instant favorable pour éclater . . . »

Le projet n'est pas dépourvu d'intérêt, ne serait-ce qu'en tant que caricature de la conception historique du nationalisme féodal de la noblesse. Mais il ne devait pas se réaliser. Peu de temps après, La Rochefoucauld, ambassadeur de France à Vienne, fit savoir à Talleyrand que sur le désir du gouvernement autrichien il avait été obligé d'inviter son agent qui avait eu « une conduite peu mesurée » et s'était vanté de sa mission, à quitter le pays comme personne non désirable. « Je crois — avait-il ajouté non sans une certaine pointe — que Votre Excellence a été induite en erreur par ceux qui lui ont recommandé cet agent qui m'a paru peu propre à cacher ce qui ne doit pas se laisser deviner ».<sup>38</sup>

Cependant Napoléon désirait obtenir de nouvelles informations concernant la Hongrie et Talleyrand dut chercher une autre solution. Il ne put toutefois rendre compte des résultats qu'en novembre 1805, en pleine campagne. « L'impossibilité où a été M. Coëffier de se rendre en Hongrie — écrit-il à l'empereur — m'a engagé à faire prendre des renseignements sur ce pays par M. Fleury qui revenait de Bucharest et à qui j'ai ordonné de s'arrêter en Hongrie. Il s'y est arrêté un mois, et Votre Majesté peut compter sur les renseignements contenus dans le mémoire que j'ai l'honneur de lui adresser. »<sup>39</sup>

Il s'agit sans doute du document intitulé *Aspect politique de la Hongrie et de la Transylvanie*,<sup>40</sup> dont l'auteur anonyme séjourna en septembre 1805 en Transylvanie où il réussit à voir bien des choses et à rencontrer personnellement le gouverneur, le comte György Bánffy.

Fleury nota plusieurs impressions intéressantes. « C'est une agglomération bizarre de nations plus ou moins privilégiées, plus ou moins opprimées » — écrit-il en caractérisant la « composition intérieure de ces deux pays ». « Les Hongrois (sous cette dénomination on comprend la généralité des habitants des deux pays) haïssent les Autrichiens par incompatibilité de caractère, ils méprisent le gouvernement de la Maison d'Autriche. »

Seuls les grands seigneurs s'orientent vers Vienne, ou presque. « La Maison d'Autriche s'est habituée à voir toute la Hongrie dans ce petit nombre d'hommes séduits . . . Elle voit toujours cette nation prête à se lever pour sa cause, comme elle fit pour Marie-Thérèse, et semble ne pas sentir que cet élan des Hongrois appartient plutôt à une générosité irréfléchie, à un caractère chevaleresque qu'à une affection sentie et raisonnée envers le gouvernement autrichien ». Le militaire hongrois « est amant de la guerre, il chérit la valeur dans le peuple français, il repousse de lui avec indignation la honte des armes autrichiennes . . . » Un vieux colonel de hussards mutilé dans les combats présenta son fils au visiteur français: « Il est . . . capitaine dans mon ancien régiment, et sera bientôt prisonnier en France ». On racontait déjà la défaite des Autrichiens « quoique les hostilités ne fussent pas encore commencées; ils ont été battus en Italie, disaient-ils, et il semblait qu'ils parlaient d'une nation ennemie. »

Les « gens les plus éclairés » se trouvent parmi les protestants, qui font leurs études en Hollande et en Suisse, et « après avoir puisé dans ces écoles le goût des connaissances libérales, il leur faut rentrer dans les domaines de la Maison d'Autriche où ils vivent, ainsi qu'ils disent eux-mêmes, comme dans un tombeau. » Mais à l'avis de Fleury, la partie moins riche du clergé catholique aussi « partageait le sentiment général des Hongrois relativement à la France ».

Les Hongrois, donc, ne sont pas contents. Mais « ce n'est pas seulement le mécontentement qui les agite, c'est un besoin de changements qui les tourmente et les transporte. La renommée de l'Empereur des Français a allumé leur imagination, il est l'objet habituel de la conversation des gens

de quelqu'instruction ». — « Ce n'est pas seulement l'homme de la France, . . . c'est l'homme de l'Europe, il nous appartient comme à vous » — disait un pasteur calviniste à Fleury. Et quelques moines de Transylvanie lui remirent une inscription latine faite en Hongrie à l'occasion du sacre de Napoléon : *Rara sorte, sprete morte, magna arte, fausto Marte, factus Caesar Bonaparte*.

Nous savons que parmi les personnes considérant Napoléon comme le symbole de l'action personnelle qui même au milieu de conditions arriérées et en présence de l'incompétence saurait obtenir un succès, il y avait aussi des nobles qui par ailleurs ne pensaient ni à rompre avec l'Autriche ni à abolir le régime féodal.<sup>41</sup> Ici toutefois, il s'agit d'autre chose et de bien plus. Il nous semble que parmi les intellectuels qui avaient étudié en Occident, parmi les pasteurs protestants, parmi les membres du bas-clergé pauvre, les « gens de quelqu'instruction » animés non seulement par le mécontentement, comme les membres de la noblesse féodale, mais par un « besoin de changement », et qui venaient à parler au voyageur français aussi de l'accroissement des charges des paysans hongrois, Fleury rencontra quelques représentants de cette « troisième » ligne, invisible et inorganisée, de la politique hongroise qui mettait son espoir en Napoléon, comme dans la personification d'un nouvel ordre social et politique en Europe. Il est peu vraisemblable que Fleury eût été à même de distinguer cette variante plus modeste de l'autre, plus apparente et bruyante, du mécontentement nationaliste féodal. Et ce qui est encore plus probable, c'est qu'aux yeux de Napoléon ces détails, qu'ils fussent dans les rapports de Lacuée ou dans celui de Fleury, étaient tous les symptômes *d'une et même* opposition nationale hongroise.

Il n'est donc pas surprenant qu'au témoignage de ces lettres, l'empereur ne croyait pas à « ces 80 000 Hongrois qu'on fait parler dans les gazettes, comme s'offrant à la Cour de Vienne pour combattre la France », qu'il écrivait que « les Hongrois se plaignent d'un gouvernement illibéral, qui ne fait rien pour leur industrie, et se montre constamment jaloux de leurs privilèges et inquiet de leur esprit national », qu'il ajoutait qu'« en Hongrie, comme en Autriche, on est persuadé que l'empereur Napoléon a voulu la paix, qu'il est l'ami de toutes les nations et de toutes les grandes idées », et qu'enfin il avait donné ordre à Fouché d'augmenter la propagande :

« Nos journaux sont lus partout, surtout en Hongrie. Faites faire des articles qui fassent connaître combien ils sont dupes des intrigues anglaises, que l'Empereur d'Allemagne vend le sang de ses peuples pour de l'or ». Ce motif apparaît plus tard aussi dans la proclamation de 1809.<sup>42</sup>

C'est en 1805, au cours de la troisième guerre de coalition que les armées de Napoléon atteignirent pour la première fois la frontière hongroise. Pré-

lude à 1809, ou répétition générale ? C'étaient en tout cas les mêmes tendances principales qui s'affrontaient déjà, seulement à un stade inférieur et sans résultats définitifs. La noblesse hongroise ne répondit pas aux attentes françaises, mais Napoléon de son côté s'abstint de forcer les choses.

La diète hongroise se réunit dans une atmosphère assez morose le 17 octobre 1805, au moment même où Mack, à la tête de l'armée autrichienne, capitulait à Ulm devant les Français. A la nouvelle de la défaite, les nobles renoncèrent immédiatement à présenter leurs griefs et déclarèrent être disposés aux plus grands sacrifices. On vota en toute hâte l'« insurrection » (en fait déjà trop tard) et tout ce qu'on pouvait offrir pour sauver la monarchie des Habsbourg.<sup>43</sup> Le poète Dániel Berzsenyi écrivit à cette occasion un poème sur la bataille d'Ulm, encourageant ses compatriotes à se battre glorieusement contre Napoléon, ce « favori des combats et de la gloire » « C'est ton vrai moment, ô Magyar ! Il ne connaît pas la force d'une âme libre, celui qui veut mettre sous le joug ta tête farouche ». Les officiers, les unités hongroises de l'armée régulière autrichienne rivalisaient de bravour aussi bien dans les luttes autour d'Ulm, où, selon le maréchal Marbot, les hussards hongrois refusèrent de déposer les armes,<sup>44</sup> que, le 30 octobre, à Caldiero, où ce fut surtout aux régiments hongrois que l'archiduc Charles dut son succès transitoire face à Masséna.

Le 12 novembre, Napoléon entra à Vienne, et la Cour s'enfuit en Bohême. En Hongrie, dont les rapports avec les autorités centrales de la monarchie avaient pratiquement cessé, l'archiduc palatin Joseph fit proclamer qu'il gouvernerait muni des pleins pouvoirs. Dans les comitats occidentaux il interrompit la levée de l'armée de nobles. Le long de la frontière il avait déjà établi auparavant un cordon semi-militaire et enjoint à ses commandants de faire savoir aux Français qui allaient éventuellement approcher, que leur devoir, à eux Hongrois, se limitait à retenir les maraudeurs de l'armée autrichienne et à se retirer. Cette politique passive décidée avec l'assentiment préalable de la Cour et l'assistance des chefs de l'opposition était destinée à éviter toute provocation et à protéger dans la mesure du possible la Hongrie qui servait de base d'approvisionnement à l'armée autrichienne.<sup>45</sup> De plus loin toutefois, elle pouvait donner l'impression que la Hongrie cherchait des voies indépendantes et ceci en particulier à la suite d'un incident devenu célèbre. En effet, lorsque l'avant-garde française arriva sous la ville de Presbourg, le 15 novembre, le commandant du secteur nord du cordon, le comte Lipót Pálffy, estima que le moment était venu d'informer, au nom du palatin et aux termes de ses instructions, le général Vialanne, commandant de la cavalerie de Davoust, du but du cordon et de l'ordre qu'il avait reçu de se retirer. Mais dans sa lettre écrite en français, il ne s'en tint pas à ses

instructions et ajouta qu'« il n'est nullement question d'aucune hostilité » et que « en conséquence de cette déclaration le soussigné auroit plusieurs objets très intéressants à traiter avec le général ou commandant des troupes françaises, il le prie de lui assigner un rendez-vous sur parole ». <sup>46</sup> Pálffy outrepassait largement ici les limites de ses attributions, mais nous n'avons aucune raison de supposer qu'il le fit intentionnellement, au nom de la « deuxième » tendance, celle de l'indépendance de la politique hongroise. On se disait qu'il avait été amené à faire écrire cette lettre par un membre d'esprit oppositionnel de la députation permanente du comitat de Presbourg, <sup>47</sup> mais il semble plus probable qu'il ne se soit pas très bien rendu compte de ce qu'il faisait, et même qu'il se soit simplement agi là d'une formulation maladroite: en abordant la question du rendez-vous (comme il l'exposera plus tard en se défendant devant le tribunal militaire) <sup>48</sup>, il ne voulait que gagner du temps pour assurer le transport des provisions de guerre. Il n'est cependant pas étonnant que les dirigeants français, en particulier sous l'influence des rapports qu'ils avaient auparavant reçus sur les Hongrois, croyaient comprendre davantage que ce que la lettre voulait dire, se proposaient d'encourager cette ouverture présumée, comme le signe de la tendance séparatiste hongroise et d'en profiter au maximum. La réponse fut rédigée, sur l'ordre de Napoléon, par le maréchal Davoust: <sup>49</sup>

« Sa Majesté m'a chargé de faire connoître à Son Altesse Impériale l'Archiduc Palatin qu'il étoit prêt de considérer comme neutre la nation hongroise, à interdire à son armée l'entrée des frontières de Hongrie, si de son côté S.A.I. l'Archiduc Palatin et la nation hongroise vouloient retirer leurs troupes, ne faire aucune insurrection, continuer à approvisionner Vienne et enfin conclure entre la nation hongroise, S.A.I. l'Archiduc Palatin et Sa Majesté l'Empereur des François une convention tendante à maintenir l'harmonie entre les deux pays. »

Neutralité? Convention internationale entre la France et la Hongrie? Le général dont la faute avait fourni à Napoléon une excellente occasion de faire miroiter devant les yeux d'un pays de la monarchie des Habsbourg, l'espoir de voir reconnaître sa souveraineté sur le plan international, répondit apparemment avec une naïveté totale, qu'il avait fait suivre la « flatteuse lettre » au palatin. <sup>50</sup> Il ne semble pas s'être douté de la situation pénible dans laquelle il mettait ainsi l'archiduc, qui venait de recevoir un avertissement sérieux de l'empereur l'invitant à faire attention, parce que Napoléon s'efforçait de désarmer la Hongrie, qu'il avait déclaré au comte Ignác Gyulay (un autre général d'origine hongroise) qui s'était rendu chez lui pour traiter de la paix, que, par respect pour la nation hongroise, il ne voulait pas envahir le territoire de la Hongrie, à condition qu'on n'y poursuive pas

l'insurrection.<sup>51</sup> Le palatin releva immédiatement Pálffy de ses fonctions, lui reprocha de l'avoir compromis en outrepassant ses pouvoirs et l'enjoignit en même temps de faire savoir par écrit à Davoust qu'il n'avait pas été autorisé à proposer des négociations, et que seul le souverain pouvait répondre aux questions soulevées.<sup>52</sup>

Les Français furent choqués par « cette contradiction ou mauvaise foi, enfin ce changement de sentiment » qui, selon Davoust, était dû à l'intervention de l'archiduc Charles ou de l'empereur lui-même.<sup>53</sup> Ils résolurent d'entrer en Hongrie, d'occuper Presbourg et de rendre public l'échange de lettres avec la proclamation que Davoust adressa de Vienne le 26 novembre 1805 « au peuple hongrois ». Cette proclamation commençait par expliquer le contenu de la correspondance, en faisant remarquer que « les Hongrois de toutes les classes y reconnaîtront la magnanimité de l'Empereur Napoléon » que les intrigues de l'Angleterre et de la Russie étaient venues empêcher; il y était ensuite déclaré que dans ces conditions Napoléon « se voyait forcé de faire entrer ses troupes en Hongrie » où il ne tolérait aucune espèce de « révolte » contre l'armée française. La proclamation s'achevait par les paroles suivantes:

« Hongrois ! Restez paisibles et Votre indépendance, Votre constitution et Vos privilèges seront respectés. Gardez-vous de toute levée de troupe, d'insurrection et de toute espèce d'hostilités et Vous ne trouverez en nous que bienveillance et ces sentiments d'estime que nous avons tant de fois témoignés à Votre nation. »<sup>54</sup>

On fit le nécessaire afin que la proclamation et les lettres fussent connus, en hongrois, par les larges masses de la nation. Davoust signale que le ministre secrétaire d'Etat, c'est-à-dire Maret « a bien voulu se charger du soin de les faire traduire et imprimer ici en langue hongroise, afin de pouvoir les faire répandre et lire dans le pays. »<sup>55</sup> Nous possédons effectivement une version hongroise du texte.<sup>56</sup> N'empêche qu'il n'y eut que peu de gens qui en furent informés, quoique, à titre de réponse, le palatin aussi estimât nécessaire de publier les documents de l'affaire, y compris ses propres instructions.<sup>57</sup> Nous savons que le jeune István Horvát, le futur historien, qui à cette époque était étudiant en droit à Pest, entendit de la bouche du poète Benedek Virág que Davoust « avait fait imprimer une proclamation avec l'intention de porter à la connaissance de notre glorieuse Nation l'admiration que Buonaparte témoignait à notre Patrie Hongroise. Les expressions y sont splendides ! ».<sup>58</sup> Bientôt il en reçut lui-même un exemplaire de la main d'István Szűts, professeur de philosophie à l'université.<sup>59</sup> Horvát, membre de la petite noblesse, admirateur de Napoléon, ne cessait de discuter avec ses amis intimes, sans doute dans l'esprit de la deuxième variante, des tendances de

la politique hongroise, de la situation et des espoirs du pays, mais il n'osa même pas se confier à son journal intime : « On ne peut à l'heure actuelle écrire davantage sur ce sujet. »

L'épisode cependant fut rapidement clos. Davoust resta pendant un certain temps à Presbourg, où, selon les nouvelles locales de l'époque, lui et ses officiers gardaient une attitude fort polie « peut-être précisément pour des raisons politiques », Davoust avertit ses soldats qu'ils ne se trouvaient pas en Hongrie en ennemis, il s'enquit avec mépris de l'« insurrection », tout en parlant en termes élogieux de la nation hongroise qui, disait-il, pourrait jouer un rôle bien plus important en Europe, pour peu que sa situation vînt à se modifier. Il dit qu'ils connaissaient un homme qui pourrait l'y aider et qu'ils tenaient en haute estime : le palatin.<sup>60</sup> Plus tard cependant il ajouta d'une voix menaçante que si le palatin n'envoyait pas de réponse satisfaisante à sa lettre, il pousserait jusqu'à Bude et traiterait le pays en ennemi.<sup>61</sup> Le palatin effrayé manda alors son officier d'ordonnance de demander un armistice, lorsque le 30 novembre une lettre extrêmement polie du général Gudin apprit à la députation du comitat de Presbourg que malgré le plaisir qu'il éprouvait à être « au milieu d'une nation aussi estimable que la vôtre », l'ordre de Napoléon l'obligeait d'évacuer le territoire de la Hongrie.<sup>62</sup>

Selon un auteur hongrois « les événements qui allaient en se précipitant empêchèrent que la nation hongroise ne prêtât cette fois-ci l'oreille aux paroles séduisantes de Napoléon. »<sup>63</sup> Mais la noblesse qui se considérait elle-même comme la nation, n'était nullement disposée à suivre Napoléon en quoi que ce soit. Et pourtant, à ce moment-là, il n'y avait même pas de forces autrichiennes sur le territoire de la Hongrie qui auraient pu étouffer un éventuel mouvement séparatiste. Les réserves avaient été rappelées, de sorte que les villes étaient obligées de mettre sur pied une garde civile. Qu'est-ce qui empêcha alors les Français de prendre en main l'affaire hongroise et de détacher le pays de la monarchie, si tel avait été leur but ? Selon Driault « Napoléon avait eu l'idée de susciter un soulèvement national de la Hongrie », mais « il n'eut pas le temps de passer à l'exécution ». <sup>64</sup> Pourquoi ? Qu'est-ce qui le pressait, lui, l'empereur vainqueur dans la capitale de l'ennemi défait ? Et qu'est-ce qui l'amena à maintenir, dans la paix de Presbourg, l'intégrité presque totale de la monarchie des Habsbourg à laquelle il se contenta d'imposer de lourdes conditions ?

Sa décision fut sans aucun doute déterminée — indépendamment du temps, de Hongrois et d'autres facteurs secondaires — par la situation internationale. Plus exactement, il advint que la variante représentée par Talleyrand prévalut dans la politique française. Or, Talleyrand entendait maintenir l'Autriche en tant que barrage contre la Russie. Le 17 octobre 1805, presque

au moment de la capitulation d'Ulm, Talleyrand, dans son projet de Strasbourg, suggéra à Napoléon qu'il faudrait « séparer les intérêts de l'Autriche et ceux de l'Angleterre, et les mettre en opposition avec ceux de la Russie ».

Il faut d'abord « que l'Autriche cesse d'être en contact immédiat avec la France et les Etats qu'elle a fondés », en revanche elle serait dédommagée à l'Est, et pourrait devenir un boulevard désormais non contre la Turquie, mais contre la Russie. Cela signifie « qu'en échange des Etats vénitiens, du Tyrol, de ses possessions en Souabe et de ses prétentions sur les Etats voisins . . . on lui donne la Valachie et la Moldavie, la Bessarabie et la partie la plus septentrionale de la Bulgarie ». L'attention de l'Autriche se tournerait ainsi vers l'Est, et vis-à-vis de sa rivale, la Russie, elle « aura pour alliée naturelle la France. »<sup>65</sup>

Le 5 décembre 1805, quelques jours après Austerlitz, au moment où Napoléon devait prendre une décision, Talleyrand lui soumit le projet de Strasbourg. « J'ose, aujourd'hui plus que jamais, le regarder comme le meilleur et le plus salutaire. Les victoires de V. M. le rendent maintenant facile. »

« V. M. peut maintenant briser la monarchie autrichienne ou la relever. Une fois brisée, il ne serait pas au pouvoir de V. M. elle-même d'en rassembler les débris épars et d'en recomposer une seule masse. Or l'existence de cette masse est nécessaire. »

La monarchie, ce « composé mal assorti d'Etats différant presque tous entre eux » est nécessairement faible par rapport à la France. Mais, vers l'Est, elle constitue un boulevard suffisant.

« Aujourd'hui, abattue et humiliée, elle a besoin que son vainqueur lui tende une main généreuse et lui rende, en s'alliant à elle, la confiance en elle-même ».

« Si la monarchie autrichienne, trop affaiblie vers l'occident, ne se trouvait plus en mesure de retenir sous son sceptre les Etats qu'elle avait conservés, les Hongrois qui doivent au nom d'indépendance et de liberté leur turbulence et leur inquiétude, pourraient abandonner une bannière humiliée par de continuelles défaites et, trop faibles pour former un Etat indépendant, se donner aux Russes, avec les mœurs desquels les leurs ont tant d'analogie. Je suis informé, par des voies qui ne sont pas suspectes, que de tels projets trouveraient en Hongrie des partisans nombreux. Or, les Russes, maîtres de la Hongrie, seraient tout-puissants contre l'Europe. »<sup>66</sup>

On a tout à fait l'impression que Lacuée tombé au champs de bataille, ses vues elles aussi avaient été enterrées avec lui. Lezay lui-même s'était imaginé un peu différemment le rôle central de la Hongrie dans une monarchie qui se serait déplacée vers l'Est. L'opposition féodale hongroise avec sa turbulence qu'elle croyait être de l'indépendance, alors qu'elle était en réalité incapable de conserver sa véritable indépendance, pouvait tout au plus servir de moyen pour contraindre l'Autriche, la future alliée de la France, à accepter une organisation plus avantageuse pour la France.

### III. L'EXEMPLE POLONAIS: POLARISATION, 1806 — 1809

Après la paix de Presbourg l'attention de la France, retenue jusque-là par l'Autriche et les Hongrois, se tourna de plus en plus vers la Prusse et les Polonais. Cela n'empêcha pas Vienne de vivre dans la crainte et de donner foi à ses propres nouvelles alarmantes. Le 22 août 1806, le comte Stadion, ministre des affaires étrangères et Sumeraw, ministre de la police, adressaient au souverain un rapport très exagéré concernant l'activité subversive des émissaires français en Hongrie. Il croyaient savoir que la personne qui tirait les ficelles du complot était le général François Andréossy qui, d'abord commissaire en Autriche de l'empereur Napoléon, succéda en novembre 1806 à La Rochefoucauld, au poste d'ambassadeur de France à Vienne, et avait plusieurs fois séjourné en Hongrie. En réalité, si l'on fait abstraction de la liaison amoureuse qu'Andréossy entretenait avec une comtesse hongroise, il s'agissait simplement de la préparation de l'attaque contre la Prusse, des missions de Polonais au service de la France et d'une surveillance exercée sur certaines parties de la monarchie. Napoléon voulait savoir si Vienne armait les Hongrois et les Polonais pour soutenir la Prusse.<sup>67</sup> Les rapports français de Vienne mentionnent à peine la Hongrie.<sup>68</sup> A partir du mois de novembre 1806, la question autrichienne fut jugée en premier lieu au point de vue de la guerre contre la Prusse et des projets polonais. Maurice Montgaillard, dans ses observations mensuelles sur la situation politique de l'Europe prend catégoriquement position pour le rétablissement du royaume de Pologne, et en poursuivant logiquement cette idée, il se demande s'il ne serait pas ensuite opportun « d'affaiblir et de partager en plusieurs souverainetés distinctes la monarchie autrichienne » qui, se remettant de ses pertes en quelques années de paix, risque de redevenir dangereuse pour la France.<sup>69</sup>

La diète hongroise convoquée pour le 5 avril 1807 à Buda et dont Andréossy avait prédit qu'elle serait « orageuse »,<sup>70</sup> intéressait également les dirigeants français, surtout comme facteur pouvant influencer le potentiel de guerre de l'Autriche et son attitude dans la guerre du Nord. Ils essayèrent d'y envoyer un observateur: Léon Dupleix, officiellement porteur de dépêches diplomatiques, en route vers Temesvár et pendant le voyage de retour, s'arrêta un certain temps à Buda, mais, d'après le rapport qu'il envoya de Vienne à Napoléon le 21 mai 1807, les autorités ne lui permirent pas

de prolonger son séjour.<sup>71</sup> Dupleix, tout comme Andréossy, attire l'attention sur le raffermissement de l'opposition. En effet, la crise financière qui succéda à la défaite, provoqua, sinon une rupture, tout au moins une brèche dans le front commun de la cour de Vienne et de la noblesse hongroise. Selon Andréossy (rapport du 8 mai) le cabinet de Vienne aurait voulu se décharger sur la Hongrie de « la plus grande partie du fardeau de la guerre méditée », et l'archiduc Charles se laissa aller dans une société privée à critiquer la maladresse du gouvernement et à fulminer contre les Hongrois qui étaient « ennemis nés de l'Autriche et jaloux à l'excès de leurs droits et de leurs prérogatives ».<sup>72</sup> Des deux rapports qu'Andréossy envoya le 16 mai, le premier annonce que Vienne entend dissoudre la diète: « La maladresse de la Cour et ses vues perfides tournent contre elle-même en s'aliénant pour longtemps, peut-être pour toujours, la Nation Hongroise, chez laquelle il s'était manifesté des mouvements insurrectionnels, comprimés à la vérité par la force, mais dont le germe se développera tôt ou tard. »<sup>73</sup> En ce qui concerne ces espoirs renaissants, cette fois-ci nous connaissons l'opinion de Talleyrand (et celle de Napoléon) sur la fonction de l'opposition hongroise: « Sa Majesté a eu sous ses yeux vos deux dépêches du 16 Mai. Les nouvelles que vous donnez de la Diète de Hongrie et de l'esprit qui règne dans le Royaume, portent à croire que l'Autriche sera plus disposée à s'occuper de ses propres affaires que de celles des autres ».<sup>74</sup>

Reprenant le même sujet dans son « *Apperçu* » de la situation politique de l'Europe au mois d'août 1807, Montgaillard expose que « la maison d'Autriche n'eût pas tardé jusqu'à ce jour à violer la paix de Presbourg, si la diète de Hongrie eût adhéré à toutes les propositions royales. »<sup>75</sup> Dans celui du mois de novembre, il ajoute que le cabinet de Vienne qui se prépare à la réforme de ses forces militaires, l'« insurrection » hongroise y comprise, « fait toujours espérer aux Hongrois les concessions et libertés qu'ils sollicitent », que la Hongrie a obtenu jusqu'à présent et continuera à obtenir qu'on satisfasse à « ses demandes principales », autrement dit, que l'Autriche est capable de se régénérer et de raffermir. Voici sa conclusion « Il est de l'intérêt de cet Empire (français) d'entretenir avec soin les dissensions politiques en Hongrie ».<sup>76</sup>

Cependant déjà la diète suivante, convoquée pour le 28 août 1808, montra clairement que dans l'intérêt des buts communs, les dissensions entre les deux rivales, la cour de Vienne et la noblesse féodale, tant qu'elles restaient l'une et l'autre dans le camp du féodalisme pouvaient fort bien être mises de côté. Le cabinet autrichien, pour peu qu'il modifiât ses méthodes, pouvait se sentir appuyé par l'opposition féodale vis-à-vis de la France. Dès avant l'ouverture de la diète, le 10 août, Andréossy rapporta<sup>77</sup> que

« jamais l'Autriche n'avait eu un aspect militaire comme celui qu'elle présente aujourd'hui, jamais le gouvernement autrichien n'avait donné une impulsion comme celle qu'il a communiquée à la noblesse et à toutes les classes de citoyens. Le *moriamur* des Hongrois, sous Marie-Thérèse, n'a sûrement pas produit proportionnellement autant de combattants ».

Et si pendant un moment il n'est pas absolument sûr « de quelle manière la Hongrie se prononcera », le 7 octobre 1808 il peut signaler que « l'insurrection » nobiliaire a été votée et que les événements des derniers jours « prouvent authentiquement la confiance sans bornes et le fidèle attachement des Etats », autrement dit des nobles hongrois à leur souverain.<sup>78</sup>

Des auteurs hongrois ont beaucoup — peut-être même trop — insisté sur le revirement contre la France qui se manifesta avant la guerre de 1809 en Hongrie, comme d'ailleurs dans toute la monarchie.<sup>79</sup>

Quelle était la raison de ce revirement ?

Mihály Horváth, l'éminent historien, qui représentait la génération suivante, libérale-nationale de la noblesse hongroise, parla d'un « tournant libéral » du gouvernement.<sup>80</sup> Cependant parmi les mesures qu'il énumère, on n'en trouve pas une seule qui dans le sens historique du terme relève du libéralisme, c'est-à-dire de la réforme bourgeoise. C'étaient là simplement les signes d'une propagande qui, en Hongrie, était destinée à gagner la sympathie de la noblesse féodale, à neutraliser l'opposition et à préparer une diète d'un « esprit favorable ». Tel était le discours du trône dont les belles paroles flatteuses invitaient les nobles hongrois à maintenir leur constitution « ancestrale » et leurs particularités « nationales », en ajoutant : « Hongrois ! l'Europe entière a les yeux sur vous ! » ; ou encore les grandioses festivités organisées par exemple lors du couronnement de la reine ; la confiance ostensible qu'on accordait, à propos des questions de grande politique, à des nobles que les dirigeants absolutistes du cabinet traitaient, en d'autres occasions, comme personnes encore non adultes. A présent on ne cessait de leur expliquer, jusque dans des conversations privées, que Napoléon en voulait à leur liberté, « il ferait en Hongrie la même chose qu'il s'efforce de faire maintenant en Espagne ».<sup>81</sup>

Cependant, la seule propagande ne constitue évidemment pas une explication suffisante. Des auteurs postérieurs parlent d'ailleurs moins d'un tournant du gouvernement que d'un tournant qui s'était opéré dans la noblesse elle-même. A les en croire, la noblesse qui avait eu quelque sympathie pour Napoléon, aurait compris d'après l'exemple de l'Espagne, que l'Empereur ne représentait plus la cause de la liberté nationale, qu'il était devenu un tyran. Ces auteurs citaient volontiers les paroles de Lanfrey selon lequel cela avait été une folie de Napoléon de promettre la liberté aux Hon-

grois alors qu'il avait les mains rouges encore du sang des Espagnols.<sup>82</sup> Ce bel argument pouvait facilement donner l'impression que la noblesse hongroise se retournait contre Napoléon pour de *bonnes* raisons. Cependant la politique napoléonienne, précisément du fait de son caractère contradictoire, pouvait être condamnée aussi bien du côté du progrès national et libéral que du côté de la défense des prérogatives féodales. Il semble d'ailleurs qu'au début l'opinion de la noblesse hongroise sur les affaires espagnoles n'ait pas été absolument unanime. Le comte József Dessewffy écrit le 8 juin 1808, non sans pousser une pointe contre l'Autriche, que les Français, « malgré tous les excès du pouvoir » dont ils se rendent coupables, et « en particulier Napoléon, protègent partout les langues nationales dans les provinces qui ne sont pas rattachées directement à la couronne française . . . Je parie qu'au-delà des Pyrénées il a aussi permis que l'espagnol reste la langue nationale du pays. »<sup>83</sup> L'écrivain Ferenc Kazinczy avoue, le 12 juin 1808, qu'il lui est difficile de voir clair dans les événements espagnols, mais il ajoute: depuis qu'il a lu (dans la presse censurée de la monarchie des Habsbourg) comment les Bourbons ont dû démissionner, ses nuits sont hantées par la peur. Car enfin il était injuste que « les Bourbons dussent être renversés uniquement parce qu'ils étaient des Bourbons ». Il n'y a rien de plus terrible « que la destruction de toute une nation ». Il est vrai que l'Espagne « conserve son intégrité et ne sera pas déchirée comme la Pologne », mais néanmoins « il est triste que le roi soit déchu du trône et qu'un autre vienne l'occuper sans le demander au pays. Que Dieu en protège mon millième arrière petit-fils ! »<sup>84</sup> Mais est-ce réellement le point principal de la « destruction » d'une nation ? Est-ce que les Habsbourg ont toujours accédé au trône de la Hongrie par la volonté des ancêtres de Kazinczy ? L'argument est évidemment dépourvu de sens et dissimule une autre vérité plus importante. C'est à cette dernière que la propagande officielle, exploitant avec beaucoup d'habileté la question espagnole, essayait de se référer.<sup>85</sup>

Le conflit entre les deux rivales: la cour de Vienne et la noblesse hongroise, se ranimait facilement aussitôt que le danger extérieur s'éloignait, comme en 1802 ou en 1807. Mais à l'instant même où elles jugeaient que le *statu quo* féodal demandait à être protégé par une action commune, elles se tendaient la main, comme en 1809, ou avant, en 1805, lorsque, comme nous l'avons vu, la noblesse n'était pas non plus du côté de Napoléon. Le « tournant » de 1809 n'était donc nullement très nouveau ni très surprenant. Ce qui était nouveau, c'était l'intensité de la réaction, car, à la différence de 1805, plus ou moins tout le monde estimait à présent que la crise suprême approchait, que le sort de la monarchie et de la « constitution » hongroise allait se décider. Les partisans des réformes fondaient — à tort ou à raison — des espoirs encore

plus grands sur Napoléon. Les féodaux — à tort ou à raison — le craignaient encore davantage. C'est ce que Vienne tentait d'utiliser à ses propres fins. Tandis que dans les provinces allemandes on évoquait « l'idée nationale autrichienne »<sup>86</sup>, en Hongrie, le cabinet faisait des concessions au nationalisme féodal. Ses mesures et sa propagande ne pouvaient avoir un tel effet que si elles rencontraient une tendance réellement existante et qui allait en se renforçant. Au début de 1809, le palatin fit le tour des comitats et communiqua à titre confidentiel à tout le monde que cette fois-ci, pour peu que les Français restent vainqueurs, « l'indépendance et la constitution aristocratique du pays ne pourraient guère être conservées ». Quant à la noblesse — ajoute Mihály Horváth, — elle ne savait que trop bien que « là où l'aigle français avait construit son nid, les droits et les prérogatives féodaux cédaient bientôt la place à des institutions démocratiques » et ainsi « elle considérait la cause de la cour comme la sienne propre ».<sup>87</sup> Plus encore, il semble que la noblesse ait été tout à fait disposée à donner foi à des nouvelles répandues par Vienne, selon lesquelles Napoléon, en particulier depuis la diète de 1808, était extrêmement fâché contre les nobles hongrois.<sup>88</sup> L'ensemble de ces facteurs conditionnait cet étrange élan de loyalisme teinté de nationalisme féodal qui s'exprime de manière adéquate dans le *Discours patriotique à la noblesse hongroise* du poète Sándor Kisfaludy. Les aristocrates n'avaient donc pas tout à fait tort de croire ce que, selon le rapport du 10 mars 1809 de Dodun, premier secrétaire de l'ambassade française à Vienne, le comte Károly Zichy formulait ainsi : « toute la Hongrie se lèvera en masse pour secourir l'Autriche ».<sup>89</sup>

L'impression que la décision finale était imminente se basait moins sur l'exemple espagnol lointain que sur celui, plus proche, de la Pologne voisine. Après la réduction de la Prusse ce serait peut-être le tour de l'Autriche, après la tentative de restauration polonaise, peut-être celle de la Hongrie. « Dans tous les pays que les troupes ont parcourus — écrivait Davoust le 26 mars 1809 de Bamberg, à Napoléon — j'ai trouvé l'opinion établie que la guerre était inévitable parce qu'on voulait forcer l'empereur d'Autriche à se défaire de la Bohême et de la Hongrie en faveur de quelques princes de sa maison ».<sup>90</sup> En Hongrie, on répandit la nouvelle que « Lucien Bonaparte et toute sa famille apprennent depuis trois ans le hongrois ».<sup>91</sup> Auguste De Gérando que des liens étroits rattachaient à la noblesse hongroise, et qui en connaissait fort bien les traditions politiques, ne faisait pas encore mention, dans son livre paru en 1848, de l'exemple espagnol. Selon lui « la conduite de Napoléon à l'égard de la Pologne devait imposer à la Hongrie une grande réserve ».<sup>92</sup>

En effet, en 1809, c'était la seconde fois que l'action napoléonienne s'exerçait dans un pays d'Europe orientale féodal et dépourvu de souveraineté. La

tentative polonaise, qui avait commencé en automne 1806, précéda la tentative hongroise qui eut lieu au printemps 1809.

A première vue ce sont naturellement plutôt les différences évidentes entre les deux cas, qui sautent aux yeux. La Pologne, divisée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, avait perdu et son unité et son indépendance. Il était clair qu'elle devait réagir à l'action d'une manière différente de la Hongrie qui, dans son ensemble, était soumise à un seul souverain, et qui en même temps, avec sa constitution féodale, avait conservé quelques éléments de l'autonomie ou tout au moins leur apparence. Néanmoins, malgré les différences qu'elles offraient, les deux variantes étaient basées sur une structure socio-économique fort semblable, et reflétaient, par conséquent, des tendances politiques analogues.

Les ressemblances entre ces deux pays étaient particulièrement évidentes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le mouvement nobiliaire-national hongrois présentait, à l'époque de la diète de 1790—91, de nombreuses analogies avec la « grande diète » polonaise de 1788—1791, et entretenait même des rapports directs avec elle. En Pologne, comme en Hongrie, c'est la noblesse éclairée qui essaya, dans les cadres du féodalisme, de faire valoir son programme. La gauche « jacobine », comprenant ceux qui, face à la majorité de la noblesse, poursuivaient déjà certains buts antiféodaux, se joignit en Pologne au soulèvement de Kosciuszko qui éclata en 1794, et, en Hongrie, au complot jacobin qui se forma sous l'influence directe des événements polonais. Le troisième partage de la Pologne et l'étouffement du mouvement des jacobins hongrois qui eurent lieu l'un et l'autre en 1795, marquent, malgré les formes et les conséquences différentes, la défaite des mêmes tendances.

Chose curieuse, les historiens hongrois n'ont, pendant longtemps, pas accordé suffisamment d'attention à ces parallèles, et encore moins à ce qui, par suite des conditions fondamentales et malgré les différences apparentes après 1795, s'en était conservé jusqu'à l'époque napoléonienne. Et pourtant la tentative hongroise avortée en 1809 n'est, à beaucoup d'égards, compréhensible que si nous la rapprochons de la tentative polonaise de 1806—1807, plus efficace et de plus longue haleine. Il est en effet certain que, dans les cadres du Duché de Varsovie, cette dernière produisit des phénomènes qui en Hongrie ne pouvaient se manifester que sous une forme embryonnaire. Nous ne pensons pas seulement aux analogies évidentes de certaines méthodes de la politique napoléonienne, mais bien plutôt à des symptômes intérieurs, tels que l'opposition existant d'une part entre les réformistes éclairés et jacobins qui en Pologne, comme en Hongrie, ne cessaient de mettre leur espoir en Napoléon, d'autre part entre la noblesse féodale-nationaliste qui, au lieu de Napoléon, sympathisait avec la Russie si elle était polonaise,

et avec l'Autriche si elle était hongroise. Cette opposition devint en Pologne une lutte politique ouverte, alors qu'en Hongrie elle resta au stade des préparatifs et des projets. Les phénomènes étaient les mêmes, mais ils n'évoluèrent pas de la même façon.

On ne signalera ici que quelques éléments de l'exemple polonais, ceux notamment qui, par leur analogie ou par leur influence sur les voisins, sont susceptibles de faciliter la compréhension des événements qui eurent lieu en 1809 en Hongrie. C'est notamment la question des rapports (1) entre la proclamation aux Polonais et le résultat final, (2) entre les jacobins et la noblesse féodale et (3) entre le principe et la mise en pratique de la réforme sociale dans le Duché de Varsovie. Tous ces problèmes sont considérés sous l'aspect des objectifs napoléoniens.

1. Le 27 octobre 1806, après les victoires de Iéna et d'Auerstädt, Napoléon entra à Berlin. Dès le 3 novembre, il faisait rédiger par le général Dąbrowski (qui, en 1797, organisa la légion polonaise) une proclamation adressée aux Polonais. Non pas qu'il ait été certain à ce moment de ce qu'il attendait des Polonais et des différents projets les concernant,<sup>93</sup> mais il avait besoin d'eux dans la situation militaire donnée, *avant* les coups décisifs et *avant* la campagne d'hiver dans laquelle presque 20 mille Polonais combattirent à ses côtés. Le petit Duché de Varsovie, sous la forme que lui avait donnée, le 9 juillet 1809, la paix de Tilsit, avec la partie prussienne de la Pologne et sans la partie autrichienne (que Vienne refusait d'échanger contre la Silésie), ne naquit donc pas de la réalisation d'un projet arrêté longtemps auparavant; il était le résultat d'un compromis déterminé par le jeu imprévu de différents facteurs et marchés.

2. Les jacobins polonais, c'est-à-dire les partisans du progrès social et politique, se hâtèrent d'offrir leurs services à Napoléon. Ils élaborèrent des mémoires, des projets à son intention, et attendirent qu'il introduisit en Pologne des réformes anti-féodales, bourgeoises. En effet, la gauche polonaise, étant donné les conditions arriérées du pays, n'était pas assez forte pour obtenir ces réformes par ailleurs actuelles et nécessaires et avait grand besoin d'une aide extérieure. Napoléon, cependant, calculait que les membres de ce mouvement de gauche se joindraient à lui, quoi qu'il arrive, et qu'il était beaucoup plus important pour lui de se concilier les faveurs de l'aristocratie féodale polonaise qui sympathisait avec la Russie.<sup>94</sup> On connaît les rapports du prince Adam Czartoryski avec le tsar Alexandre I<sup>er</sup> qui, précisément pour gagner l'appui de toute la noblesse polonaise, était disposé à faire certaines avances à leur nationalisme féodal. Les magnats ne se soumirent qu'à contre-cœur à « l'usurpateur » français. Le prince Poniatowski lui-même hésita longtemps avant d'accepter la charge de ministre de la guerre. Ajoutons que

Napoléon, pour des raisons pratiques, avait besoin le plus tôt possible d'une organisation politique et militaire utilisable. Il lui semblait plus opportun de maintenir l'apparat politique existant des seigneurs féodaux — non sans y apporter, bien entendu, des modifications nécessaires — que de détruire cet édifice et d'attendre, qu'au bout d'un certain temps et au prix de luttes incalculables, il s'y formât quelque chose de nouveau, résultat d'une transformation révolutionnaire qui d'ailleurs n'entraînait nullement dans les projets de Napoléon. Ce n'était bien entendu pas l'anarchie féodale des nobles polonais qu'il entendait restaurer, « leur *liberum veto*, leurs diètes à cheval ». Il voulait dans la Pologne « un camp et pas de *forum* ». « Non, mon cher Narbonne — aurait-il dit — je ne veux de la Pologne que comme une force disciplinée, pour meubler un champ de bataille . . . Exciter en Pologne la fibre nationale, sans réveiller la fibre libérale ».<sup>95</sup> Cependant, même une organisation disciplinée comme celle-là avait besoin d'une administration centralisée qui suivit la nouvelle constitution dont les principes avaient été dictés par Napoléon en juillet 1807 à Dresde. Elle impliquait un pouvoir central fort, un conseil d'Etat (contrôlé en pratique par le résident français), une diète de deux chambres, avec un sénat comprenant les aristocrates et une chambre basse dont les membres se composaient déjà, en dehors des nobles, d'éléments roturiers. La classe dominante féodale gardait donc sa suprématie politique, mais ne disposait plus de privilèges exclusifs. Les jacobins, s'ils n'obtenaient pas leur part du pouvoir, n'en pouvaient pas moins continuer leur lutte pour les réformes.

3. Les contradictions inhérentes à la nouvelle situation se manifestèrent en particulier dans la question de la réforme sociale, l'affranchissement des serfs. La constitution de Dresde abolit l'« esclavage », c'est-à-dire le servage (art. 4), promulgua l'égalité devant la loi et prescrivit, dans le domaine du droit civil, l'introduction du *Code Napoléon* (art. 69). Ces réformes, répondant aux désirs des jacobins, marquaient un progrès incontestable, quoique, par la suite, elles se fussent avérées, dans la pratique, d'une portée assez limitée, et d'une valeur plutôt formelle. En effet, la classe dirigeante féodale, attachée à ses privilèges, accueillit ces réformes avec des inquiétudes profondes et mena une lutte acharnée, et nullement infructueuse, en vue d'interpréter la législation napoléonienne dans un esprit conservateur et féodal. En face du désir de Kosciuszko et des jacobins, le décret royal du 21 décembre 1807 précisait que les paysans n'avaient que la liberté personnelle de changer de domicile. La terre qu'ils cultivaient était considérée comme propriété du seigneur. Le paysan, sans terre, était donc obligé de conclure un contrat avec son seigneur dans des conditions dures, parfois même plus dures qu'avant.<sup>96</sup>

La noblesse hongroise était unie à la noblesse polonaise par des liens de vive sympathie, elle entretenait même souvent, dans le nord du pays, des rapports directs avec elle. Elle se réjouissait donc de tous les succès que les aspirations nationales polonaises avaient pu obtenir. Cependant, comparé à sa propre position, le Duché de Varsovie lui semblait peu de chose, et son prix trop élevé. L'organisation d'Etat centralisée, sur le modèle français, lui paraissait — en partie précisément à cause de sa plus grande efficacité — moins souhaitable que l'ancien système politique hongrois fort encombrant, y compris les tentatives absolutistes inefficaces de la Cour de Vienne. Dans la question paysanne, la majorité de la noblesse refusait catégoriquement d'accepter tout ce qui pouvait compromettre ses privilèges, ne fût-ce que formellement. Même les esprits relativement éclairés se rallièrent à l'opinion de la noblesse polonaise qui prétendait que la réforme était inopportune et vaine, et que les paysans eux-mêmes ne la désiraient pas. Un officier hongrois d'esprit éclairé de l'armée autrichienne, József Csehy, qui fit plusieurs séjours en Pologne, écrivait avec joie en 1807, qu'« une partie au moins des Polonais a obtenu la Constitution qui met en sécurité leur liberté et leur existence nationale. »<sup>97</sup> Le 3 juin 1808, il se réjouit que « la langue polonaise ait été restituée dans ses droits » et de pouvoir acheter à Varsovie des livres français interdits par la censure autrichienne. Puis il ajoute : « On a aboli la condition paysanne, mais cela n'a pas beaucoup de prise sur les paysans polonais qui travaillent à présent encore moins qu'avant . . . il y en a beaucoup qui auraient préféré rester dans leur ancienne servitude. *Imaginez vous*, les officiers français m'ont dit, *ces gueux, ils ne veulent pas être libres* ». Et Csehy d'ajouter à ces paroles qu'il cite en français : « Il faut une nouvelle génération mieux élevée pour que le *Code Napoléon* puisse devenir utile ». <sup>98</sup> Les paysans polonais étaient sans doute trop arriérés pour adopter sans méfiance les innovations. Mais il n'est pas non plus surprenant qu'ils n'aient pas voulu être libres *sans terre*, c'est-à-dire *perdre* leur terre. Les nobles polonais qui avaient informé les officiers français semblent avoir oublié ce détail.

Les historiens, eux aussi, ont souvent répété que l'insuccès des réformes juridiques et politiques de Napoléon en Pologne était dû au fait qu'elles avaient devancé la transformation socio-économique spontanée. Cet argument justifierait, en face des jacobins, la noblesse féodale. Cependant, l'affranchissement des serfs, encore qu'il nécessitât bien entendu l'existence de certaines conditions de base, était partout le résultat d'une lutte politique acerbe et non d'une transformation spontanée. La raison principale de l'échec de l'action napoléonienne était qu'elle avait prescrit quelques réformes d'une façon autoritaire, sans mobiliser les forces progressistes, et

qu'elle avait ménagé, voire même protégé, la position de la noblesse féodale dans l'exercice du pouvoir.

L'exemple polonais, tout en dressant contre Napoléon les forces féodales et le clergé catholique en Hongrie, activa, dans une certaine mesure, les jacobins hongrois qui avaient survécu et qui étaient restés fidèles à la cause du progrès social. Eux aussi commençaient à espérer que Napoléon représenterait pour eux l'aide extérieure qui leur permettrait d'ouvrir une brèche dans le système féodal hongrois.

Cette polarisation et en même temps l'influence de ces vues jacobines se reflètent fort bien dans un mémoire français écrit à la fin de 1808, intitulé *Coup d'œil sur la Hongrie*.<sup>99</sup> L'auteur anonyme, probablement un Français bien informé et ayant peut-être une certaine inclination pour les « Illyriens », critique sévèrement aussi bien la politique d'oppression de la cour de Vienne que le nationalisme féodal de la noblesse hongroise, c'est-à-dire les deux principaux facteurs du féodalisme en Hongrie. La Hongrie — écrit-il — a perdu son importance politique dans la monarchie des Habsbourg. Le système des comitats, ces « petites républiques », rend l'administration publique « languissante et anarchique », et il y a « les plus grands désordres » dans l'administration de la justice. Le pays serait riche en trésors naturels, mais il n'a pas de fabriques, le commerce de ses produits n'est pas libre et « le gouvernement autrichien traite la Hongrie comme une colonie ». « Il n'existe pas d'esprit public commun à tous » — continue-t-il —, puisque « les intérêts des diverses parties qui composent l'Etat sont trop différents. »

Les paysans, « privés du droit naturel et civil, de celui de propriété, gémissent sous les fardeaux dont ils sont accablés ». Tout le monde sent la nécessité d'une réorganisation, mais « ni le Roi, ni les nobles ne voudront renoncer à leurs intérêts particuliers et sans cette renonciation, l'établissement du bien-être public est inexécutable. Les hommes éclairés se persuadent que la régénération de la Hongrie est réservée à un génie vaste et puissant qui, élevé au-dessus de toutes les vues particulières, n'aurait pour but que le bonheur de la masse entière. »

L'auteur observe aussi que « la diversité des nations diversifie encore l'esprit public » et que « le nationalisme fait naître l'esprit d'antipathie entre ces divers peuples ». L'effort des Hongrois pour remplacer le latin par leur propre « langue dure », accroît plutôt le mal, puisqu'il provoque une certaine aversion.

L'analyse de la situation de 1805 mérite également l'attention: « Lorsque l'armée française s'approcha des frontières du Royaume, une terreur panique saisit tous les esprits... les nobles n'avaient pas envie d'exciter et armer la masse qui aurait plutôt tourné ses armes contre eux que contre les

Français. En attendant, les plébéiens s'applaudissaient en secret . . . Ce fut sur ces entrefaites que les Français entrèrent à Presbourg. Leur conduite galante gagna d'abord ceux qui avaient redouté leur violences. L'armée française aurait pu ensuite traverser la Hongrie et même entrer dans la capitale. Si elle n'eût pas été reçue partout à bras ouverts, personne au moins n'eût osé lever la main contre elle » . . .

Un passage particulièrement intéressant est consacré à « l'opinion des Hongrois sur Napoléon » :

« La cour et les nobles qui lui sont dévoués l'accusent d'orgueil et d'une insatiable ambition . . . La plus grande partie des aristocrates ne l'aime pas, parce qu'ils pensent que dans le cas où le royaume lui serait soumis, leur premier sacrifice devrait être la perte de leurs immunités. Mais il y en a beaucoup parmi les nobles qui, éclairés sur les vrais intérêts de la Hongrie, et animés par des sentiments nobles, consentiraient à sacrifier leurs prérogatives, pourvu que l'administration publique fût réorganisée. Toutes les autres classes regardent ce grand souverain comme le libérateur des peuples opprimés par des chefs faibles; l'homme prédestiné par la Providence pour humilier les grands sans vertus, et le régénérateur des royaumes en décadence ».

L'affirmation n'était pas dépourvue de fondement: il y avait effectivement en Hongrie un noble prêt à sacrifier ses privilèges en échange de réformes pour la réalisation desquelles il attendait l'aide de Napoléon. Nous pensons à Gergely Berzeviczy et au mémoire politique qu'il rédigea au seuil de la crise, en avril 1809, à l'adresse de Napoléon.

Nous ne nous occuperons pas ici en détail de la carrière de Berzeviczy. La première phase de sa vie jusqu'en 1795, fait l'objet d'une belle analyse récente.<sup>100</sup> Le deuxième volume de cette monographie traitera de la phase suivante et des années dont il est question ici. Nous nous contenterons de renvoyer à quelques traits qui permettent de comprendre pourquoi Berzeviczy a pu et a dû prendre position de cette manière-là au moment de la polarisation.

G. Berzeviczy (1763—1822) était né dans une famille noble de propriétaires protestants du comitat de Szepes, qui était surtout intéressée dans l'exportation de ses produits, en particulier du vin de Tokay vers le Nord, vers la Pologne. Il avait étudié la statistique et les sciences économiques à Göttingue, et parcouru l'Angleterre et la France, peu avant la Révolution. Revenu dans le pays il devint commis aux écritures au conseil de lieutenance de Buda. En 1790, il se rallia à l'aile réformiste du mouvement nobiliaire et rédigea un tract intitulé *De Dominio Austriae*, dans lequel il entraînait en lice pour l'indépendance de la Hongrie. Il prit part sans doute au mouvement des jacobins, mais réussit à éviter l'attention des autorités. Dans un tract anonyme publié en allemand, à l'étranger, il protestait contre le procès des

jacobins hongrois. En 1795, il se retira sur ses terres dans le Nord de la Hongrie et s'occupa de problèmes économiques, surtout commerciaux. En 1797, il publia sous le titre *De commercio et industria Hungariae* un ouvrage critiquant la politique douanière autrichienne qui opprimait la Hongrie en la soumettant en tant que marché agricole, aux intérêts de l'industrie autrichienne.<sup>101</sup> Il mit au point une analyse critique de la diète de 1802, dans laquelle il faisait ressortir beaucoup plus nettement que les observateurs français le caractère féodal de l'opposition « patriote », insistait sur le fait que le peuple n'y était pas représenté, et renvoyait même à l'alliance de la cour et de la classe privilégiée. A son avis le nœud gordien de la situation de la Hongrie ne pouvait être tranché que par les armes. Les recherches n'ont pas encore réussi à éclaircir ce qu'il entendait par là. Se peut-il qu'il ait déjà songé ici à la France ? En 1804, il écrivit un autre ouvrage intitulé *De indole rusticorum*, dans lequel il analyse, par une méthode statistique, la situation misérable des serfs exploités par les seigneurs féodaux et avertit la noblesse que ses propres intérêts mêmes exigeraient qu'elle élève la condition des paysans au lieu de les opprimer. La publication de cet ouvrage fut interdite par la censure. Un ami de l'auteur le fit imprimer, derrière le dos des autorités, en 1806 ou en 1809. Plus tard, à l'occasion d'une autre édition allemande (1816), le texte provoqua une immense indignation dans les rangs des nobles représentant le nationalisme féodal.<sup>102</sup> L'écrivain Ferenc Kazinczy, en particulier, reprit ses attaques contre Berzeviczy qu'il avait accusé, dès avant 1809, de vouloir sacrifier les intérêts nationaux aux intérêts économiques. Entre-temps, Berzeviczy séjourna à deux reprises en Pologne (1796, 1807), où il désirait s'informer des meilleures possibilités du commerce de la Hongrie vers le Nord, qu'il ne cessait de propager dans ses adresses. Il était donc au courant des tendances politiques en Pologne après l'action napoléonienne.

Le projet de réforme que Berzeviczy avait élaboré au printemps 1809, au début de la guerre, *avant* la proclamation de Napoléon, est depuis assez longtemps connu des historiens hongrois. Mais sa portée, en tant que précurseur du programme de la période des réformes qui préparera 1848 en Hongrie, n'a pas été suffisamment soulignée,<sup>103</sup> et le texte lui-même n'a pas été publié dans sa forme originale. Car il présente la particularité d'avoir été rédigé en français par Berzeviczy qui s'excusait de ses fautes éventuelles en alléguant que depuis 20 ans il n'avait pas eu l'occasion d'employer cette langue de cette manière-là, et que bien entendu, il ne pouvait consulter personne. Il semble avoir eu l'intention de publier aussi « le petit ouvrage » intitulé *De la constitution de l'Hongrie* (sic !) sous forme d'un tract anonyme, quoiqu'il s'y réfère à plusieurs reprises à ses propres travaux antérieurs

consacrés à l'industrie, au commerce et au problème des serfs. En réalité, il l'avait mis au point à l'intention de Napoléon, en espérant que sa proposition ne serait pas indigne « de l'attention du plus grand monarque ». Nous ne savons pas s'il a effectivement essayé de la faire parvenir à l'Empereur ou de la publier sous quelque autre forme, mais cela semble très peu probable. La rédaction primitive du texte fait de nos jours encore partie du legs manuscrit de l'auteur dans ses archives familiales.

Son épigraphe latine: *Alter ab imo rerum nascitur ordo* et sa préface indiquent clairement le but que Berzeviczy s'était fixé en le rédigeant. Pour le cas où la victoire française ouvrirait le champ aux nouvelles possibilités politiques, il voulait faire accepter par Napoléon le programme des réformes éclairées et progressistes qu'il avait élaboré. Tout comme quelque temps plutôt les jacobins polonais.

L'auteur de ce petit ouvrage — écrit-il en français dans sa préface — est d'une famille noble hongroise très ancienne et dans la jouissance de ses prérogatives nobiliaires il se trouve très bien. Mais son patriotisme n'est pas celui d'un égoïsme masqué: il sacrifiera volontiers ses prérogatives au salut de sa patrie . . . »

« La régénération des États de l'Europe, l'ouvrage du Grand Napoléon, ébranle maintenant aussi l'Hongrie. C'est un bienfait douloureux. Puisse(nt) mes vœux et mes espérances ardentes être accomplies ! Que l'Hongrie surmonte cette cryse avec bonheur ! Qu'elle profite du moment qui ne reviendra pas sitôt ! . . . »

« Animé du devoir d'y contribuer autant que je peux, je sou mets ce petit ouvrage à la sagesse de celui qui tient d'une main ferme la balance du monde, qui, aussi grand en paix qu'en guerre, va décider aussi du sort de ma chère patrie ».

« La maison d'Autriche sera vaincue et vraisemblablement détronisée; c'est un crime de le croire chez nous, mais je le prévois bien. Cette catastrophe peut être très salutaire à l'Hongrie, et j'ose espérer qu'elle le sera ».

Le texte est divisé en 15 chapitres courts numérotés. Les 13 premiers en sont consacrés à l'analyse de différents sujets spéciaux, dans l'ordre suivant: I. La constitution. II. Le militaire. III. La noblesse. IV. Le Tiers État. V. Les paysans. VI. La puissance royale. VII. Législation. VIII. Administration civile. IX. La justice. X. Les finances. XI. Industrie et commerce. XII. Religion. XIII. Écoles. Le XIV<sup>e</sup> chapitre contient des « remarques générales », tandis que dans le XV<sup>e</sup> l'auteur présente, sous le titre « Projet de la réforme », ses propositions concrètes, numérotées de 1 à 78, dans l'ordre des sujets susmentionnés.

La constitution de la Hongrie — dit Berzeviczy — doit être révisée et « rédigée en système », puisque le *Corpus Iuris* se trouve « dans un désordre chaotique ».

On dit — et ici il cite les propos des représentants du nationalisme féodal — que

« la constitution doit être éternelle . . . Vaine illusion ! Combien de fois elle a été changée ! . . . La constitution hongroise, fondée uniquement sur le système féodal, doit être changée parce que le système féodal a déjà perdu sa vie ».

En ce qui concerne le militaire, « la réforme du système militaire hongrois est inévitablement nécessaire ». L'insurrection est complètement démodée. « Chacun sans exception est obligé de défendre l'État ou de contribuer à sa défense ».

La noblesse demande à être réformée dans toutes ses « classes » : le clergé catholique avec ses grandes donations dépourvues depuis longtemps de toute raison d'être, la haute noblesse dont les « prérogatives sont outrées par l'abus et par l'usurpation », et la noblesse pauvre qui est « la classe la plus inutile des habitans », car tout en ne possédant plus de fortune elle a gardé l'orgueil de ses ancêtres et son « mépris de tout travail ». Selon la proposition de Berzeviczy « la noblesse est maintenue » comme rang ou titre, « mais sans préjudice de l'égalité des droits ». La noblesse « payera les impôts comme chaque autre ». Tous les domaines ecclésiastiques « seront sécularisés », le clergé « sera honorablement payé » par l'État, mais son pouvoir politique sera réduit. La « perennalité » (aviticitas) des domaines féodaux est abrogée, on peut les « librement acheter et vendre ».

Le « Tiers Etat », comme « l'attribut caractéristique de la culture de notre époque », et comme l'adversaire du féodalisme, demande à être renforcé, et à cette fin « le nombre des villes libres royales doit être augmenté ».

Les paysans, dont l'oppression et la misère sont « non seulement nuisibles, mais aussi dangereuses », « auront désormais le droit de propriété aussi bien que les bourgeois et la noblesse, les appartenances urbairiales seront désormais sa propriété ». La dîme et la neuvième sont abolies. Les prestations restent, en principe, intactes, mais les paysans peuvent racheter tout à fait leurs prestations seigneuriales avec le consentement du seigneur ; ces contrats doivent toujours être faits devant le magistrat royal. Les paysans s'échapperont à la juridiction de leurs seigneurs.

Ce projet dépasse évidemment la réforme plus ou moins formelle introduite dans le Duché de Varsovie. Puisque Berzeviczy connaissait bien la Pologne, on peut même supposer qu'il en avait tiré l'enseignement dans ses propositions.

La « puissance royale », longtemps affaiblie par l'oligarchie féodale, doit être raffermie. Seul un pouvoir central bien organisé est capable de régénérer le pays. Le roi donc possèdera le pouvoir exécutif « dans toute sa plénitude », tout en partageant le pouvoir législatif avec la diète. « Cela ne plaira pas . . . aux oligarches », mais « la postérité, la patrie entière bénira cette réformation ».

La législation est mal organisée. « Quand on parle de la nation hongroise, on n'y comprend que le corps privilégié de la noblesse », sans penser à la grande majorité du peuple sans droits et sans aucune représentation. La chambre basse de la nouvelle diète sera donc réservée aux députés des villes libres royales, aux « députés des paysans de chaque *processus* », aux intellectuels (surintendants protestants, professeurs) et aux députés des marchands. La noblesse moyenne (deux députés par comitat) trouvera place désormais

dans la chambre haute, à côté des grands propriétaires et des représentants du haut clergé catholique.

La réorganisation de l'administration civile prescrit, entre autres, celle des comitats autonomes. Dans leurs conseils généraux (*congregationes*, diétines), jusque-là exclusivement réservés à la noblesse, seuls les nobles possédant un revenu au-dessus de 500 florins auront le droit de vote. En même temps « les villes et les villages y envoient leurs députés » qui tous ont le droit de vote.

Pour mettre fin à l'état anarchique de la justice et aux procès « qui durent plus d'un siècle, « le Code Napoléon sera reçu en Hongrie, avec les modifications nécessaires », non seulement dans le domaine du droit civil (comme en Pologne), mais aussi dans celui du droit criminel.

En ce qui concerne les problèmes économiques, la tâche la plus urgente est de rendre l'industrie et le commerce libres et de relever le pays de sa situation « coloniale » qui le subordonne « au profit des autres provinces de la monarchie autrichienne ».

Quant aux affaires culturelles, il faut éliminer, tout d'abord, l'intolérance et le fanatisme religieux et assurer l'égalité de droits à toutes les Eglises. L'Etat se chargera du soin de « l'existence honorable » des écoles, des sciences et des arts.

Dans les « remarques générales » du chapitre XIV, Berzeviczy fait une critique sévère et violente du nationalisme féodal :

« C'est la mode à présent de glorifier tout en Hongrie. Cette mode vient de la Cour qui flatte les Hongrois pour avoir leurs subsides. » Mais la noblesse est, même sans cela, trop contente de sa domination. Sous son influence même « l'enthousiasme » pour la langue hongroise « dégénère dans une exaltation superstitieuse de tout ce qui est hongrois ». — « L'intérêt de la noblesse a créé l'axiome que la nation hongroise est le corps de nobles, à peu près 300 000 âmes ». Mais « ce n'est pas la nation ». Le peuple « consiste en 7 000 000 âmes ». Aussi, cette population est composée, en grande partie, d'autres nationalités. Ainsi, pour dénoter l'ensemble du pays, il est plus juste de parler, au lieu d'une « nation hongroise », d'un « royaume hongrois ». Vérité amère qui, même cent ans plus tard, restait inacceptable pour les classes dominantes hongroises.

Berzeviczy va jusqu'à déconseiller à ses compatriotes de vouloir introduire le hongrois comme langue d'Etat. « Quoique les avantages d'une langue nationale ne peuvent pas être méconnus », pourtant, « puisqu'il y a plusieurs nations en Hongrie, puisque la Hongrie est sans cela trop isolée en Europe, puisque la langue hongroise n'est pas encore fixée et cultivée », la langue latine doit rester, « en attendant », la langue publique « à l'avenir aussi ». Proposition difficile au XIX<sup>e</sup> siècle, même en considérant qu'on était précisément à ce moment-là au début et non pas à la fin du processus de réforme de standardisation de la langue hongroise qui, en effet, ne remplacera le latin qu'un quart de siècle plus tard, en 1844. On doit néanmoins constater que Berzeviczy avait vu, avec une clarté tout exceptionnelle, le caractère multinational de l'ancienne Hongrie et la difficulté d'y introduire une seule langue nationale.

« Ceux qui n'écoutent que leur intérêt particulier » — poursuit l'auteur — ne cessent pas de glorifier « le bonheur incomparable » de leur pays. « Il est hors de doute qu'on peut vivre avec agréments en Hongrie », surtout si l'on est noble. Mais « faut-il rester éternellement, avec indolence, sur le même degré de médiocrité, en arrière d'un siècle ? » Non. Le pays a besoin d'une réforme.

Cette réforme « ou régénération ne pourra pas se faire en Hongrie autrement que par une *dictature suprême*, parce que la Hongrie est trop déchirée » par les intérêts contradictoires des différentes classes sociales, nations et religions. On n'y retrouve pas un « patriotisme véritable », dont « le premier attribut est de sacrifier son intérêt propre au bien général de la patrie ». Le « patriotisme » dont la noblesse rendait témoignage dans les guerres françaises est quelque chose de très différent :

« D'abord la Cour est animée d'une haine implacable contre la famille Bonaparte; le clergé qui a grande influence, est animé de la même haine; les féodalistes haïssent également le système de Napoléon . . . L'animosité contre les François est grande en Hongrie, même dans le peuple qui, à force d'avoir été travaillé par tous les moyens possibles, est égaré de sorte qu'il n'y a pas d'absurdité dont il ne soit pas prévenu contre les François ». Il est cependant possible d'éliminer ces préjugés. « Celui qui s'attachera la masse du peuple par des bienfaits . . . justes, aura toujours la supériorité des forces pour lui ».

En fin de compte, Berzeviczy proposait l'établissement, à l'aide de Napoléon, d'une monarchie hongroise indépendante et constitutionnelle, dotée d'un pouvoir central capable de vaincre la résistance des forces féodales, d'introduire un certain nombre de réformes sociales et politiques progressistes et de gagner l'appui de la masse du peuple. Il est non moins évident que Berzeviczy jugeait aussi l'intervention française et l'organisation de ce pouvoir central exécutif absolument nécessaires, parce qu'il s'était rendu compte du fait qu'il n'y avait pas, dans la structure d'alors du pays, des forces suffisamment organisées, capables de s'attaquer, avec succès, au régime féodal existant. En Hongrie, comme en Pologne, les classes dominantes féodales étaient retranchées derrière leur politique comme dans une forteresse qu'on ne pouvait pas prendre d'assaut sans l'aide d'un Napoléon.

La polarisation qui, d'un côté ajouta encore au tintamarre des tirades du nationalisme féodal prônant la fidélité aux Habsbourg, créa, de l'autre, le programme de réformes bourgeoises qui — encore que dans un cercle restreint et isolé — montrait la voie aux jacobins hongrois vers l'ère des réformes.

Les deux tendances sont faciles à repérer et à évaluer. Seule l'expression du nationalisme féodal demande peut-être un bref commentaire. Le nationalisme, en tant qu'ensemble des tendances nationales, doit être, à juste

titre, rapproché de l'évolution bourgeoise, Le terme que nous avons choisi ne contredit nullement cela et n'implique, bien entendu, pas l'idée que le nationalisme est une conséquence du féodalisme. Il traduit des faits incontestables, notamment que cette époque, à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, a vu naître dans les milieux de la noblesse hongroise un nationalisme qui n'allait pas au-delà du féodalisme et ne se combinait pas avec les tendances hostiles aux privilèges nobiliaires. Au contraire, il put être facilement mobilisé pour la défense de ces derniers. Le fait en lui-même est connu depuis longtemps, sans qu'on ait jamais entrepris de l'analyser convenablement. L'historiographie parle d'un « nationalisme des Ordres », dans un sens, en gros, analogue. Le terme « des Ordres » signifie en réalité, avec un léger euphémisme, féodal, pour peu qu'on reconnaisse la compétence de Batsányi, de Berzeviczy, ou de Kossuth, pionnier de la réforme bourgeoise quelques dizaines d'années plus tard, qui n'hésitèrent pas à nommer leur adversaire, l'ancien régime, de son vrai nom, féodalisme. (Le mot féodalisme évoque plutôt, pour le lecteur français, le Moyen Age. Mais en Europe orientale on peut et on doit parler du féodalisme jusqu'à la révolution bourgeoise, soit en Hongrie jusqu'en 1848, c'est-à-dire jusqu'à l'abolition du servage et des privilèges nobiliaires.) Il faudrait soulever séparément la question de savoir à quelles conditions ce nationalisme féodal dut sa naissance. Nous sommes d'avis qu'il faut surtout tenir compte de deux conditions. L'une est notamment la production marchande de la noblesse qui conditionnait une nouvelle orientation, favorisa la genèse du mouvement des nobles éclairés à un niveau plus élevé qu'auparavant, quoique toujours à l'intérieur du féodalisme. L'autre condition, qui mérite un examen approfondi, fut la rencontre et les rapports du mouvement nobiliaire avec la Révolution française qui l'avait quelque peu précédé et qui ouvrit les perspectives d'un nouvel ordre. La première condition semble avoir rendu la noblesse capable de concevoir des aspirations nationales d'un type nouveau,<sup>104</sup> la seconde la poussa à se servir du motif national aux fins de sa défense.

Le phénomène était donc en réalité sans doute beaucoup trop compliqué et contradictoire pour qu'on puisse considérer simplement et automatiquement tous les motifs « nationaux » comme « Progressistes ». Si l'on essaie de mettre au point un modèle des crises des sociétés de classe à leur début (et ce ne serait que trop motivé au début de la crise du féodalisme hongrois), on arrive en général à un schéma qui montre que l'ancienne classe dirigeante cherche à soutenir la concurrence avec la nouvelle, en utilisant certains éléments de celle-ci, en partie dans son attirail idéologique, mais en partie aussi dans sa recherche d'une base sociale plus large que l'ancienne (quoique considérée encore comme sûre par l'ancienne classe). Dans le cas de la no-

blesse hongroise les deux facteurs semblent s'être présentés ensemble et intimement liés, dans des proportions variables, mais néanmoins de telle façon que le motif de la défense (qui ne jouait qu'un rôle secondaire dans la conception de Berzeviczy) était généralement plus fort que le motif bourgeois de la production marchande (existant aussi chez Berzeviczy). Le fait que la noblesse hongroise était la classe dirigeante d'un pays assujéti, qu'elle était dans une situation de dépendance aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, n'était pas sans influencer sur ces deux facteurs et conféra à la défense une signification double, et même triple, il s'agissait à la fois d'une auto-défense vers le bas (celle de la noblesse) et vers le haut (celle de la noblesse et objectivement, en perspective, celle de la nation), à peu près jusqu'au moment où, à un stade plus tardif de l'évolution de la noblesse, le nationalisme féodal céda la place à un nationalisme libéral qu'il avait lui-même engendré. Tout ceci dépasserait cependant les cadres de notre étude.

#### IV. LA GUERRE DE 1809: DÉCISIONS

Repoussé par la majorité « loyale » de la noblesse féodale et nationaliste, mais attendu par un nombre limité de nobles réformistes et de jacobins, Napoléon ouvrit alors, après le chapitre polonais, le chapitre hongrois. Et il procéda de la même façon.

Le 13 mai 1809, ayant dispersé les forces autrichiennes qui lui barraient la route, il entra à Vienne. Deux jours plus tard, le 15 mai, il adressa aux Hongrois une proclamation signée, à défaut d'un Dąbrowski hongrois, par lui-même et par le prince de Neufchâtel. La situation était tout aussi incertaine qu'en Pologne quelques années plus tôt. Une fois de plus, on était *avant* les batailles décisives. L'archiduc Charles se trouvait, avec le gros de l'armée autrichienne, au nord du Danube, et le 21—22 mai, il réussit à repousser la tentative de Napoléon pour franchir le fleuve à Aspern. L'heure décisive ne sonnera que le 6 juillet à Wagram. Est-ce aller trop loin que de conclure, à partir de la similitude de l'étrange chronologie et de la situation militaire, à l'identité des buts et des méthodes ? Quoi qu'il en soit, il semble que Napoléon se soit laissé, une fois de plus, conduire en premier lieu par des considérations d'ordre pratique et militaire: pour désorganiser les forces de l'ennemi, il entendait avant tout neutraliser, ou éventuellement retourner contre les Habsbourg, cette armée nobiliaire hongroise qui, après de longs préparatifs, avait été levée peu avant, le 17 avril, par l'archiduc palatin.

En admettant que l'analogie soit valable, il faut croire que Napoléon n'avait pas de décision arrêtée d'avance pour la Hongrie, pas plus qu'il n'en avait eu dans le cas de la Pologne. En fait, on n'a même pas retrouvé, à propos de la Hongrie, de projets aussi détaillés que ceux qui avaient été établis en 1806—1807 pour la Pologne. Certaines références permettent pourtant de conclure que sa conception relative à la Hongrie était à peu près la même que celle relative à la Pologne. Le problème semblait plus facile à résoudre, puisque la Hongrie n'était pas partagée entre trois puissances, quant à son organisation intérieure, on pouvait prendre comme modèle celle du Duché de Varsovie. Or, c'était plus difficile, étant donné que cette solution aurait signifié la liquidation définitive de la monarchie des Habsbourg.

« Je ne sais — écrit Villemain, en se référant à Narbonne — si l'Autriche connut d'abord toute la grandeur du péril qu'elle avait couru; mais il est certain que dans le flot de pensées qui assaillirent l'Empereur Napoléon après Wagram, et sous l'impression que lui avait laissée cette terrible et laborieuse victoire, il lui passa devant les yeux le projet de disloquer la Monarchie de Marie-Thérèse, de la réduire à Vienne et à quelques provinces, en lui ôtant le Danube, et en lui attachant, à ses côtés, comme ennemis assidus, de petits royaumes de Bohême et de Hongrie sous le patronage de la France ».<sup>105</sup>

*Après Wagram, lorsqu'il se hâta de conclure l'armistice ?* Il nous semble qu'Ernouf, dans sa biographie de Maret, ait serré de plus près la vérité en écrivant que c'est plutôt dans la *première* phase de la campagne que Napoléon parut incliner « aux résolutions extrêmes ». A son avis, avant la bataille d'Essling (Aspern) il avait eu un moment l'idée de démembrer la monarchie autrichienne, comme cela ressort des termes de son bulletin du 16 mai (un jour après la proclamation hongroise), où « la catastrophe de la Maison d'Autriche est formellement annoncée ».<sup>106</sup> Nous avons en outre deux données encore, datant de l'époque des négociations de paix d'Altenburg. Le 19 août 1809, Napoléon invita Champagny à déclarer aux plénipotentiaires autrichiens que dès que leur empereur ferait la moindre tentative pour désorganiser l'administration des provinces occupées par les Français, il prendrait immédiatement possession de ces dernières, il y supprimerait les droits féodaux et y ferait proclamer le *Code Napoléon*; et si les négociations tardaient à aboutir, il séparerait les trois couronnes de l'Autriche.<sup>107</sup> Cette menace ne devait pas être très sérieuse à ce moment-là. Elle se rattache pourtant à certains desseins qui, un peu plus tôt, avaient été considérés avec beaucoup de sérieux. L'autre donnée se trouve dans un document français qui ne porte pas de signature. L'auteur écrit que l'Autriche doit être démantelée à l'ouest et que « la Croatie sera une excellente acquisition, car elle fournira de bons soldats », puis il ajoute: « je ne parle plus de faire entrer la Hongrie dans la Confédération du Rhin ».<sup>108</sup> Cette idée avait donc été soulevée autrefois. A côté du Duché de Varsovie on aurait ainsi voulu créer une Bohême et une Hongrie, Etats « indépendants », mais membres de la Confédération du Rhin (quoique probablement sans l'intermédiaire d'un roi de Saxe) et relevant, avec leur force militaire, du système napoléonien. Mais, tout comme en Pologne, il ne s'agissait que d'une possibilité parmi plusieurs, dont il fallait décider plus tard. Et enfin, comme dernière analogie, signalons que la personne qui en tant que secrétaire d'Etat et collaborateur intime de Napoléon était chargée d'arranger le problème de la proclamation hongroise, était le même Maret, le futur Duc de Bassano, qui auparavant avait été auprès de l'Empereur « l'apologiste infatigable de la nationalité polonaise », dont l'opinion avait compté dans la formation du gouvernement

provisoire de Varsovie, et qui, par conséquent, disposait d'expériences dans les affaires de l'Est de l'Europe.<sup>109</sup>

La proclamation qui fut imprimée sous forme d'affiches et sur trois colonnes, en deux variantes (texte français—allemand—hongrois et français—latin—hongrois<sup>110</sup>) était, dans son genre, un petit chef-d'œuvre. D'une part, à l'instar des autres proclamations de Napoléon, elle accusait l'adversaire (l'empereur d'Autriche), d'agression. D'autre part, utilisant les rapports, elle évoquait les principaux griefs de l'opposition nobiliaire hongroise, rappelait que les Habsbourg avaient subordonné la Hongrie, la « plus belle partie » de leur empire, à des intérêts étrangers. Enfin elle annonçait aux Hongrois que le moment était venu de recouvrer leur indépendance :

« Je Vous offre la paix, l'intégrité de Votre territoire, de Votre liberté et de Vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par Vous-mêmes, si Vous jugez que l'esprit du temps et les intérêts de Vos concitoyens l'exigent ».

Dans la proclamation qui en appelle d'ailleurs entièrement à l'opposition nobiliaire, à la deuxième variante, c'est là le seul moment qui semble renvoyer, avec beaucoup de prudence, à certaines possibilités dépassant le nationalisme féodal. Lui, Napoléon, n'attend rien en retour des Hongrois — il n'est bien entendu pas question ici de la Confédération du Rhin et de sa fonction militaire. « Reprenez donc Votre existence comme nation ! ayez un Roi de Votre choix . . . Réunissez-Vous en Diète Nationale dans les Champs de Rákos, à la manière de Vos ayeux, et faites-moi connaître Vos résolutions ».

Pendant très longtemps les auteurs hongrois se sont intéressés beaucoup moins à la proclamation elle-même et à l'effet qu'elle produisit qu'à la question de savoir qui avait traduit le texte en hongrois. Cette question en effet n'était pas dépourvue d'un certain intérêt littéraire, la traduction, du moins sous sa forme définitive, ayant été attribuée à János Batsányi, un des plus grands poètes hongrois de l'époque qui, selon les recherches récentes, était le représentant hongrois le plus marquant des fidèles ex-jacobins de Napoléon dans l'Est de l'Europe.<sup>111</sup>

Batsányi (1763—1845), fils d'une famille petite bourgeoise de province, se joignit, comme écrivain, à l'aile réformiste, relativement plus progressiste du mouvement national nobiliaire de 1790, mais ses vues antiféodales l'entraînèrent bientôt au-delà de ce programme. Ses remarquables poèmes révolutionnaires, dans lesquels il ne cesse de citer l'exemple français, lui valurent d'être relevé de son poste dans l'administration camérale. En 1794, il fut arrêté avec les jacobins hongrois. Le tribunal ne réussit pas à prouver qu'il avait participé au complot, mais seulement qu'il en avait eu connais-

sance. Pour cela et pour les « principes dangereux » qu'il exposa au cours de sa défense, il fut condamné en 1795 à un an de forteresse. C'est ainsi qu'il vint à partager le sort de Maret et de Sémonville dans la prison de Kufstein.<sup>112</sup> Après sa libération, il dut s'établir à Vienne où il obtint un modeste emploi dans les finances. Il ne réagit pas aux événements de 1805. En 1808 cependant, il jugea que le moment était venu de publier un volume qui contenait aussi ses poèmes révolutionnaires dont il savait que, dans des conditions normales, sans un changement de régime, la censure autrichienne n'autoriserait pas la parution.

En novembre 1809, au moment où les Français quittèrent Vienne, Batsányi se rendit à Paris. Selon d'aucuns, parce que c'était lui qui avait traduit la proclamation, ou parce qu'il savait qu'on l'accuserait de l'avoir fait. Lui-même motivait son départ par la hargne de ses ennemis, la persécution dont il avait été l'objet et les conseils bienveillants de ses amis, qui l'enjoignaient de partir.<sup>113</sup> Il est cependant probable qu'il partait non seulement à cause de l'affaire de la proclamation, mais aussi parce qu'il ne se sentait plus capable de supporter le régime autrichien qui venait de se rétablir et parce qu'il désirait trouver en France une atmosphère plus libre et un terrain d'activité plus favorable. « Dans mon pays — écrit-il dans une de ses lettres — il n'y a pas d'existence possible pour des hommes tels que moi tant que durera le régime suranné, mais toujours au pouvoir ». La vie de Batsányi à Paris<sup>114</sup> ne fut longtemps connue que par les lettres qu'il écrivit à Vienne, à sa femme, Gabrielle Baumberg, poétesse autrichienne, qui en 1811 alla rejoindre son mari en France. Récemment, cependant, on a mis au jour sa correspondance avec Johann Georg Müller,<sup>115</sup> frère cadet de Johannes v. Müller, l'historien et publiciste suisse, avec lequel il s'était lié à Vienne avant 1804. Dans ces lettres, Batsányi, une fois libéré de la surveillance de la police autrichienne, critique passionnément, violemment le régime féodal de la Monarchie. On savait que Batsányi attendait de Napoléon une réforme générale, l'élimination des restes du féodalisme en Europe. Les recherches récentes ont cependant établi qu'il allait encore plus loin et qu'il était prêt à jouer un rôle actif dans les combats politico-littéraires. Cotta, l'éditeur allemand bien connu, publia en 1810, sous le titre *Der Kampf*, un volume anonyme contenant un long poème et une étude politique, et qui faisait une critique sévère du féodalisme en même temps que l'éloge de la monarchie constitutionnelle et de Napoléon.<sup>116</sup> Son auteur était Batsányi qui avait emporté le manuscrit, du moins sa première version, de Vienne à Paris. Il voulait donc davantage que s'éloigner de son pays. Il se proposait d'ouvrir un chapitre nouveau dans sa carrière littéraire en entrant dans l'arène internationale au service de ses idéaux éclairés, du progrès social et de la politique napoléoni-

enne. Il n'est donc pas surprenant que Maret qui le reçut à Paris à bras ouverts, lui fit accorder une pension de 2000 Frs pour ses mérites littéraires.

Batsányi suivit donc consciemment une ligne politique antiféodale et pro-napoléonienne très nette aussi bien avant qu'après 1809. La Cour de Vienne le considérait comme un homme dangereux. Après la chute de Napoléon, le 5 août 1815, Batsányi fut arrêté par les Autrichiens à Paris. Transporté dans la forteresse de Spielberg et longuement interrogé par un comité spécial en 1816, il reconnut uniquement qu'il avait, par ordre des Français, corrigé le texte hongrois de la proclamation. Acquitté par le comité, il fut néanmoins interné, sur ordre de l'empereur, à Linz, en Autriche jusqu'à la fin de sa vie.

Le premier à répandre, dans le public hongrois, l'accusation selon laquelle Batsányi avait eu un certain rôle dans l'affaire de la proclamation fut une autre figure éminente de la littérature hongroise de l'époque.<sup>117</sup> Ferenc Kazinczy, l'écrivain qui entretenait une vaste correspondance, disposait, à cette époque pauvre en moyens de communication, d'un véritable centre de renseignements intellectuels, saisissait toutes les occasions pour attaquer son ancien rival et adversaire, Batsányi. Il l'avait d'abord accusé d'être passé « à la troupe de mercenaires de police secrète » autrichienne et de servir « dans le département où l'on fait la censure des lettres ».<sup>118</sup> En automne 1809 encore, entendant dire d'un visiteur que c'était József Márton, professeur de la langue hongroise à l'Université de Vienne, qui avait été chargé par les Français de traduire la proclamation, tandis que Batsányi, en tant qu'ami de Maret, était leur « interprète »,<sup>119</sup> Kazinczy ne voulut pas le croire à cause de la prétendue « fidélité » de Batsányi au gouvernement autrichien.<sup>120</sup>

Ce fut le jeune István Horvát qui, dans sa lettre de 26 janvier 1810, l'informa du fait que son ami, János Ferenczy, n'avait pu trouver à Vienne Batsányi qui, « pour éviter les représailles de la police », était parti pour Paris « en faisant croire à sa femme » qu'il n'allait être absent que pendant quelques jours. « Tout cela a pour cause la traduction de la proclamation ainsi que la composition du livre intitulé *Hungarus ad Hungaros* ». Et Horvát d'ajouter, non sans sympathie et compréhension: « Je regrette son malheur et, en raison des circonstances, je ne peux guère blâmer son imprudence. »<sup>121</sup>

Cette information venait, évidemment, de deux sources différentes. L'une était la femme de Batsányi qui, à la demande de son mari, dont elle aussi jugeait le départ nécessaire, niait, en effet, devant tout le monde en avoir jamais rien su. Elle ne parla certainement à personne des raisons de cette absence et encore moins de ce tract *Nobilis Hungarus ad Hungaros*, daté du 19 mai 1809 et écrit en style vulgaire, pour populariser la proclamation

dans les rangs de la petite noblesse peu cultivée. Batsányi la mentionnait toujours avec mépris et se défendait d'avoir eu le moindre rôle dans la préparation de ce « travail bâclé ». La seconde partie de l'information provient donc d'une autre source: la police autrichienne était arrivée un peu plus tôt, aux mêmes conclusions. On n'ignore rien de ces intrigues.<sup>122</sup> Les Français avaient à peine quitté Vienne que Samuel Decsy, l'ex-rédacteur du journal hongrois *Magyar Kurir*, dénoncé au printemps 1809 par un de ses collègues pour avoir des sympathies pour la France et pour Napoléon, et remplacé, sur les ordres de la Cour, par József Márton, professeur de langue hongroise à l'Université de Vienne, dénonça, à son tour, Márton, comme le traducteur de la fameuse proclamation. Il devait être bien informé de l'affaire, car il fut le premier à recevoir la visite, le 14 mai 1809, des agents des autorités viennoises invitées par Maret et Andréossy à trouver un traducteur hongrois; Decsy, malade, s'excusa et, non sans malice peut-être, les envoya chez Márton, son rival. Ce dernier, interrogé à la fin de 1809 par Hager, de la police autrichienne, admit qu'il avait été en effet forcé de préparer, pendant la nuit du 14 au 15 mai, une version hongroise, mais que cette dernière était incomplète parce qu'il avait refusé de traduire certaines expressions figurant dans le texte original. Les Français, peu satisfaits, confièrent alors la tâche à Batsányi qui, par la suite, alla souvent rendre visite à Maret, son ancien ami. Happy end pour Márton qui sera désormais considéré par la police comme libéré de toute suspicion, même s'il fut forcé de rendre le journal à Decsy. Happy end aussi pour Hager qui, après tant de recherches inutiles découvrira en Batsányi,<sup>123</sup> heureusement absent, l'auteur probable du tract *Nobilis* également.

Kazinczy reçut la lettre de Horvát le 25 février 1810. Le même jour il écrivit la première lettre d'une longue série qui répandra dans le pays la nouvelle sur Batsányi.<sup>124</sup> Kazinczy ne mentionne pas les remarques sympathisantes de Horvát, qu'il ne cite d'ailleurs pas comme source, mais reprend toutes ses anciennes accusations.<sup>125</sup> Il semble avoir reçu, un peu plus tard, des informations additionnelles de Decsy et Márton également, surtout concernant leur rôle personnel. Ces lettres manquant dans sa volumineuse correspondance, on ne connaît pas leur contenu exact. Toutefois, Kazinczy les cite comme source exclusive de tout ce qu'il dit de l'affaire de la proclamation et du *Nobilis*. Ces deux personnalités fort connues avaient certainement plus d'autorité que Horvát, jeune étudiant sans fortune.<sup>126</sup>

Cela signifierait-il que nous voudrions expliquer l'histoire à partir de différends et d'intrigues personnels? Loin de là. Au contraire: les rivalités et les hostilités ne sont, en fin de compte, que les corollaires et les symptômes de ce grand conflit qui mettait en présence les deux grandes tendances

politiques de l'époque, le nationalisme féodal et l'antiféodalisme réformiste, « jacobin ». Kazinczy était alors, incontestablement, le chef de file de la littérature hongroise, mais il ne faut pas s'y tromper: il l'était en tant que représentant éminent de la première de ces tendances, le nationalisme féodal, encore qu'il combattit d'une manière positive ses variantes plus réactionnaires, plus arriérées et plus provinciales.

Il avait commencé, il est vrai, par adhérer au mouvement des jacobins hongrois. Mais dès 1794, il était beaucoup moins antiféodal que ses compagnons, et lorsque, au bout de sept ans de prison il retourna sur ses terres dans le comitat de Zemplén, il ne tarda pas à retrouver le chemin du nationalisme féodal pour lequel — sortant de sa solitude — il s'enthousiasmait avec la majorité de la noblesse, tout au plus d'un point de vue plus élevé que celle-ci. C'était là l'un des secrets de son influence et de son emprise. Il est vrai aussi qu'il fut le pionnier et le chef de la réforme linguistique dont le résultat, la création d'une langue nationale moderne, était parmi les éléments les plus importants de la transformation bourgeoise-nationale. Il n'en est pas moins vrai que la création de cette langue, sa modernisation en tant qu'étape préparatoire, ne se confond pas nécessairement avec son résultat final et l'utilisation de celui-ci. Autrement dit, ce processus en tant que tel n'est pas un programme de transformation bourgeoise-nationale, il n'exprime aucune tendance et aucune intention à cet égard. En effet, dans des sociétés qui ont atteint un certain niveau du développement, ce processus, tout comme d'autres processus de même genre, se déroula *au sein du féodalisme* lui-même. Cela fut le cas en particulier de la France où le développement de la langue littéraire française précéda d'une bonne centaine d'années la révolution bourgeoise. Mais ce fut aussi le cas en Hongrie, à cette différence près qu'ici, en raison de conditions plus arriérées, les périodes se télescopaient pour ainsi dire. En Hongrie, la cause de la langue nationale fut mise au premier plan par les écrivains du mouvement nobiliaire-national dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque de la noblesse éclairée. Quant à la réforme proprement dite de la langue, elle fut réalisée par une autre génération d'écrivains, également partisans du mouvement nobiliaire national, à une époque plus tardive, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le caractère du mouvement étant déterminé alors moins par les Lumières que par l'effort pour se défendre contre la révolution. Cette transformation put cependant s'effectuer dans les cadres du féodalisme grâce à des personnalités éminentes de la vie littéraire, qui ne pensaient nullement à saper les fondements du féodalisme, mais envisageaient peut-être, au contraire, de le défendre, d'un commun accord avec le monde nobiliaire. Seule une analyse des conditions concrètes peut nous permettre de répondre à la question de savoir qui re-

présentait, à l'intérieur de ce grand courant, des aspirations réellement bourgeoises, quand et de quelle manière. Si l'on considère tout ce qui s'est fait dans l'intérêt de la langue nationale, sans discernement et sans égard à son contenu réel, en tant que représentant le progrès bourgeois, on risque de noyer les contours de la véritable opposition historique entre l'ancien et le nouveau, entre le féodalisme et l'époque bourgeoise en train de naître: notre vision historique sera déformée et nous finirons par ne plus comprendre comment et pourquoi le féodalisme put se maintenir avec une telle vigueur, une telle tenacité, alors que dès cette époque toute la Hongrie était frénétiquement nationale. A considérer son résultat objectif, la réforme de la langue fut importante, indépendamment du fait qu'elle se réalisa dans les cadres du nationalisme féodal et en majeure partie grâce aux efforts des partisans de ce nationalisme. Il serait décidément injuste d'appliquer une échelle trop raide à l'échelon inférieure de laquelle, si nous y regardons de près, des personnages représentant le niveau supérieur de leur propre catégorie échoueraient à peu près tous les jours.

Rien ne nous autorise à affirmer que c'est en représentant indéfectiblement le progrès bourgeois-national et démocratique que Kazinczy a cherché dans la réforme de la langue la seule voie possible qui lui permit d'avancer. Ce « rien » ne serait en lui-même, bien entendu, pas suffisant, le silence pouvant cacher une intention secrète. Mais le contraire, à savoir la défense et la propagation incessantes des idéaux féodaux-nationalistes, ne le peuvent guère. C'est ce à quoi personne n'obligeait Kazinczy. En suivant les faits avec attention, on constate que du premier moment de sa libération jusqu'à sa mort, l'écrivain poursuivit un chemin qui, pour l'essentiel, correspondait à la ligne directrice de la noblesse hongroise, même si, comme nous l'avons dit, il se désolidarisa des phénomènes les plus provinciaux et les plus réactionnaires, en s'opposant même parfois à eux et il tenta, par conséquent, de situer sa propre évolution dans un ensemble organique humain.<sup>127</sup> Il en fut ainsi jusqu'à sa mort, et au début de 1831 encore, au seuil de l'ère des réformes, ce fut avec la lucidité de l'écrivain et l'effroi du politicien qu'à la réunion du comitat de Zemplén, il vit « le flambeau de la révolte » entre les mains du jeune Kossuth débutant dans la vie publique.

Kazinczy attaquait Berzeviczy aussi, en invoquant des points de vue nationaux. Il lui reprochait, comme on le verra plus loin, d'attribuer plus d'importance au commerce qu'à la langue nationale et d'injurier la nation à propos de la question des serfs. Il ne pouvait pas s'en prendre directement à Batsányi qui était lui-même le champion littéraire de la langue nationale, mais il lui reprocha de s'être mis au service de Vienne, puis de s'être retourné contre Vienne. Quant au poète Mihály Fazekas, patriote local de Debrecen,

fils de bourgeois qui, après avoir quitté l'armée autrichienne en guerre contre les Français, représenta sans faille, toute sa vie, la réforme éclairée antiféodale, et qui en 1805 envoya à Kazinczy le manuscrit de son poème épique populaire et antiféodal intitulé *Lúdas Matyi* (qui naturellement rencontra une incompréhension totale auprès du Kazinczy) —, ce Fazekas donc fut également accusé par ce chef littéraire d'être « un ami dévoué des Allemands ». <sup>128</sup> Il n'y a qu'un seul dénominateur commun dans ces attaques différentes ou même contradictoires: elles sont toujours dirigées contre les réformistes et les jacobins. Elles protègent le régime féodal de la noblesse contre ses adversaires qui, aux yeux de Kazinczy, étaient aussi ceux de la « nation ». Berzeviczy, originaire de la Scépusie allemande-hongroise, mais aussi Batsányi né en Transdanubie, et Fazekas issu d'une famille de la région transtibiscine, ne sont pas des Hongrois suffisamment bons et nationaux, s'ils ne représentent pas le nationalisme nobiliaire, féodal. Au contraire, leur représentant sera national et véritablement hongrois, même si, comme Kazinczy en 1809, il prend position en faveur de la monarchie autrichienne et de la dynastie des Habsbourg et contre l'idée de l'indépendance.

La polarisation qui, en 1809, amena Berzeviczy à élaborer son projet de réforme français, fit de Kazinczy, à l'autre bord, un protecteur anxieux du *statu quo* politique et social. Leur opposition n'est pas une invention ultérieure: Kazinczy lui-même ne dissimulait pas sa véhémence hostile à l'égard de Berzeviczy. Il ne savait bien entendu rien du projet de ce dernier, mais c'est à cette époque qu'il lança ses attaques contre les livres que Berzeviczy avait écrits antérieurement. La première visait une étude publiée en 1808 sous le titre « Vues sur le commerce mondial asiatique — européenne », dans laquelle Berzeviczy exposait sur la base des expériences de son voyage en Pologne, les possibilités d'un commerce impliquant l'acheminement des marchandises depuis l'Asie et l'Inde à travers la Russie et la monarchie des Habsbourg, dans les conditions internationales de l'Europe après la paix de Tilsit. <sup>129</sup> Le lecteur moderne a beau lire et relire ce texte, il aura beaucoup de peine à comprendre pourquoi Kazinczy, dans une lettre adressée le 12 janvier 1809 à Rummy, l'appelle « un meurtrier politique » qu'on ne pourrait pas accepter même si la « modification de la constitution » devenait réellement inévitable. Quelques jours plus tard, le 21 janvier 1809, il écrivait à József Dessewffy: Berzeviczy « prédit froidement et même en ayant l'air de le souhaiter, que nous deviendrons tous des Autrichiens », et semble tout disposé à « abandonner sa nationalité pour le commerce ». En réalité, on ne trouve absolument aucun désir, à plus forte raison aucun présage de ce genre dans le texte. Berzeviczy parle de l'empire autrichien, puisque dans un projet qu'il destine à un forum international il doit parler des Etats

existants, mais cela ne préjuge en rien sur le présent ou l'avenir de la Hongrie et n'implique aucun programme politique. Il s'agit de considérations sur l'importance de l'industrie et du commerce dans un contexte historique, de réflexions concernant l'utilité du commerce libre sur les traces d'Adam Smith, d'allusions aux possibilités de l'exportation des céréales hongroises. Il n'y est pas question de politique si ce n'est à propos de pays étrangers, notamment de l'« Etat libre d'Amérique » qui dans les 30 dernières années a triplé sa force, et de la Turquie, sur laquelle Berzeviczy émet l'opinion suivante: « voilà ce qui arrive lorsqu'un Etat grevé d'une constitution désuète et inutilisable, d'un attachement aveugle à ses préjugés traditionnels, se survit et dans l'orgueilleuse foi de son immuabilité, ne daigne pas jeter un coup d'œil autour de lui pour voir ce qui se passe ailleurs ». Mais cet exemple, nous le répétons, est celui de l'empire turc.

Plus caractéristique encore est l'attitude de Kazinczy un peu plus tard, toujours au début de l'année 1809, à propos de l'ouvrage de Berzeviczy sur le problème féodal dont l'auteur lui avait envoyé un exemplaire, peut-être précisément parce qu'il avait eu connaissance de la critique de Kazinczy.<sup>130</sup> Le premier chapitre, à cause de sa nouveauté, eut encore droit à l'intérêt de celui-ci, mais quelques jours plus tard, le 2 février, il donne libre cours à son indignation dans une lettre adressée à Rummy. Il écrit notamment que l'ouvrage est injuste, excessif et jacobin, opinion qu'il exprimera d'ailleurs aussi le 5 février directement à l'auteur lui-même, lorsqu'il le remercie de son envoi. Il commence par lui faire part de ses objections à propos de l'étude sur « le commerce mondial », en disant que sans professer des principes « turcs », « l'existence de ma nation, le nationalisme, sont plus précieux pour moi que l'or », puis il continue à critiquer l'attitude de Berzeviczy dans la question des serfs. La tactique de Kazinczy n'a rien d'insolite: il reconnaît en principe que le système féodal ne répond plus aux besoins de l'époque, mais cela ne l'empêche pas de qualifier les arguments de Berzeviczy de demi-vérités ou même de mensonge (ainsi par exemple il défend le tribunal seigneurial en disant que le verdict n'y est pas rendu par le seigneur terrien seul, puisque les représentants du comitat y sont aussi présents). Il déclare qu'en Hongrie le paysan a une vie bien meilleure qu'en Bohême ou en Autriche, et que Berzeviczy en conséquence de sa « formation exotique » (exotische Bildung) s'est détaché de la nation (= de la noblesse) qu'il cherche à avilir. Il n'y avait que des étrangers pour attaquer la nation au moyen de tracts politiques de ce genre. Enfin il ajoute sur un ton menaçant: « Malheur à celui qui se mêle prématurément de l'œuvre de la prudence et de la nature agissant par degrés, au lieu de construire, il ne fera que détruire ». Un peuple déchu ne peut être relevé qu'après avoir appris le respect de lui-même. Cette même

idée se retrouve dans une lettre adressée le 14 février 1809 au poète Dániel Berzsenyi, sous une forme légèrement modifiée: « J'ai écrit à Berzeviczy qu'il est tout aussi barbare de tracer d'une nation humiliée un portrait injuste qui fait seulement rire les envieux, que de maltraiter un paysan à la manière des seigneurs terriens. » Sur quoi Berzsenyi (visiblement sans avoir lu l'ouvrage en question) se dépêcha de lui donner raison contre Berzeviczy « sot et méchant », aussi bien dans la question du nationalisme que dans celle des serfs qui, à son avis, doivent généralement à leur propre paresse d'être tombés si bas dans la misère. Kazinczy écrivit d'ailleurs une critique allemande du livre de Berzeviczy à l'intention du public étranger. Le texte de cette critique qui ne fut pas publié à cette époque par la *Leipziger Literatur-Zeitung*, était probablement identique à celui d'une critique anonyme parue en 1817, à l'époque de la Sainte Alliance, lors du rebondissement de la discussion. En effet, cette dernière, elle aussi, reproche à Berzeviczy de peindre la situation des serfs de Hongrie avec des couleurs trop sombres, comme s'ils étaient des esclaves africains, alors qu'ils avaient une vie assez agréable, que leurs seigneurs les traitaient souvent de façon paternelle, avec douceur, et que de toute façon ils n'étaient pas assez mûrs pour régler eux-mêmes leurs affaires.

En 1809 Kazinczy craignait la guerre parce qu'il considérait Napoléon comme invincible, et il s'attendait (comme il l'écrivit plus tard) à ce qu'il « veuille rayer notre Cour » et « occuper » le pays pour un des membres de sa famille.<sup>131</sup> En qualité de membre de la députation permanente de son comitat, il appuyait la cause de « l'insurrection », mais le dilemme nobiliaire le remplissait d'inquiétude: « Maintenant — écrit-il le 23 mai 1809 à Wesselényi père — « nous voulons mettre en selle la noblesse », mais « nous ne sommes pas certains que ce soit bien sage, car le paysan risque de le remarquer et tendra la main à l'ennemi ». Pendant la guerre, Kazinczy faisait dans ses lettres de longs et épouvantables récits sur la brutalité des Français. Il citait notamment, comme un des exemples les plus révoltants, le cas de ce « chasseur grossier », à la réunion du comitat à Zalaegerszeg, qui voulait loger 20 mille Français chez les habitants, et qui, comme on ne lui offrait pas de siège, s'assit sur la table et commença à jouer avec son épée sous le nez du comte Ferenc Batthyány. Plus tard, lorsque tout fut fini, Kazinczy fut obligé de reconnaître que, comme il l'écrivit à János Kis, les nouvelles selon lesquelles l'ennemi « avait abandonné toute humanité et se démenait comme une bête féroce » en Transdanubie, avaient été inventées de toute pièce. En même temps il dut s'avouer sincèrement et avec tristesse que l'armée des nobles de son propre comitat, avait réellement pillé en Galicie à la manière des « bêtes féroces ». D'autant plus grande était sa joie de cons-

tater « la glorification de la fidélité hongroise », autrement dit que la noblesse était restée fidèle à Vienne et n'avait pas suivi Napoléon.<sup>132</sup> Elle avait eu raison de ne pas l'avoir suivi. « D'abord ce n'est pas permis et ce n'est pas moral, ensuite cela n'aurait abouti qu'à plonger le pays dans le malheur. La Hongrie a toutes les raisons d'être fière de ce que nous, peuple méconnu que les Autrichiens avaient si souvent mené durement malgré tout ce qu'ils nous doivent, nous n'avons rien fait de tout ce que les ennemis et nos ennemis escomptaient peut-être. »<sup>133</sup> C'était là pour l'essentiel le point de vue du nationalisme féodal en général: défendre les droits des Ordres nobiliaires vis-à-vis des Habsbourg était « moral », tandis qu'il n'était pas « moral » d'appuyer des aspirations antiféodales (ou estimées telles).

Pourtant Kazinczy était un admirateur de Napoléon, non pas du fils de la Révolution, mais de celui qui l'avait vaincue. En 1810, le danger passé, il écrivit une épigramme en son honneur à l'occasion de son mariage avec Marie-Louise. Tout ce qu'il avait gardé des anciennes traditions des jacobins était l'idée qu'il aurait mieux valu ne pas intervenir autrefois contre la France. Le principal mérite de Napoléon était « sa modération digne du plus grand respect », — « modération », bien entendu, non pas sur le plan militaire ou politique, mais dans les questions intérieures, sociales de la France. C'est, entre autres, le rétablissement de la religion qui fit de Napoléon, selon Kazinczy, « le plus grand bienfaiteur du peuple français ».<sup>134</sup>

Pendant longtemps Kazinczy fut l'unique source sur l'affaire de Batsányi. En dehors du texte de la proclamation, c'étaient surtout ses informations que les historiens prenaient en considération en essayant de faire la part exacte de la vérité et de la malveillance. Ferenc Toldy, historien de la littérature, disciple fidèle de Kazinczy, reprochait à Batsányi « un coupable parti pris », admettant comme un fait acquis sa participation à la traduction ou même à la rédaction de la proclamation, et il blâmait, à l'époque du néo-absolutisme réactionnaire qui suivit 1848—49, « toute idée subversive ».<sup>135</sup> Mihály Horváth, bien qu'il fût exempt de ce parti pris politique, était également convaincu de la chose, et alla même jusqu'à supposer que Batsányi « avait modifié le texte selon les sentiments, les vues et les aspirations hongrois, et qu'ensuite le texte français fut à son tour modifié d'après ce texte hongrois. »<sup>136</sup> S'appuyant sur cette opinion, E. Sayous de son côté estimait que Batsányi « avait ajouté quelques expressions, quelques traits tellement fidèles à l'esprit naturel qu'un étranger, si grand homme qu'il fût, ne les aurait jamais inventés. »<sup>137</sup> Il y eut bien entendu des auteurs qui adoptèrent des vues différentes, mais généralement pour des raisons peu honorables. Ferenc Bayer, tout en se demandant s'il était réellement « coupable » de

faire quelque chose dans l'intérêt des idées progressistes et contre un gouvernement oppresseur, n'en estima pas moins nécessaire de « défendre » Batsányi contre les « accusations » en réalité dépourvues de fondement, même sans disposer de nouvelles données à ce sujet, et affirma que Batsányi n'avait certainement pas oublié la reconnaissance (?) qu'il devait au gouvernement autrichien dont il avait obtenu son poste.<sup>138</sup> Wertheimer invitait à la prudence plutôt en ce qui concerne l'authenticité des sources. Il écrivit notamment: « faute de preuves il n'est pas permis de considérer Batsányi comme le traducteur de la proclamation aussi simplement qu'on l'a fait jusque-là »,<sup>139</sup> puis d'ajouter: « il semble que cette question ne pourra jamais être tirée au clair ».<sup>140</sup> Ferenc Szinnyi qui, le premier, découvrit le texte du plaidoyer dans lequel, à la fin de 1809, József Márton avoua avoir réellement travaillé du texte hongrois, attribuait toute la traduction à Márton, et crut pouvoir entièrement éliminer Batsányi, encore que Lajos Thallóczy, excellent connaisseur des fonds des archives de Vienne, ait attiré son attention sur le fait que si Batsányi n'avait pas traduit le texte en hongrois, il l'avait en tout cas « corrigé ».<sup>141</sup> C'est précisément avec l'aide de Thallóczy que Lajos Horánszky dépouilla le premier les fonds des archives du ministère de l'intérieur de Vienne.<sup>142</sup> Horánszky retrouva et publia les lettres que Batsányi écrivit de Paris à sa femme, les documents de l'enquête poursuivie en 1816 et la déposition de Márton et de Batsányi qui permirent de faire la lumière sur de nouveaux détails. Márton avait déclaré notamment<sup>143</sup> que le 14 mai 1809, tard dans la soirée, des Français et les représentants de la police viennoise étaient venus le chercher à son domicile et l'avaient emmené au palais Pálffy qui servait de logis à Maret.

« Je fus invité par Theremin — dit-il — à me rendre dans sa chambre où j'ai dû traduire sur le champ le texte de la proclamation en hongrois. Je me mis incontinent au travail, mais comme la proclamation contenait des termes injurieux à l'adresse de Sa Majesté, j'ai déclaré à Theremin que la traduction de ceux-ci m'exposerait à un grand danger. Je risquais de compromettre ma sécurité et celle de ma famille . . . Là-dessus Theremin me permit d'omettre la traduction des passages en question et de les laisser en blanc. »

Le lendemain matin, Theremin, voyant l'appréhension de Márton, déclara que si l'on pouvait trouver un autre traducteur, il le dispenserait de ce travail. Puis Maret s'enquit de Batsányi, et en apprenant qu'il se trouvait à Vienne, lui écrivit une lettre que Márton, accompagné d'une autre personne, porta lui-même au destinataire.

Cette lettre française qui a été retrouvée parmi les écrits de Batsányi, contient les lignes suivantes:

« Si vous avez quelque désir de voir le prisonnier de Kufstein à qui Jean Müller a remis votre portrait, il sera heureux de vous embrasser. Maret. Je retourne à 1 h à Schönbrunn ». <sup>144</sup>

Aux termes de sa déposition, <sup>145</sup> Batsányi, ayant reçu la lettre, se rendit le 15 mai à midi chez Maret, qui, après avoir causé amicalement avec lui, ne partit qu'après 3 heures pour Schönbrunn, où était Napoléon. Batsányi rentra. Le soir un courrier armé vint le chercher et l'accompagna au logis de Maret, où on lui communiqua que sur l'ordre de Napoléon c'était lui qui corrigerait le texte hongrois de la proclamation :

« On me remit trois manuscrits, l'original français, une traduction allemande et une traduction hongroise. Je ne connaissais aucun des trois. Je ne posai aucune question quant à leur auteur et on ne me dit rien. ».

C'est donc lui qui corrigea la traduction hongroise achevée et intégrale (elle ne comportait aucune omission), mais seulement après 10 heures du soir « car on attendit longtemps l'autorisation du Hofkommissariat autrichien, en réponse notamment à la requête officielle des autorités françaises communiquant aux autorités que la nuit du 15 au 16 mai j'étais en mission spéciale sur l'ordre direct de l'empereur Napoléon. Cette autorisation me fut remise afin qu'elle me servît de justification pour l'avenir ». Batsányi ajoute encore que, la correction terminée, il se fit conduire en voiture à l'imprimerie d'Etat autrichienne, en compagnie du directeur de celle-ci. Le lendemain matin il y fut effectivement vu par Márton.

Márton avait donc laissé inachevée une traduction incomplète, et Batsányi s'est vu remettre une traduction intégrale. Pour sortir l'enquête de cette impasse, Sedlnitzky, chef de la police autrichienne rapporta à l'empereur :

« Lorsque Napoléon entra en 1809 à la tête de son armée à Vienne, un Hongrois nommé Kermelics se fit introduire auprès de lui. L'empereur des Français eut à Schönbrunn, à plusieurs reprises, de longues conversations avec lui. Il semble probable que ce soit cet Hongrois particulièrement mécontent qui lui fournit les données relatives à l'histoire et à la constitution hongroises dont il est question dans la proclamation, et il est même vraisemblable que c'est ce personnage qui mit au point la traduction que ni Márton ni Batsányi ne veulent prendre sur eux ». <sup>146</sup>

Ainsi tout devient simple. Trop simple même ! La proclamation aurait donc été traduite par Kermelics, Batsányi l'ayant « seulement » corrigée. La chose parut en tout cas très simple à Horánszky qui non seulement rassembla diligemment les documents, mais crut tout aussi diligemment et non sans quelque naïveté, à tout ce qu'il y avait trouvé. Batsányi avait évidemment avoué le minimum qu'il ne pouvait nier. Mais il est difficilement

croyable que dans sa situation désespérée, alors que la chute de l'empire français avait enterré tous ses espoirs et qu'il se trouvait une fois de plus au fond d'un cachot autrichien, il ait voulu fournir des informations précises à ses ennemis mortels. Károly Kermelics qui semble avoir réellement travaillé dans le bureau de Maret, reçut plus tard un poste dans l'Illyrie française et s'établit finalement à Paris.<sup>147</sup> On a cependant l'impression que Sedlnitzky se sert de lui un peu comme d'un *Deus ex machina* pour clore une affaire que la police autrichienne aurait aimée résoudre rapidement et de manière satisfaisante. Car enfin pourquoi les Français auraient-ils cherché tard dans la nuit un autre traducteur hongrois une fois Kermelics à leur disposition ?

De nombreux auteurs acceptant les conclusions de Horánszky, étaient donc d'avis que Batsányi n'avait joué qu'un rôle insignifiant dans toute cette affaire.<sup>148</sup> Ce fut David Angyal,<sup>149</sup> puis un de ses élèves, Gilbert Schuy<sup>150</sup> qui, le premier dans un compte rendu, le second dans une thèse de doctorat, attirèrent enfin l'attention sur certaines contradictions et essayèrent d'interpréter les données déjà connues d'une manière un peu différente. Schuy démontra pertinemment que le texte hongrois de la proclamation reflétait entièrement l'orthographe de Batsányi, sensiblement différente de celle de Márton. Batsányi qui aimait passionnément corriger les textes selon son goût, a, une fois de plus, remanié pratiquement le texte qui lui avait été présenté. Ce remaniement, qui conféra à la traduction son caractère éloquent et vibrant, était en lui-même à peine moins important que la traduction. Selon Schuy, Batsányi fit davantage encore, il traduisit les parties que Márton avait laissées en blanc, et il inséra même au texte « des phrases entières qui prêtaient à toute la proclamation un caractère plus incisif ». On se rappelle en effet que Márton s'était défendu en disant qu'il avait omis certains passages « injurieux » et « dangereux ». Cet argument ne pèse pas lourd, puisque l'ensemble de la proclamation était aussi bien « injurieux » que « dangereux » au point de vue des Habsbourg. Bien plus importante est cette autre remarque de Márton, selon laquelle la proclamation imprimée contenait des éléments nouveaux pour lui, qui ne figuraient pas dans le texte auquel il avait eu affaire. Márton indiqua catégoriquement deux passages de ce genre insérés après coup, dont l'un se rapporte à une modification éventuelle de la constitution, l'autre à la diète devant être organisée sur le champ de Rákos.<sup>151</sup> Batsányi se défendit très habilement en disant qu'il lui aurait été impossible de changer arbitrairement, le 15 mai au soir, le texte approuvé par Napoléon. Certes. Mais dans la matinée, lorsque Maret lui avait sans doute montré le texte sur lequel peinait Márton, Batsányi a très bien pu faire des remarques qui, précisément dans l'intérêt du succès, furent acceptées par Maret et approuvées par Napoléon. On peut même, à la rigueur, admettre que la

traduction des passages omis et insérés après coup ait été faite tant bien que mal par n'importe lequel des Hongrois lettrés qui évoluaient autour du grand quartier général français et sur lesquels on n'a, pour des raisons faciles à comprendre, que peu de données.<sup>152</sup> Les Français pouvaient être sûrs que la qualité du texte définitif, qui seul importait, serait garantie par Batsányi.

Les arguments, pour peu qu'ils puissent remplacer les documents, pourraient être multipliés. En effet, les rapports français, tout en parlant beaucoup des griefs historiques et nationaux de la noblesse hongroise, ne mentionnaient jamais les diètes de Rákos. Il ne faut pas oublier non plus que Batsányi, si toutefois il en eut la possibilité, n'a certainement pas manqué de promouvoir le succès de la cause des réformes antiféodales et de l'action napoléonienne. Les premières étaient incarnées, dans la proclamation, par la possibilité d'une modification de la constitution, la seconde, par la convocation de la diète nationale, unique proposition concrète. Cependant l'argumentation en elle-même — comme l'écrit un des critiques de Schuy,<sup>153</sup> quelque habile qu'elle soit ne suffit pas pour « élucider cette partie de la question sans documents authentiques ». Or les documents correspondants de la biographie détaillée de Maret qui pourrait être le principal témoin à charge, présentent de grosses lacunes précisément pour cette année 1809, et les pièces qui manquent n'ont pas encore été découvertes dans les archives.

Cette longue discussion nous permet toutefois de constater au moins une chose, notamment que la majorité de la noblesse, tout comme Kazinczy, considérait comme « moral » que quelqu'un, en temps de paix, représente l'opposition vis-à-vis des Habsbourg à condition qu'il reste dans les cadres du féodalisme, et comme « immoral » de s'insurger contre eux dans un esprit antiféodal. Ces catégories pseudo-morales dissimulaient des intérêts de classe très concrets. Sasvári a montré avec beaucoup de discernement que Batsányi, confiné dans sa solitude de Linz, s'était vu abandonné peu à peu de toute la sympathie de la noblesse. « Son sort profondément émouvant prouve que non seulement la Cour, mais la nation aussi jugeaient sévèrement le traducteur de la proclamation. »<sup>154</sup> Et qu'elles jugeaient en lui l'esprit antiféodal et jacobin, rien ne l'indique mieux que le fait que ce n'est qu'en 1843 qu'il fut proposé comme membre correspondant de l'Académie Hongroise des Sciences. A une époque où le vieillard âgé de 81 ans avait depuis longtemps cessé d'écrire dans sa réclusion lointaine. Mais c'était l'époque où le nouveau mouvement de réformes nationales et libérales prenait son essor, où le journal de Kossuth, le *Pesti Hirlap*, avait déjà annoncé le nouveau programme bourgeois et où les lointains pionniers de ce programme commençaient à faire l'objet d'une certaine admiration et non plus seulement de la haine.

Cette conclusion signifie en même temps qu'à cette époque de la crise, l'opposition féodale, la « deuxième » ligne de la politique hongroise, avait fini par n'être plus qu'une illusion, qu'elle ne représentait plus aucune force réelle, et que, par conséquent, toute action qui en cas de guerre aurait voulu se fonder sur elle, devait nécessairement se solder par un échec.

C'est ce que montre clairement le sort de la proclamation de Napoléon en Hongrie.

Les Français firent imprimer 10 à 12 mille exemplaires de chaque variante de la proclamation, c'est-à-dire 20 à 24 mille exemplaires au total.<sup>155</sup> Batsányi en emporta plusieurs centaines, selon la plaidoirie peu convaincante, afin qu'il y ait moins d'exemplaires en circulation, puisque dans les parties du pays occupées par les Français « il aurait pu en résulter beaucoup de mal ». <sup>156</sup> Quoi qu'il en soit, les Français s'occupèrent aussi de sa propagation. Au début, avant leur entrée en Hongrie, ils avaient essayé de trouver en Autriche des Hongrois qui emporteraient ou enverraient, aux adresses indiquées au-delà des frontières, la proclamation, le *Nobilis Hungarus*, ainsi que les lettres qui invitaient nommément les magnats, les dignitaires du pays, les *comes* et les *vicecomes* des comitats, c'est-à-dire les personnalités dirigeantes locales du système féodal de Hongrie, à se rallier à Napoléon et à se réunir pour élire un nouveau roi.

Ces détails, on les connaît surtout grâce à un épisode qui eut une issue malheureuse. Le 24 mai 1809 à Prellenkirchen, près de la frontière hongroise, un douanier autrichien remarqua un homme qui partant dans une calèche en direction de la Hongrie, avait laissé dans le puits de l'auberge un paquet de proclamations et de lettres enveloppées dans de la toile.

Le douanier envoya aussitôt les documents à Presbourg à l'adresse du commandant militaire, et en même temps alerta les membres de l'armée nobiliaire hongrois, qui se saisirent du voyageur en terre hongroise et l'emmerèrent à Győr pour l'interroger. Lors de l'interrogatoire il apparut que le voyageur était un certain János Tóth, gentilhomme appauvri de Temesvár, ancien juré du comitat de Temes, qui s'était rendu à Vienne pour le compte de ses mandataires désireux de prendre à bail des terres de tabac du Trésor.<sup>157</sup> Après l'arrivée des Français il ne reçut pas la permission de retourner chez lui et fut obligé de rester dans l'auberge du Loup Blanc. Peu après y cantonna aussi un général français dont les serviteurs et les écuyers étaient en majeure partie des soldats d'origine hongroise, qui étaient passés du côté des Français.<sup>158</sup> Tóth étant entré en conversation avec eux, ils avaient appris qu'il était hongrois. Le 20 mai, Theremin vint le chercher, l'emmena au palais Pálffy, lui montra un tas d'imprimés et de lettres et lui promit une somme intéressante pour le cas où il se montrerait disposé à les emporter en

Hongrie et à les faire suivre depuis Buda et Pest, aux adresses qu'on lui indiquerait. Tóth fit semblant d'accepter la proposition, sur quoi il fut présenté à Maret et à Andréossy. On lui remit 40 Napoléon d'or pour les frais de poste et de voyage, ainsi qu'un passeport établi au nom d'un marchand de bétail. Tóth se dépêcha d'aller rapporter la chose au chef de la police autrichienne et à d'autres seigneurs viennois, mais ceux-ci, effrayés, refusèrent de s'occuper de l'affaire qui pouvait leur porter préjudice, et l'invitèrent à porter les documents au souverain. Tóth, après avoir jeté une partie des documents à Vienne même, partit le 23 mai. A Prellenkirchen où il passa la nuit, il chercha à se débarrasser du reste des écrits compromettants, craignant d'être en butte à des accusations.

Dans le paquet qu'il avait caché, on trouva de nombreux traités et une cinquantaine de lettres écrites toutes de la même main. L'un signé « Georgius Kállay de Nagykálló »<sup>159</sup> invitait le baron Miklós Wesselényi, un des anciens chefs de l'opposition transylvaine, à se rallier à Napoléon et à faire suivre la proclamation annexée. Tóth ne garda qu'un des exemplaire du *Nobilis Hungarus*. Haager, sous-directeur de la police, une des personnes qui l'avait interrogé, trouva son attitude bizarre, à juste titre: l'homme n'avait en effet pas à craindre les Français, quant aux Autrichiens, ceux-ci auraient sans doute hautement apprécié sa façon d'agir s'il avait tout remis entre leurs mains. Il fut donc gardé en prison pendant plusieurs mois jusqu'à ce que ses affirmations fussent finalement confirmées par les personnes auxquelles il s'était référé. Au témoignage du procès-verbal dressé le 21 mai 1810 à Pest, Tóth nia connaître Batsányi et György Kállay, en revanche il reconnut avoir fait le voyage de Temesvár à Vienne, en février 1809, en compagnie de Kermelics. Selon le rapport adressé le 22 septembre 1810 au palatin par János Németh, *causarum regalium director*, Tóth fut acquitté finalement par la Cour d'appel septemvirale, en tant qu'instance supérieure.

Dans les documents de ce procès on a retrouvé, en dehors de l'original de la lettre adressée à Wesselényi, 19 enveloppes pourvues d'adresse comprenant chacune un exemplaire de la proclamation. Les adresses sont les suivantes: Fábíán Vojnics, second *vicecomes* du comitat de Bács-Bodrog, Pál Györgyi, *vicecomes* et Mihály Bezerédy, second *vicecomes* du comitat de Győr, Sándor Liphay, second *vicecomes* du comitat de Hont, János Balogh de Galánta, *vicecomes* du comitat de Komárom, le comte József Haller, *comes supremus* du comitat de Máramaros, József Szaploneczay, premier *vicecomes*, Pál Hatfaludy, second *vicecomes*, György Zerdahelyi, premier *vicecomes* du comitat de Nyitra, Gábor Csapodi, premier *vicecomes* et Mihály Záborszky, second *vicecomes* du comitat de Somogy, le baron Gábor Splényi, *comes supremus*

du comitat de Szabolcs, Sándor Eötvös, second *vicecomes* du comitat de Szatmár, le comte István Illésházy, *comes supremus* du comitat de Trencsén, Gábor Justh, second *vicecomes* du comitat de Turóc, Boldizsár Rába, second *vicecomes* du comitat de Veszprém, Péter Balogh d'Ocsa, *comes supremus* et László Beniczky, second *vicecomes* du comitat de Zólyom, enfin János Jankovits, commissaire de la province de Szerém.

La liste est manifestement incomplète, puisque Tóth lui-même, par exemple, emportait plusieurs lettres. Le 6 juin 1810, il fut accusé d'avoir indiqué aux Français une partie des noms des adressés étant donné que « les noms de MM. Kovács, juge d'arrondissement du comitat d'Arad, Trajschnik et Zsolnai, résidant à Temesvár n'ont pas pu être indiqués par une personne étrangère et inconnue ». Tóth le nia bien entendu. Mais le fait que ces noms ne figurent pas dans la liste indiquée ci-dessus prouvent que le nombre des adresses devait être plus élevé. Il semble aussi probable qu'on n'avait pas omis exprès un si grand nombre de comitats et ailleurs une partie du bureau actif, mais qu'on avait relevé automatiquement les noms de tous les *comes* et *vicecomes*. Ce dont semble témoigner la présence des titres et des rangs succédant au nom de la personne en question. La liste avait visiblement été établie sur la base d'un annuaire de référence et non de mémoire. Si tentante que soit l'idée de dresser à l'aide de cette liste un inventaire des chefs de l'opposition féodale, il semble plus probable que les adresses aient été recueillies en grande partie de façon mécanique, et que des membres de l'opposition ancienne ou nouvelle, d'Illésházy à Péter Balogh, figuraient moins pour des raisons personnelles que du fait du poste qu'ils occupaient dans l'administration du pays. Le baron Gábor Splényi, général de division, *comes supremus* du comitat de Szabolcs, dont les sentiments auliques étaient généralement connus, n'avait pu être admis au nombre des destinataires que pour des raisons protocolaires, tandis qu'Antal Trajtsik, qui en qualité de notaire du comitat de Temes, avait réellement fait partie vers 1793 de l'opposition militante, y figurait sans doute pour des raisons politiques.

L'histoire qui ne tarda pas à être ébruitée<sup>160</sup> figura bientôt parmi les anecdotes amusantes qui servaient à la noblesse, d'une manière caractéristique de présenter sous un jour ridicule et incompetent tout ce qui semblait contraire à ses intérêts. Elle illustre la maladresse des Français qui compromettaient le succès de leur entreprise en faisant confiance à un personnage aussi piètre. Dans la réalité toutefois il a dû y avoir, en dehors du cas que nous connaissons précisément parce qu'il s'est soldé par un échec, des entreprises plus réussies et de ce fait restées secrètes.

N'a-t-on pas trouvé, en effet, dans les archives de Wesselényi, un exemplaire de la proclamation adressée à lui personnellement, et ceci bien que

les matériaux confiés à Tóth aient été confisqués ?<sup>161</sup> La faute n'était donc pas dans la manière de la propagation, les Français n'avaient pas confié le tout à un seul homme. Le destinataire, au moins dans ce cas, prit connaissance de la proclamation. Le malheur était que Wesselényi, malgré sa réputation, s'avéra un partisan fidèle de l'ordre féodal et de la Cour. Il est vrai qu'autrefois, sous Joseph II, il avait passé plusieurs années dans la prison de la forteresse de Kufstein à cause d'une guerre privée qu'il avait déclarée à son voisin. Il est vrai aussi qu'au début des années 1790 il avait été un des chefs de l'opposition nobiliaire de Transylvanie. Mais en 1809 il équipa par ses propres moyens 40 cavaliers contre les Français, et jusqu'au moment de sa mort, survenue en automne de cette même année, il joua avec un zèle excessif le rôle du capitaine de « l'insurrection » des comitats de Szolnok et de Kraszna et de la région de Kővár. Dans un brouillon de discours retrouvé parmi ses documents privés, il exhorte les nobles à défendre « leur liberté dorée » contre le « vil tyran », c'est-à-dire Napoléon, qui après avoir traîné en esclavage, l'une après l'autre, toutes les nations d'Europe, se prépare « à renverser la liberté hongroise, seul colosse encore debout » de la liberté en Europe. L'histoire tragicomique ne se termine pas là. Dans la maison du seigneur féodal que les Français cherchaient à gagner à leur cause, et qui, en réponse, fit preuve d'un singulier manque de sens des proportions, en menaçant Napoléon du « colosse » hongrois, il y avait un jeune intellectuel dont les Français ne savaient rien, mais qui était en vérité fait pour devenir un partisan fidèle d'une nouvelle Hongrie napoléonienne. János Tókes qui dès 1804 était le précepteur du fils de Wesselényi, avait passé quelque temps à l'étranger, en 1807 notamment à Marburg où il poursuivit des études de théologie protestante et de droit; il fit la connaissance du *Code Napoléon*, se rendit même à Paris, et rentré en Hongrie, en automne 1808, aurait parlé un jour, avec admiration, de la constitution française. Selon certains auteurs « il était rempli d'idées étrangères ». En réalité il était partisan de réformes modernes et modérées qui ne se déclaraient qu'avec prudence et pondération. C'était assez cependant, pour que la chancellerie de Transylvanie que le ministère de la police autrichienne s'était dépêché d'avertir de ces faits suspects envoyât à Tókes une sérieuse admonestation. En été 1809, peu après que Wesselényi eut pris connaissance de la proclamation, le jeune homme eut quelque différend avec son maître, au cours duquel Wesselényi, dans un accès de violence colère, se jeta l'épée à la main sur son employé désarmé. Blessé, Tókes fut obligé de s'enfuir de la maison.<sup>162</sup>

On ne peut pas s'empêcher de donner raison aux historiens qui affirment que la proclamation connut une certaine diffusion en Hongrie dès la première période, notamment par la voie de la poste.<sup>163</sup> Elle fut en tout cas précé-

dée par des rumeurs publiques. Le 29 mai, à peine 15 jours après l'impression, Dessewffy écrivait d'une province écartée du nord-est du pays: Napoléon « lance des proclamations hongroises. Selon son habitude il promet tout ». <sup>164</sup>

Le fait que le mode de diffusion en lui-même n'était pas mauvais, ressort aussi de l'absence de l'écho attendu, dans la deuxième période, même dans les parties occidentales du pays où les occupants français s'étaient chargés eux-mêmes de la promulgation et de la popularisation de la proclamation. Napoléon, sans avoir du reste rien décidé de définitif sur le sort de la Hongrie, ne doutait visiblement pas que la proclamation aurait quelque résultat, tout au moins que la Hongrie resterait « neutre » comme elle semblait l'être en 1805, qu'elle ne lèverait pas d'armée nobiliaire et ne laisserait pas entrer les troupes autrichiennes. Aussi recommanda-t-il à ses généraux d'en emporter et d'en distribuer un grand nombre d'exemplaires. Les premiers détachements français arrivant dans le pays firent effectivement afficher la proclamation dans beaucoup de localités. <sup>165</sup>

Les troupes françaises apparurent d'abord du côté de Vienne. Le Bulletin n° 14 daté du 1<sup>er</sup> juin 1809, communique que « le général de division Lauriston est arrivé à Edeburg (Sopron), premier comitat de Hongrie, avec une forte avant-garde », et bien que les formations hongroises de l'armée autrichienne se soient battu vaillamment à Esslingen, il ajoute avec un certain optimisme: « Il semble que la Hongrie soit en pleine ébullition, les opinions sont très partagées et la majorité n'est point favorable à l'Autriche. » <sup>166</sup> Le général Montbrun, arrivé au début de juin à Magyaróvár, convoque immédiatement la députation permanente du comitat de Moson et lui tient un exposé politique, mais — comme partout ailleurs — les nobles seigneurs observent une passivité totale. <sup>167</sup> L'avant-garde française entrant le 2 juin 1809 à l'aube à Sárvár « offrit des proclamations à la population », puis essaya de fraterniser avec un escadron « d'insurgés » du comitat de Pest qui s'y était égaré, mais ceux-ci, commandés par le lieutenant József Huszty, ne tardèrent pas à attaquer les Français. <sup>168</sup> L'extension des combats vers le Sud s'explique par le mouvement des armées autrichienne et française. En effet, au lieu de se diriger vers le Nord pour rejoindre le gros de l'armée, l'autre armée autrichienne placée sous le commandement de l'archiduc Jean, revenait d'Italie par Graz, se laissa pousser vers l'Est par Beauharnais qui la suivait de près. Beauharnais prenant une route plus courte à travers le Semmering, rejoignit Napoléon, et ses troupes entrèrent de plusieurs directions en Hongrie. Körmend, à la frontière sud-ouest, où l'archiduc Jean stationnait dans la première semaine de juin, fut occupé, peu après, par MacDonald qui de là avança vers Pápa. <sup>169</sup> Kőszeg était déjà

tombé, le 30 mai, Szombathely, le 31 mai, aux mains des Français qui, dans les deux villes, obligèrent les magistrats à rendre la proclamation publique. Selon l'historien de Kőszeg, les Français y sont entrés sans qu'il y ait eu le moindre désordre; le soir le commandant envoya au conseil des proclamations « invitant à la révolte contre le roi et le gouvernement, et lui intima l'ordre de les afficher incontinent sur la porte de l'église et du bâtiment du conseil municipal ». L'ordre n'ayant pas été exécuté, tard dans la soirée un colonel français vint le répéter « professant des menaces sérieuses », de sorte que le conseil se vit obligé d'y satisfaire dans les premières heures du jour. Les promesses de Napoléon « ne semblent toutefois pas avoir eu un retentissement autrement grand dans le milieu de la population, quoiqu'il y eût d'aucuns qui blâmaient les principes de l'administration publique et qualifiaient les mesures du gouvernement préjudiciables et contraires à la constitution ». A Szombathely le commandant français, le général Bonn, « envoya dans la soirée la proclamation de Napoléon au premier *vicecomes* avec l'ordre de la rendre publique; lorsque le *vicecomes* refusa de s'exécuter . . . les Français affichèrent les proclamations sur les places publiques et les firent garder. » « Les Français se montrèrent partout très pacifiques et courtois. A peine arrivés quelque part, ils se hâtaient de déclarer qu'ils étaient venus en amis et non en ennemis et qu'ils apportaient à la nation hongroise les salutations de Napoléon. » Ils ne se montraient durs que lorsqu'ils se heurtaient à la résistance. Ce furent plutôt les troupes auxiliaires de Bavière qui causèrent, par endroits, des troubles.

Les troupes de l'archiduc Jean rejoignirent enfin le 13 juin, non loin de Győr, l'« insurrection » nobiliaire hongroise, mais le 14 juin, les armées réunies essayèrent une défaite décisive et mémorable de la part des Français. Les deux facteurs du système féodal s'accusaient réciproquement de la catastrophe dont ils étaient également responsables: les nobles hongrois l'imputaient à la précipitation et à la négligence des généraux autrichiens qui, de leur côté, incriminaient le manque de discipline du « Lumpenadel » hongrois et la désuétude de l'« insurrection ».<sup>170</sup> Il est surprenant que le 16 juin 1809, lorsqu'il était déjà assez évident que la Hongrie ne resterait pas « neutre », le Bulletin n° 19 trouve encore moyen de terminer la description de la bataille de Győr par cette remarque optimiste: « les habitants du pays sont tranquilles, et ne prennent aucune part à la guerre. La proclamation de l'Empereur a mis de l'agitation dans les esprits. On sait que la nation hongroise a toujours désiré son indépendance ». Et d'essayer d'expliquer le rôle des « insurgés »: « la partie de l'« insurrection » qui se trouve à l'armée avait déjà été levée par la dernière diète; elle est sous les armes et elle obéit ».<sup>171</sup>

C'est Napoléon lui-même qui avait donné l'ordre au vice-roi Eugène de marcher sur Győr (Raab): « Cette ville est une excellente position au centre de la Hongrie. Elle est comme le réduit du grand camp retranché où l'ennemi espère réunir et exercer toute l'insurrection ». <sup>172</sup> La bataille terminée, le général Lauriston et ses 6000 hommes encerclèrent la ville et commencèrent le siège, couverts par les 20 000 hommes de Beauharnais stationnant près de Gönyü. Au moment de l'encerclement, le soir du 14, après la bataille, les Français mirent la main sur un gentilhomme hongrois qui tentait de quitter la ville dans une calèche tirée par quatre chevaux. C'était József Gyömöreý, vice-notaire du comitat de Somogy et membre de sa députation permanente qui était arrivé la veille, sans doute pour apporter de l'argent aux insurgés du comitat stationnant à Győr, et qui se hâtait maintenant de rentrer chez lui avant que le cercle ne se refermât. Comme les Français le croyaient apparemment un homme plus important qu'il ne l'était en réalité, son rapport confidentiel dans lequel il rendit ensuite compte de ses aventures, est assez révélateur en ce qui concerne l'attitude des dirigeants français à l'égard de la Hongrie. <sup>173</sup>

Il fut d'abord emmené comme prisonnier de guerre à Gönyü, au quartier général du vice-roi Eugène qui assista en personne à son interrogatoire. On se mit à le questionner sur la situation des troupes autrichiennes et sur la force de la garnison de Győr, puis on lui demanda s'il avait lu la proclamation de Napoléon qui à leur avis, devait être déjà fort répandue dans le pays. Sur sa réponse négative, on lui en remit quelques exemplaires qu'il détruisit ensuite les trouvant dangereuses pour la constitution hongroise. Le vice-roi lui demanda si les Hongrois allaient élire un nouveau roi et ce qu'ils pensaient du prince Esterházy qui était le principal candidat de Napoléon au trône hongrois. Selon le rapport, Gyömöreý aurait répondu que les Hongrois vivaient depuis des siècles heureux sous la dynastie autrichienne, et qu'il ne croyait pas qu'ils désiraient élire un autre souverain à la place de François I<sup>er</sup>. Il ajouta encore qu'il ne connaissait le prince Esterházy que superficiellement et de loin, mais ne croyait pas que celui ait assez d'autorité et de poids pour remplir ce rôle. On lui fit observer ensuite qu'il avait de la chance de ne pas être du nombre des insurgés contre lesquels l'empereur nourrissait une violente haine (*summopere detestatur et maximo odio habet*) et qu'il refusait de considérer comme des soldats, les appelant simplement rebelles hongrois. Après ces préparatifs psychologiques, Gyömöreý fut conduit par deux officiers à Vienne où Berthier le mena auprès de Napoléon. L'empereur le prit violemment à partie en déclarant que par ses voyages à Győr, il s'était rendu hautement suspect. Puis il fut remis au traitement du général Mathieu Dumas qui, assisté par ses officiers, discuta pendant six

jours avec lui sur le problème de la constitution hongroise et l'élection du roi. Enfin les Français semblaient en avoir assez de ses protestations: on lui remit un passeport et on le renvoya chez lui.

Le 17 juin, Napoléon prescrivit au vice-roi Eugène de propager la proclamation et de bombarder Győr aussi longtemps que la ville ne se serait pas rendue. Le lendemain, il hâta encore une fois le siège. Le 24 juin, au bout de huit jours de siège, Győr capitula.<sup>174</sup> Les officiers supérieurs de la garnison, avant d'être emmenés à Komárom où ils furent ensuite échangés, passèrent 3 jours à Ács, hôtes du général Montbrun et eurent l'occasion de rencontrer aux repas les généraux Colbert et Jaquinot. Les officiers français parlèrent des insurgés en rendant hommage à leur courage personnel, puis de la proclamation et du projet de faire élire roi de Hongrie le prince Esterházy ou l'archiduc-palatin. Ils dirent qu'ils n'auraient pas cru que l'insurrection prît les armes contre eux, puisque de leur part ils vivaient en paix avec la Hongrie.<sup>175</sup> Il est intéressant de noter que parmi ces officiers hongrois, il y avait, à côté de Mihály Péchy, officier du génie, ex-commandant de la ville, Pál Felsőbüki Nagy, un des jeunes membres les plus en vue de l'opposition que le palatin, en tant que chef de l'insurrection avait attaché à sa personne en qualité d'adjutant, sans doute pour des raisons politiques, et qui, porteur d'un ordre, avait échoué à Győr le 14 juin, lors de la bataille. Pál Nagy, député du comitat de Sopron, s'était fait remarquer pour la première fois à la diète de 1807, par ses discours oppositionnels qui eurent un grand retentissement dans les milieux de la noblesse. Il critiquait la politique économique et financière des Autrichiens, la dépréciation de la monnaie, et exigeait la mise en honneur de la langue hongroise dans la vie publique. A un moment donné, notamment lorsqu'il protesta contre l'oppression de plus en plus forte des serfs, les nobles cherchèrent à le troubler par des interjections ironiques (*ne stultizet*), quoique tout le monde sût pertinemment que Nagy ne cherchait qu'à défendre la constitution féodale contre les « abus », et qu'il était bien loin de vouloir critiquer le système féodal. Ce qui en particulier avait électrisé l'opposition, c'était qu'au moment où s'était répandue la nouvelle de la dissolution de la diète, Nagy avait fait des allusions ouvertes à la situation internationale et à la politique hongroise de Napoléon en 1805, chose qui passait pour une témérité inouïe à cette époque. Cette démarche du roi — avait-il dit — est d'autant plus inattendue que « toute l'Europe sait par les journaux » que Napoléon avait déclaré à Vienne: « les Hongrois ne me craignent pas » puisqu'ils ont un souverain qui à chaque diète leur demande quelque chose « mais ne consent jamais à inscrire leurs griefs justifiés à l'ordre du jour ». <sup>176</sup> Cette audace valut à Nagy de recevoir à Vienne un blâme de la part du roi, et d'être fêté par les partisans du nationalisme féodal.

Nagy représentait le type de politicien nobiliaire hongrois sur lequel l'action napoléonienne comptait le plus. Au moment de la crise, cependant, cette attente fut déçue. Dans un mémorandum rédigé en 1830, Nagy mentionna comme preuve de sa fidélité envers la dynastie, qu'en 1809 « les chefs de l'ennemi » l'avaient sommé « directement au nom de leur Prince », de contribuer à ce que la proclamation adressée aux Hongrois ait des répercussions, mais que lui s'était refusé en alléguant que dans les « pays constitutionnels c'était précisément dans la partie de l'opposition légale que sont groupés ceux qui au moment du danger sont les plus fidèles à la Patrie aussi bien qu'au Trône ». <sup>177</sup>

Tout ce que nous venons de dire montre suffisamment que la classe dirigeante féodale hongroise refusa d'accepter la proposition de Napoléon et soutint, contre lui, les Habsbourg. Était-ce par calcul prudent, était-ce par méfiance, parce qu'elle ne croyait pas à ses promesses et méconnaissait les conditions de force ? Dans certains cas ces motifs n'étaient sans doute pas sans avoir joué un rôle. Mais en général la noblesse hongroise agissait moins par sagesse politique que pour une raison peu louable, à savoir pour ménager ses intérêts de classe. La puissance des Habsbourg semblait sur le point de s'écrouler, celle de Napoléon, invincible. Quant à la Hongrie, il était tout à fait dans les limites du possible que sa situation vînt à changer. Pour peu que la noblesse eût réellement souhaité une action qui lui permit de se débarrasser de l'Autriche, au lieu de peser le pour et le contre avec autant de prudence, elle serait passée à l'action. Si elle ne s'engagea pas sur le pont ce n'est pas parce qu'elle le jugeait trop faible, mais parce qu'elle ne voulait pas réellement rejoindre l'autre bord. La « deuxième » ligne de la politique hongroise, celle que Napoléon avait cru pouvoir ébranler par sa proclamation, ne représentait en réalité aucune force dynamique. Elle n'était que le symptôme d'un désaccord secondaire dans le cadre de la dualité du système féodal, entre la Cour et la noblesse.

Cela n'empêcha pas qu'en automne 1809, voyant s'approcher la paix désirée et s'éloigner le danger extérieur, la noblesse hongroise se prit une fois de plus à souhaiter que l'Autriche ne reste pas trop forte. « Plaise à Dieu que notre Roi perde Vienne et soit forcé de résider à Buda » — dit un colonel insurgé à Camille de Tournon qui ajoute de son côté : « les nobles semblent voir dans l'affaiblissement de la Maison d'Autriche une sorte de garantie de leur constitution, leur unique et véritable idole ». <sup>178</sup> En effet, depuis que le problème de la révolution bourgeoise avait surgi sous une forme sérieuse, le principal antagonisme n'était plus celui qu'il y avait entre la Cour féodale et l'opposition féodale, mais celui qui séparait les tenants du féodalisme des partisans de la transformation libérale-bourgeoise. C'est-à-dire la « première »

variante (dont la « deuxième » n'était pour ainsi dire que le revers) et la « troisième », celle de l'avenir. Ce sont ces deux réalités avec lesquelles Napoléon aurait dû calculer au lieu de miser sur la deuxième qui s'avéra inutilisable. Avec la première s'il avait désiré appuyer la structure féodale, avec la troisième s'il avait voulu promouvoir la cause de la révolution.

Avec la première ? La loyauté vis-à-vis de la dynastie ? Oui, effectivement, quelque bizarre que cela paraisse, il aurait pu obtenir davantage ainsi qu'en tablant sur l'opposition féodale. Il ne pouvait pas compter sur l'enthousiasme de la noblesse, parce que ses plus belles promesses ne pouvaient aller au-delà de cette jouissance paisible des privilèges que le régime faible et vétuste des Habsbourg assurait à leurs détenteurs. Il aurait pu compter davantage sur l'obéissance de la noblesse, à condition de l'exiger avec une fermeté impitoyable, et aussi longtemps qu'il en avait les moyens. Sous le régime des Habsbourg la noblesse hongroise avait appris qu'il fallait obéir à la dynastie détentrice du pouvoir. Après la bataille de Győr, Napoléon avait la possibilité de faire savoir que lui (ou un autre personnage désigné par lui) avait pris la place des Habsbourg, et qu'il entendait se faire obéir. Cela eût toutefois exigé un certain effort ou même une certaine violence. Or, Napoléon ne recourut à aucune violence et se contenta d'offrir aux Hongrois la proclamation que nous connaissons. L'empereur considérait la prise de Győr (Raab) comme un grand succès.<sup>179</sup> Elle l'était assurément, pour autant qu'elle lui ouvrait la voie vers Buda et Pest. On s'attendait généralement à ce que les Français se dirigeraient immédiatement vers l'ancienne capitale de la Hongrie qui, aux yeux de tout le monde, représentait de nouveau le centre du pays et la capitale de l'avenir, et près de laquelle était situé le champ de Rákos, théâtre de la diète nationale annoncée.

Nous disposons de toute une série de données qui témoignent d'un certain changement dans le climat général du pays. Sándor Felsőbüki Nagy, frère de Paul, qui se trouvait dans l'armée des insurgés, écrivit le 13 juillet 1809 du camp d'Esztergom à sa famille:<sup>180</sup> « Voilà que la dernière heure de la monarchie autrichienne et de la liberté hongroise est venue, je n'ai plus aucun espoir ». La maladresse « des idiots allemands », c'est-à-dire des généraux autrichiens a donné le coup de grâce. Autrement dit: au lieu de l'ancien maître, il faut en accepter un nouveau. Dans une toute autre province du pays, le comte József Dessewffy écrivait le 14 juillet à Kazinczy: « Notre sort dépend de notre comportement au moment où Napoléon entrera à Buda ou à Pest. »<sup>181</sup>

Il se passa alors une chose inattendue: Napoléon s'arrêta à Győr, se prépara à défendre la ville tout en se demandant si la garnison française pourrait résister à une éventuelle attaque. Bien avant, le 18 juin il avait fait savoir

au vice-roi Eugène que « quant à Buda, il n'y a rien à faire: c'est une place forte, et Pesth est de l'autre côté du Danube: il ne doit pas en être question. » Le 19 juin, il rejeta définitivement une autre idée d'Eugène, celle notamment de franchir le Danube et de pousser sur l'autre rive vers le Nord: dans ce cas rien ne couvrirait son aile droite « de Bude et de toute la Hongrie ». Le vice-roi ne pouvait donc avoir, selon Napoléon, qu'un seul but, faire comme s'il se préparait à marcher contre Buda et comme s'il n'attendait plus que l'arrivée des pièces de canon ainsi que « d'inonder la Hongrie de proclamations aux Hongrois et des autres écrits publiés à Vienne », et enfin d'assurer après la prise de Győr la retraite des troupes.<sup>182</sup> Or, qui aurait pu l'attaquer de l'Est où il n'y avait aucune force sérieuse ?

Dodun, premier secrétaire de l'ambassade de France à Vienne, que les autorités autrichiennes avaient emmené à Buda, n'y avait vu, un mois plus tôt, aucune force militaire tant soit peu importante en se promenant dans les rues (naturellement avec des agents autrichiens à ses trousses) et il attendait « sa délivrance d'un jour à l'autre ». Le 16 juin « les insurgés hongrois traversèrent Bude à la débandade, après la glorieuse affaire de Raab ». Personne ne songeait à la résistance. La Cour effarée se réfugia à Kassa. C'est là qu'on emmena aussi Dodun.<sup>183</sup> Une lettre écrite le 15 juin au soir à Pest et qui échoua entre les mains des Français, se plaint de ce que la défaite de Győr « afflige d'autant plus les fidèles serviteurs de notre Empereur qu'on voit ici un grand nombre de personnes qui s'en réjouissent et qui attendent les Français ».<sup>184</sup>

Camille de Tournon qui en qualité d'intendant français de Bayreuth tomba prisonnier des Autrichiens en Bavière et fut emmené à travers la Hongrie vers la frontière est, passa le 6 juillet par Pest et y releva également l'absence de toute disposition à la résistance:<sup>185</sup>

« La terreur fut si grande après la bataille de Raab, que non seulement la Cour, mais le commandant de Hongrie, Maréchal Alvinczy quittèrent Ofen (=Buda) et même Pest et prirent la route de la Theiss . . . Je traversais alors les comitats sur la rive gauche, et quoiqu'on s'attendit à chaque instant que les Français passeroient le fleuve, je ne vis que de l'inquiétude, mais dans le peuple rien, qui annonça qu'il voulut s'armer et prendre part à la guerre. Tout ce que j'ai vu et entendu alors et depuis m'a donné la conviction que si nos troupes entroient en Hongrie, elles n'avaient nullement à en combattre les habitants et les trouveroient parfaitement calmes et soumis ».

Les Français cependant n'arrivèrent jamais à Buda et à Pest. Ils négligèrent de faire cet effort et les fidèles des deux camps purent constater déçus ou soulagés, que Napoléon lui-même ne prenait pas tout à fait au sérieux sa propre action.

Au témoignage de son journal intime, István Horvát, le jeune historien dont nous avons signalé les espoirs en 1805, méditait à Pest, en apprenant la proclamation de Napoléon, sur le regrettable fait que parmi les grands seigneurs et les aristocrates il n'y eut pas un seul patriote capable de jouer un rôle de dirigeant.<sup>186</sup>

Le 7 juillet 1809 au soir, encore avant les nouvelles de Wagram, il se promenait avec son ami, le poète Benedek Virág sur le pont de bateaux du Danube ou personne ne pouvait les entendre.

« Nous finimes par nous convaincre mutuellement que Napoléon allait vaincre le lâche chef allemand et qu'il allait nous délivrer du pouvoir assoupissant des Allemands. Nous étions tous deux de l'avis que la solution optimale pour nous serait de recouvrer notre indépendance de l'Autriche. »

Le 11 juillet 1809, il réfléchissait à la possibilité de refuser les recrues à l'Autriche:

« . . . Ce que nous pourrions faire de mieux serait d'envoyer une députation auprès de Napoléon pour lui demander un roi pour la Hongrie. Le fier Corse qui pousse de son mieux les membres de sa famille, satisferait avec joie à notre prière. Par là nous entre-rions dans une relation plus étroite avec la grande force française et pourrions facilement obtenir que la Serbie, la Bosnie, la Dalmatie et la Bulgarie soient rattachées à notre pays. Nous gagnerions ainsi une belle terre fertile et de bonnes possibilités de commerce sur l'Adriatique et la Mer Noire ».

A la différence des jacobins, Horvát attendait de Napoléon non pas une réforme sociale, mais la réalisation des rêves de l'opposition féodale. Il représentait le nationalisme féodal, mais étant un intellectuel sans fortune d'origine noble, ses points de vue étaient essentiellement différents de ceux de Kazinczy qui, avec la noblesse terrienne, prit position en 1809 *contre* la France.<sup>187</sup> Il ne s'en prenait pas aux privilèges nobiliaires, mais ne renonçait pas non plus à ses rêves d'indépendance. En revanche, il voyait clairement la faiblesse et l'impuissance de la tendance sur laquelle comptait Napoléon. Le 13 juillet, alors qu'il n'y avait toujours aucune nouvelle des Français, il recommandait à Virág, tout comme un peu plus tôt il avait recommandé à un autre ami, István Kultsár, rédacteur du journal *Hazai és Külföldi Tudósítások* (Nouvelles du Pays et de l'Etranger) d'observer « une grande prudence », de peur qu'il ne finît à l'échafaud « par manque de précaution ». Le 15 juillet, Virág l'accueillit avec la nouvelle de la bataille de Wagram: « les Allemands fuient, les Hongrois se réjouissent ». C'est vrai, répondit Horvát, mais « les Allemands courent pêle-mêle avec les soldats hongrois », et notre joie ne peut pas être parfaite « si nous disons que nos frères, nos com-

patriotes servent d'instrument à l'ignorance allemande ». Deux jours plus tard, le 17 juillet, arrivait, non pas l'armée française, mais la nouvelle de l'armistice. C'est à ce moment-là que Horvát et ses amis perdirent définitivement leur confiance dans l'action napoléonienne. Ils avaient bien fait d'être prudents, car s'ils s'étaient réveillés, s'ils avaient commencé à agir », ils n'auraient pas manqué maintenant d'être inquiétés par la police.

« A l'heure actuelle les Hongrois auraient même tort d'adhérer à des sociétés secrètes . . . Il faut attendre le moment où les circonstances seront plus propices et plus sûres, à moins que nous puissions fonder notre entreprise sur une base plus ferme. J'en suis arrivé à la conclusion que même si notre armée est battue par Napoléon, nous n'avons aucun espoir de nous débarrasser de notre dynastie ». Car Napoléon peut changer d'avis à cause de la Prusse et « se contentant de pincer les frontières de l'empire autrichien », il laisse les Habsbourg « gouverner encore pendant un certain temps ». « Qu'advient-il alors aux écrivains hongrois » qui « auparavant avaient répandu la haine » contre François I<sup>er</sup>? Il peut même arriver que l'empereur d'Autriche se place « sous la protection » de Napoléon « donnant sa fille en mariage à Napoléon ou à un des membres de sa famille ». Il ne faut pas oublier que même dans sa proclamation Napoléon n'avait pas déclaré expressément qu'il allait abolir le régime des Habsbourg. « Dans ces conditions le sage s'abstient de toute action ».

Le « sage », le pauvre écrivain que la conscience de sa faiblesse et la désillusion avaient réveillé de ses rêves de puissance englobant jusqu'à la Bulgarie et transformé d'un instant à l'autre en un réaliste perspicace, vieillissant avant l'âge, pleurait sincèrement ses espoirs perdus. L'aristocrate richissime par contre, que Napoléon avait placé en tête de la liste des candidats au trône de Hongrie, utilisa l'absence de toute action française contre Buda et Pest comme prétexte pour justifier qu'il aurait tout au plus accepté une situation toute faite et garantie par l'empereur, mais qu'il n'était absolument pas disposé à entreprendre et à risquer quoi que ce soit pour elle. Nous avons vu qu'à cette époque on racontait que Napoléon entendait mettre sur le trône de Hongrie le prince Miklós Esterházy, le seigneur hongrois le plus puissant, général de division de l'armée autrichienne, capitaine de la garde du corps nobiliaire hongroise et *comes supremus perpetuus* du comitat de Sopron, un des plus grands faiseurs de dettes de ce temps.<sup>188</sup> Les historiens refusèrent pendant longtemps de prendre la nouvelle au sérieux. Selon Majláth, Esterházy l'avait accueillie en riant.<sup>189</sup> Napoléon, à en croire Horánszky, « fit effectivement tout son possible pour gagner les sympathies du chef de cette illustre famille. Mais Esterházy résista aux tentations. »<sup>190</sup> En 1883 encore, Wertheimer, le seul chercheur qui ait eu entre les mains, aux archives du ministère des affaires étrangères de France, le document péremptoire, et qui savait parfaitement qu'Esterházy, mêlé à un double jeu, était

fort peu capable de résister aux tentations, n'osa en citer que quelques mots, et encore en passant sous silence le nom du personnage en question.<sup>191</sup> Et pourtant il en ressort clairement qu'Esterházy était le seul Hongrois du camp de « l'opposition » féodale, disposé à prendre réellement en considération la politique française.

Ce rapport a été rédigé sur la base d'un long entretien confidentiel qu'un diplomate français haut placé qui avait plusieurs fois négocié avec Metternich, eut, plus tard, avec Esterházy, en automne 1809.<sup>192</sup> Le texte semble cependant renvoyer à certains antécédents:

« Le prince Esterházy, chez lequel j'ai été passer deux jours à Eisenstadt, s'est entretenu avec moi, avec assez d'abandon. Et quoique ce prince ne jouisse pas de beaucoup de considérations d'aucun côté, cependant ce qu'il m'a dit m'a paru avoir quelque intérêt. Il m'a avoué que la plus part des Hongrois, et lui tout le premier, n'espéroient plus rien de la Cour; il faut, disoit-il, que l'Empereur Napoléon ait eu de bien fortes raisons, ou des informations peu exactes pour n'avoir pas continuer la guerre. Une seule bataille dissipoit les Hongrois de l'insurrection, et donnoit aux autres le moyen de se prononcer. Comment, ajoutoit-il, aurions-nous pu prendre un parti au moment où la proclamation de l'Empereur parut: les champs *de Rakos* où l'on nous engageoit de nous rassembler à l'instar de nos pères, étoient justement la plaine où campait l'Archiduc-palatin avec la partie de l'armée qui s'est battue à Raab. Si après cette victoire on avoit poussé seulement 10.000 hommes sur *Bude*, on faisoit contribuer cette ville pour une somme plus forte que celle que Vienne a payée; et on empêchoit surtout par là le rassemblement de l'insurrection hongroise. »

« Au surplus, ajoutoit-il, la chose est à recommencer quand on voudra. Le traité de paix met la Hongrie entre les mains des François. Nous avons si peu d'appui à espérer dans les princes de la maison d'Autriche et dans les généraux qui commandent leur armée que le jour où l'Empereur Napoléon entrera en Hongrie avec une forte armée, il lui suffira de menacer les familles hongroises qui ne se réuniront point à lui de la confiscation de leurs biens et de leur offrir en même tems un roi de leur nation pour avoir tout le pays en sa faveur. »

« Je voulus savoir, si ces propos étoient de bonne foi et si le prince d'Esterházy avoit véritablement de l'ambition; j'ai appris qu'il en avoit beaucoup, plus qu'il n'en pouvoit contenir. »

Récemment, on a attiré notre attention sur une donnée d'origine littéraire relative à Kismarton (Eisenstadt) où Esterházy avait son château.<sup>193</sup> Le jeune Stendhal, c'est-à-dire Henri Beyle, qui était, en ce temps-là, au service du bureau de l'intendant Pierre Daru, son parent, à Vienne, écrit dans une lettre datée du 25 juillet 1809 que peu de temps avant il était allé en mission officielle à Kismarton. Était-il seul ou accompagnait-il un personnage plus important? Est-il allé chez Esterházy qui, on le sait, se trouvait à Pest au début et à la fin du mois? On ignore. Plus tard cependant, en 1830, Stendhal déclara qu'en 1809 il avait joué un rôle de secrétaire dans toute l'affaire

de Hongrie qui était la plus étrange entreprise de l'époque: on envisageait de donner la Hongrie à un archiduc. Archiduc? Prince? Duc? Les titres se confondent peut-être dans son souvenir.

Que les ambitions d'Esterházy étaient beaucoup plus grandes que ses talents politiques, ressort clairement de cette conversation. Son programme « national » comporte une seule idée « positive », celle de la confiscation des biens. Il est évident qu'il était loin de se rendre compte du changement de situation survenu après la paix de l'automne 1809. Si lui aussi considérait comme une erreur de la part des Français de n'avoir pas occupé Buda et Pest, il faut croire que c'était là pour ainsi dire un lieu commun dans l'opinion générale de la noblesse.

Napoléon toutefois ne pensait visiblement pas à fournir cet effort supplémentaire, politique tout autant que militaire. Malgré les déceptions qu'il avait subies, il ne renonça point à l'idée de gagner la Hongrie, mais estimait que les comitats occidentaux qu'il tenait sous son contrôle, représentaient une base suffisante pour cette opération.<sup>194</sup> Le 22 juin il invita le vice-roi Eugène à proclamer l'amnistie pour tous les insurgés de ces comitats.<sup>195</sup> Dans le nord il encouragea le maréchal Davoust qui se tenait en face de Presbourg sur les rives du Danube, à déployer une propagande plus active.

« La proclamation de Votre Majesté aux Hongrois — lui écrivit Davoust le 17 juin 1809 de Köpcsény (Kitsee) — n'est presque pas connue; il ne m'en reste plus un seul exemplaire. Les villages de ce pays sont tous habités, il est vrai qu'il y a eu très peu de désordres; les vues de ce pays ne paraissent pas hostiles. »<sup>196</sup>

Le lendemain, le 18 juin, il revient sur la question:

« Je ferai répandre les proclamations aussitôt que je les aurai reçues . . . Il est un très grand avantage pour le bien du service de Votre Majesté de répandre des écrits pour contrebalancer les bulletins autrichiens et pour éclairer les habitants ». <sup>197</sup>

Deux jours après la prise de Győr (Raab), le 26 juin, Davoust reçut l'ordre d'inviter Presburg à capituler, et, en cas de refus, d'attaquer la ville. Il devait attaquer, cependant, non pas une ville hongroise de première importance, mais la tête du pont de la rive gauche du Danube, pour assurer les préparatifs de la bataille de Wagram.<sup>198</sup>

C'est apparemment à Győr que, parmi toutes les localités occupées par les Français, Napoléon réservait un rôle politique. Il semble avoir même surestimé l'importance de cette petite ville qui dans l'univers géographique des Hongrois n'était absolument pas située « au centre » du pays, et qui, en tant que siège épiscopal, était fortement soumise à l'influence du clergé catholique. C'est ce qui explique qu'il y régnait un climat plutôt hostile aux

Français, même lorsque l'évêque eut jugé plus prudent de quitter la ville menacée. Le 23 juin 1809, Napoléon, par l'intermédiaire de Berthier, envoya au général de division Narbonne l'ordre de se rendre immédiatement à Győr et de prendre le commandement de la ville et de toute la partie occupée de la Hongrie. « Il mettra la place de Raab en état de soutenir un siège . . . Quant à l'administration du pays, il aura soin de répandre le plus possible de mes proclamations aux Hongrois, et il lui sera envoyé des instructions ultérieures. »<sup>199</sup> Ces instructions n'ont malheureusement pas encore été retrouvées, néanmoins nous pouvons à peu près nous imaginer ce qu'elles contenaient. Le comte de Narbonne avait été autrefois, en 1791, ministre de la guerre de Louis XVI, et ce n'est qu'en rentrant d'une longue émigration qu'il devint, en 1809, général de division dans l'armée de Napoléon. La personne de cet habile politicien de l'Ancien régime, diplomate formé à la vieille école de politesse plutôt que soldat conquérant, était en elle-même une certaine garantie pour la classe féodale hongroise, et sa nomination pouvait être considérée comme un geste prévenant de la part de l'Empereur.

« Jeté sur ce point important de la Hongrie — lit-on dans sa biographie — avec des instructions secrètes et un instinct politique qui les eût prévenues, M. de Narbonne avait moins un commandement militaire qu'une mission politique. Il devait avoir l'œil et la main sur la Hongrie et la Bohême, accueillir, sinon exciter les ambitions patriotiques qui tendaient à l'émancipation du joug de l'Autriche et à la création de souverainetés indépendantes, protégées par la France. »<sup>200</sup> Il entra sans doute dans ses attributions d'amener les Hongrois à demander, sur la base de la proclamation, leur indépendance nationale.

Arrivé à Győr, Narbonne commença par demander où se trouvait le champ de Rákos et si les Hongrois s'y étaient déjà réunis.<sup>201</sup> Il fit immédiatement afficher la proclamation.<sup>202</sup> Le 27 juin au matin, il fit venir chez lui les magistrats et les principaux personnages laïcs et ecclésiastiques de la ville. Un de ces derniers, Lórinz Hohenegger, docteur en théologie et professeur au lycée épiscopal, plus tard chanoine, membre du clergé et partisan du nationalisme féodal, nota d'un ton réprobateur dans son journal<sup>203</sup> que du fait de l'accent étranger du général de division, ils avaient eu de la peine à comprendre ses paroles latines, mais que cela valait bien mieux, puisqu'il les incitait à la révolte. *Estote sani*, leur dit-il entre autres « comme si nous n'avions pas été en pleine possession de notre raison ». Ensuite, Narbonne, avec une révérence polie, remit à chacun d'eux un exemplaire de la proclamation « qui n'était pas précisément mal rédigée, mais dont le contenu était d'autant plus méchant ». Les Hongrois gardant un silence glacé mirent la proclamation dans leur poche. « Sur notre visage — parce qu'il n'était pas

recommandé d'échanger trop de paroles — l'ancien ministre de la guerre put facilement lire que nous préférons rester chez nous plutôt que d'aller élire un roi sur le champ de Rákos ». Néanmoins, Narbonne les accompagna encore très aimablement jusqu'à la porte, puis le vice-roi leur offrit un déjeuner à la fourchette. Un autre personnage qui était présent à cette réunion, Mihály Paintner, grand prévôt et *studiorum director*, note que « c'était la nécessité impérieuse qui leur ordonnait d'écouter Narbonne, en tant que soldat de Napoléon, qui se disait digne de gouverner les Hongrois ».<sup>204</sup> Sans pouvoir s'empêcher d'être impressionnés par l'empressement et la politesse des dirigeants français, ces membres bien situés du clergé catholique n'appartenaient nullement à la catégorie des éléments mécontents de la société féodale hongroise.

Au début de juillet, six semaines après l'émission de la proclamation, les Français furent obligés de reconnaître qu'ils ne pouvaient rien obtenir de cette noblesse hongroise. « Nous ne pouvons pas nous tromper sur l'esprit des habitants — écrivait le général Montbrun au duc d'Istrie — ils sont contre nous et les bonnes intentions de Sa Majesté, exprimées dans la proclamation n'a produit jusqu'à présent aucun effet. La noblesse a toujours gouverné ce pays. Elle a pris en entier les armes et paraît décidée à se défendre contre nous. »<sup>205</sup>

Napoléon lui-même, déçu dans son attente, ne dissimulait pas son opinion défavorable. Le 2 juillet, peu après avoir été échangé, Metternich s'empressa de communiquer au palatin que « Napoléon était très en colère » et en voulait à la Hongrie de ne pas être restée neutre, mais d'avoir pris les armes contre lui.<sup>206</sup> Un jeune médecin hongrois du comitat de Veszprém, qui après la bataille de Wagram eut à soigner des blessés dans le camp français et put entrevoir l'empereur à cette occasion, rapporta également que « Napoléon était très mécontent des Hongrois », et qu'il avait fait devant les Polonais des remarques pleines de mépris à propos des Pálffy, des Batthyány, des Zichy et des seigneurs hongrois en général.<sup>207</sup>

L'échec est évident. Il est d'autant plus singulier de lire que selon Villemain<sup>208</sup> l'activité de Narbonne « trouva de zélés instruments, et gagnait vite dans une partie de la noblesse des deux pays; la passion populaire venait au devant. Confident de quelques ambitions qu'il encourageait, et centre actif d'une foule de menées et de projets, M. de Narbonne voyait déjà s'avancer le dénoûment et s'effrayait presque de la facilité du succès ». L'existence de l'Autriche — y lisons-nous plus loin — dans ce péril extrême, fut en fin de compte sauvée par le général Bubna qui « entrevit le péril et pressa d'un effort désespéré l'acceptation du Traité de Vienne » qui, malgré sa gravité, offrait des chances nouvelles à la monarchie. Là-dessus Narbonne « rompit

tous les fils qu'il tenait préparés, découragea les espérances » et se hâta de quitter Győr.

Abstraction faite ici des opinions par trop naïves concernant le rôle de Bubna, rappelons que les historiens hongrois ont réfuté à plusieurs reprises l'idée de ce prétendu succès démenti d'une manière si flagrante par les faits, même si l'on tient compte des ambitions plus ou moins sérieuses d'Esterházy que Narbonne n'était sans doute pas sans connaître. Il est peu vraisemblable que Narbonne, comme le crut Sayous, se fût simplement « mépris sur la prétendue sympathie des Hongrois ». <sup>209</sup> Notons aussi que Villemain qui dans ses jeunes années avait bien connu Narbonne, et qui essaya, par la suite, de reconstruire les faits, souvent sur la base de ce que lui en avait dit ce dernier, ne cite visiblement, à propos des événements de 1809, aucun document contemporain et s'en rapporte uniquement à des récits recueillis ultérieurement. Or on sait que l'image de la réalité se déforme sensiblement en passant par le filtre de la mémoire. Combien plus, lorsque le filtre est double, et que celui qui se souvient est lui-même devenu un objet de souvenir !

Et cependant, peut-être en partie aussi à cause de cela, on s'étonne de cette relation entre le souvenir du succès et le fait que Narbonne en eut peur. Que peut-il y avoir d'effrayant dans l'accomplissement d'une tâche qui vous a été confiée ? Le succès tout comme la peur sont des motifs puissants, doublement puissants lorsqu'ils se trouvent réunis, au point qu'on est disposé à voir ici une forme contrefaite d'une réalité ancienne. Et c'est ici que nous revenons à notre affirmation première, à savoir que Napoléon, au lieu de la « deuxième » variante inutilisable, pouvait davantage compter sur la « troisième ».

Un de nos auteurs a expliqué la peur de Narbonne en invoquant des projets hungaro-polonais qui auraient exercé une influence défavorable sur les rapports franco-russes. <sup>210</sup> Il se réfère à une nouvelle émanant de la Cour d'Autriche en août 1809, selon laquelle le cabinet français n'avait pas renoncé, malgré l'armistice, à son projet original et cherchait à fomenter une révolte en Hongrie. C'est ce qui aurait motivé l'arrivée du Polonais Hugo Kollàtai à Cracovie d'où il se préparait à venir en Hongrie pour y organiser la révolte. Aussi la chancellerie hongroise invita-t-elle le 25 septembre les chefs des comitats situés le long de la frontière, à avoir l'œil sur les arrivants. Par la suite toutefois, on ne trouve aucune trace de ce projet, pour peu qu'il ait existé, dans les documents des archives. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que Kollàtai était aux yeux de Napoléon un jacobin dangereux, et qu'il ne joua aucun rôle dans le Duché de Varsovie.

Wertheimer cite à partir d'une copie manuscrite, le rapport <sup>211</sup> que Narbonne envoya à Berthier pour lui rendre compte de ce qu'il avait réussi à apprendre moyennant ses connaissances défectueuses de l'allemand et du latin,

sur l'opinion des habitants des territoires occupés par les Français, concernant la proclamation. A l'en croire, la petite noblesse invectivait la proclamation à qui mieux mieux, parce qu'elle promettait fort peu à la classe inférieure. Vu l'esclavage dans lequel les magnats tenaient les paysans, un appel adressé à ces derniers aurait facilement pu amener le peuple à se soulever. Bien entendu — ajoute Narbonne — seule la haine ressentie à l'égard des grands fait dire cela à la petite noblesse.

Amener les paysans à se révolter ? Est-ce cela qui aurait été à la fois facile et effrayant ? Narbonne avait d'ailleurs entendu formuler cette opinion non par des membres de la petite noblesse en général qui, elle, éprouvait peu de sympathie pour les paysans, mais par des intellectuels et des réformateurs d'origine noble (ou roturière) de condition pauvre, qui parlaient probablement des propriétaires terriens nobles, puisque l'oppression de la paysannerie n'était pas l'affaire des seuls magnats. Autrement dit, Narbonne, au cours de son enquête, dut rencontrer aussi les représentants de la « troisième » variante, qui, comme nous le savons, pouvaient « facilement » être gagnés à la cause, et qui ne manquèrent sans doute pas de lui dire comment il fallait procéder pour obtenir « facilement » des résultats en Hongrie. Seulement Narbonne, en tant qu'homme de l'Ancien Régime et général de Napoléon, devait trouver beaucoup trop élevé le prix à payer pour le résultat. Il préférera, par la suite, activer le mariage de Napoléon et de Marie-Louise.

L'existence de la « troisième » variante sous-jacente est attestée par toute une série de données plus ou moins importantes. Quoi de plus révélateur de l'attente des paysans que la hâte avec laquelle dans la première période de l'occupation française, les paysans d'Acsád, dans le comitat de Vas, près de la frontière occidentale, refusèrent, de concert avec les habitants du village voisin de Felsőszilvágy, d'exécuter la corvée seigneuriale,<sup>212</sup> lorsqu'ils apprirent ce que contenait la proclamation, espérant, d'ailleurs sans aucune raison particulière, « quelques facilités pour eux-mêmes ». Quant aux paysans de Miske, ils attaquèrent avec des fourches les insurgés nobles du comitat de Pest, qui voulaient se procurer chez eux des chevaux de relais pour le transport d'un blessé. Et pendant qu'à Győr les hommes d'Eglise, comme nous l'avons vu, écoutaient à contre-cœur les paroles de Narbonne, le juge paysan de la commune d'Ács, près de Győr, fut arrêté sur l'ordre du palatin par un commando militaire, parce qu'il avait distribué la proclamation.<sup>213</sup> Et c'est encore l'attitude des paysans que traduit le nombre des soldats hongrois dans l'armée française qui avaient déserté l'armée autrichienne. Sans doute, conformément à la pratique générale de l'époque et particulièrement courante chez les Français, la contrainte y était aussi pour quelque chose. Parmi les hommes de troupe de la garnison de Győr tombée en capti-

vité, 157 passèrent dans le camp des Français au bout de deux jours de famine — lisons-nous dans le journal du palatin.<sup>214</sup> On ne sait bien entendu pas, combien l'auraient fait sans ces deux jours. Nous savons que les formations régulières hongroises de l'armée autrichienne firent généralement preuve de discipline et de zèle à Esslingen aussi bien qu'à Wagram. Le nombre et surtout l'attitude des déserteurs témoignent cependant du fait que les éléments les plus mécontents ou les plus conscients parmi les soldats paysans recrutés de force, étaient passés dans l'autre camp de leur propre gré, parce qu'ils cherchaient quelque chose de mieux. Dans les troupes françaises qui envahirent la Transdanubie, il y eut, selon les informations de Kazinczy « beaucoup de déserteurs hongrois », et ils étaient « pires que l'ennemi lui-même ». Ils semblent avoir nourri des ressentiments contre les propriétaires terriens ecclésiastiques en particulier. C'est encore Kazinczy qui note qu'ils avaient pris une attitude menaçante vis-à-vis de Lipót Somogyi, évêque de Szombathely, et que Pál Rosos, évêque de Veszprém avait succombé à une crise cardiaque le 17 juin 1809, au moment où des déserteurs hongrois forcèrent sa porte.<sup>215</sup> Les nouvelles étaient sans doute souvent exagérées et incontrôlables. Dans leur ensemble toutefois elles accusent une certaine tendance que l'on ne peut pas ne pas discerner. Les Français rançonnant l'abbaye et la commune de Zirc étaient conduits, selon Sándor Kisfaludy, par un hobereau de Gyórszemere, du nom de Matkovics, qui trouva d'ailleurs la mort au cours de l'opération.<sup>216</sup> Antal Hunkár, officier insurgé, blessé dans la bataille de Győr, tombé prisonnier des Français, fut mené à l'arrière du camp par un soldat hungaro-français qui s'y prit avec peu de ménagement, et qui, injurié par l'officier, lui répondit en le tutoyant et lui reprocha de servir « un méchant empereur ».<sup>217</sup> Enfin, le cheval-léger hungaro-français que Hohenegger rencontra à Győr, accueillit « avec froideur et sans montrer d'émotion » les paroles d'indignation du docteur en théologie.<sup>218</sup> Plus tard, lorsque les Français eurent quitté le pays, on disait à propos des régiments hongrois stationnant en Pologne que les soldats « passaient de plus en plus souvent du côté polonais ».<sup>219</sup> Sans vouloir exagérer son importance, il y a lieu de prendre aussi ce symptôme en considération, notamment en évaluant les réserves éventuelles des forces de la « troisième » variante. Le 29 mai 1809, Dessewffy savait déjà que Napoléon était en train de mettre sur pied « un régiment hongrois ».<sup>220</sup>

Dans les rangs des intellectuels on voit surgir des représentants encore plus conscients de la « troisième » variante, qui furent implacablement poursuivis par l'appareil du pouvoir féodal. Ainsi József Réz, oculiste de Székesfehérvár, qui en 1795 avait déjà été accusé de jacobinisme et enfermé dans la prison de Spielberg,<sup>221</sup> fut à nouveau dénoncé auprès du comitat de Fejér

par trois hobereaux de la région, avec lesquels, au cours d'une rencontre fortuite, il avait, pour son malheur, entamé une conversation sur la guerre française.

Au témoignage du procès-verbal dressé le 8 juin 1809 par le juge d'arrondissement,<sup>222</sup> les trois témoins affirment que Réz « commença immédiatement à dire qu'il espérait que le Français, cet excellent homme, viendrait et qu'il rendrait la justice chez nous ». Sur quoi un des nobles, Antal Pribék, l'appela « un méchant homme et un jacobin ». Réz l'enjoignit « de ne rien dire contre le Français », car c'était lui qui, s'il venait, sauverait le pays. Puis il se mit à « injurier Sa Majesté l'Empereur ». Pribék répondit en vouant Bonaparte à la damnation et déclara que de son côté, il était prêt à verser son sang pour le roi Habsbourg. Réz l'aurait alors averti de ne pas prendre position contre Napoléon, « car s'il arrive, il le récompensera, lui, Réz le sait, puisqu'il a des rapports avec les Français, qui, pour peu qu'ils arrivent, s'adresseront à lui, et lui, leur parlera en sorte que la ville de Fejérvár soit garantie des boulets de canon », par contre, il les enverra chez les riches « qui possèdent beaucoup de trésors ». Pribék défendit la constitution féodale, Réz par contre déclara que « le Français va anéantir la noblesse et leur offrir une autre constitution ».

Sous prétexte que Réz n'était pas noble, le *vicecomes* renvoya l'affaire au conseil municipal qui le fit arrêter et emprisonner, puis l'envoya avec une forte escorte à Buda, d'où sur la proposition de Német, *causarum regalium director*, (ennemi acharné dès 1795 des jacobins hongrois) le palatin ordonna que, eu égard à l'approche des Français, l'accusé attende son procès de lèse-majesté à Temesvár. Finalement Réz resta quand-même à Buda, mais il ne fut relâché qu'en 1812.

Malgré tout ce que les accusations avaient manifestement d'exagéré et de faux, l'affaire montre clairement que l'antagonisme entre les jacobins et la noblesse féodale, allait en s'aggravant à tous les niveaux, et aussi que seules les forces féodales disposaient de l'appareil de domination qui permettait de réduire un à un les adversaires au silence. L'effort supplémentaire que les jacobins hongrois attendaient des Français aurait été de les aider à ôter cet instrument de domination des mains des seigneurs féodaux. Cela montre bien la faiblesse relative des forces progressistes, mais ne constitue pas d'argument contre l'actualité des réformes. Un appareil de domination bien organisé peut être maintenu pendant longtemps, même à l'encontre des exigences du jour.

Les jacobins hongrois attendaient, la noblesse féodale craignait l'action de Napoléon, pour les mêmes raisons: tous croyaient découvrir en lui le promoteur de la révolution ou du moins des réformes sociales. Ce fut une erreur de

part et d'autre, car à cette époque-là Napoléon ne cherchait plus à propager la révolution, mais bien plutôt à la liquider, conformément aux intérêts de la bourgeoisie française. C'est ce qui détermina pour l'essentiel le caractère de la proclamation de 1809 et de toute son action en Hongrie.

Si malgré cela les Français avaient appuyé la « troisième » variante, ils se seraient sans doute attiré l'antipathie de la majorité de la noblesse. Mais même sans cela, cette antipathie existait. Il se peut aussi que la « troisième » variante, malgré tous ses espoirs enthousiastes, ne promettait pas de succès durable. Cependant n'importe quel succès aurait été plus que ce qu'offrait la « deuxième » variante. La poignée de main échangée entre les Français et les jacobins hongrois, tant espérée par ces derniers, aurait peut-être pu entrer dans les annales de l'histoire hongroise, à titre de tentative positive, éphémère sans doute, mais d'autant plus mémorable. Ainsi, la proclamation de Napoléon, tout comme l'idée de « l'indépendance de la noblesse », était condamnée à rester lettre morte, mais par le bruit inutile qu'elle avait fait, elle avait mis les deux parties intéressées dans une position somme toute ridicule. Un des deux protagonistes du drame, la noblesse hongroise, s'avéra, dans la réalité, nullement disposée à assumer le rôle qu'elle n'avait cessé de réclamer à grands cris et non sans fanfaronnade.<sup>223</sup> Quant à l'autre, il avait ébauché un geste qu'il voulut grandiose, mais qui finalement s'arrêta, hésitant, à mi-chemin.<sup>224</sup>

Il nous reste une dernière question à poser, à savoir si l'attitude négative de la noblesse hongroise joua ou non un rôle dans la résolution finale, dans les dispositions de la paix de 1809, qui permit de survivre à la monarchie des Habsbourg. Il est incontestable qu'elle n'y fut pas indifférente. Toute action hongroise aurait rendu la paix plus compliquée — il aurait fallu assurer dans un point spécial l'impunité aux participants — ou, dans le cas contraire, elle aurait facilité la liquidation de la monarchie. Mais les événements, ou plus exactement l'absence d'événements en Hongrie n'avaient qu'une portée très limitée, additionnelle. La noblesse, comme toujours, eut tendance, ensuite, à surestimer sa propre importance sur le plan international. C'est cette tradition qui fit écrire en 1848 à A. de Gérando que si Napoléon « eût restauré, aux jours de sa grandeur, le royaume de Pologne et le royaume de Hongrie, sa puissance était inébranlable ».<sup>225</sup> Mais l'absence de tout sens des proportions est particulièrement frappante chez cet historien qui, au début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'occasion du centenaire de 1809, développa, en glorifiant les traditions de la noblesse et de la dernière insurrection nobiliaire,<sup>226</sup> l'idée que c'était la noblesse qui avait fait échouer le projet de Napoléon relatif à la liquidation de la monarchie des Habsbourg; à l'en croire, Napoléon aurait « fondé le plan d'anéantir l'empire autrichien sur les Hongrois », sachant que

l'ensemble de la monarchie était soutenu par la Hongrie, et qu'il ne pouvait espérer consolider une nouvelle situation qu'à condition de se gagner les Hongrois pour alliés. Ainsi d'un geste hautain, notre auteur balaye tout ce que Mihály Horváth, Sayous et Wertheimer savaient des conditions de force de cette époque, de la situation militaire, des problèmes de l'équilibre des forces franco-autrichien et surtout de la décision de Napoléon de garder l'Autriche comme dernier allié possible. Cette complexité des facteurs internationaux est donc purement et simplement escamotée, tout comme la puissance de la Russie des tzars, il ne reste qu'une chose: la noblesse hongroise qui, grâce à son poids souverain décide du sort de l'Autriche et de Napoléon. Cet horizon international, cinq ans avant la Première Guerre mondiale n'aurait en effet rien de bon pour la classe dominante du pays que l'auteur représentait.

## CONCLUSIONS

L'action napoléonienne en Hongrie est en elle-même un épisode éphémère. Si elle offre néanmoins de l'intérêt pour les historiens, c'est parce que l'analyse de l'écho qu'elle rencontra, de la réaction qu'elle provoqua, permet, tel un radar appliqué au passé, de restituer avec plus d'exactitude et plus de fidélité, l'image des tendances politiques de la société hongroise de cette époque, et de corriger les lignes ébauchées. Tel était le but de notre étude dans laquelle nous nous sommes attachés à mettre en relief la tendance réformiste à côté de celle, prépondérante, du nationalisme féodal qui, dans ses traditions, survécut souvent jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

Dans les conditions données, cette prépondérance est parfaitement compréhensible et naturelle. Le géographe lui non plus, ne peut ni ne doit engager de discussion avec les faits naturels, l'altitude des montagnes, la pente des défilés ou les bancs de sable des océans. En revanche, il doit contester la justesse d'une carte qui, du fait d'une inexactitude traditionnelle ou par fierté locale, essaie de présenter les montagnes plus hautes, les routes plus praticables et la mer moins parsemée d'écueils qu'elles ne le sont en réalité. Le point de vue du nationalisme féodal, en tant que phénomène historique, est normal. Ce qui n'est absolument pas normal, c'est que l'historien, de force ou de gré, s'identifie même partiellement avec lui.

L'image que nous faisons aujourd'hui des tendances politiques du tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles relève, à beaucoup d'égards, du schéma qui sur le plan littéraire a été esquissé en 1938 par József Révai en tête de son étude sur Kölcsey.<sup>227</sup> Les vues de Révai, auteur et homme politique marxiste, jouèrent un rôle dominant en Hongrie au début des années 1950, dans l'interprétation de l'histoire et de l'évolution littéraire.

Selon ce schéma, « l'idée progressiste emprunta trois formes » à cette époque. La première était le complot « jacobin » de Martinovics, qui échoua, entreprise qui représentait une voie différente de celle « des larges masses de la nation ». La deuxième s'incarnait dans Gergely Berzeviczy, qui « voulait recourir aux Habsbourg pour attaquer le féodalisme hongrois » et à cette fin « abandonna les revendications de la nation ». Il crut pouvoir séparer le progrès bourgeois et le progrès économique du développement national,

erreur qui lui valut de se retrouver complètement isolé au sein de la nation. La troisième forme de la pensée progressiste s'incarnait en Kazinczy, « promoteur de la réforme de la langue et de la renaissance littéraire, seule voie qui s'avéra praticable ». En effet, « en face du radicalisme économique de Berzeviczy et du radicalisme politique de Martinovics, l'un et l'autre condamnés à rester isolés, les luttes pour la réforme de la langue et la renaissance littéraire étaient des mouvements de portée nationale . . . La réponse de la Hongrie à la Révolution française fut la réforme de la langue et la nouvelle littérature ».

Une analyse plus serrée des sources disponibles et une étude plus critique des phénomènes nous ont cependant amené à une conclusion un peu différente. Qu'on nous permette donc de renvoyer, modifiée, la formule — proposée aux historiens, mais qui, à notre avis, ne correspond pas à la réalité —, à ceux qui s'occupent des problèmes de la littérature.

A la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, on distingue en Hongrie deux tendances politiques principales. L'une qu'il y a lieu de marquer d'un trait plus épais est celle du nationalisme féodal qui convenait parfaitement à la majorité de la noblesse. A l'intérieur de cette tendance il existait bien une opposition entre le camp fidèle aux Habsbourg et celui qui entendait se détacher de l'Autriche, mais cette opposition, pour vive qu'elle semblait, n'avait en fin de compte qu'une importance réduite et son intensité variait avec la situation extérieure. Lorsque la menace antiféodale extérieure (et intérieure) semblait plus grande, la variante pro-Habsbourg du nationalisme féodal se renforçait, et à mesure que le danger s'éloignait, la variante oppositionnelle gagnait en ampleur. L'autre tendance politique et qui se trouvait dans une opposition réellement fondamentale et inconciliable avec la première, ne peut être esquissée que par une ligne fort mince. C'était la tendance que représentaient les « jacobins », les réformateurs éclairés, les pionniers de l'évolution bourgeoise, les forces antiféodales. Ici encore les variantes à l'intérieur du camp sont négligeables. Pour l'essentiel c'est cette ligne qu'avait représentée autour de 1794 Hajnóczy, qui élaborait le premier projet du programme de l'Etat national bourgeois, Batsányi, et enfin, Berzeviczy, qui en 1809, rédigeaient un deuxième programme. Un étroit sentier du progrès conduit des années 1790 jusqu'à l'ère des réformes qui précéda, à partir de 1830, la révolution de 1848.

La réponse de la Hongrie à la Révolution française n'était pas simplement et pas non plus en premier lieu la réforme de la langue et la nouvelle littérature, mais d'un côté cette petite force composée d'éléments progressistes engagés dans ce chemin étroit, et, de l'autre, l'action d'autodéfense que la majorité de la noblesse déploya contre la révolution, sous le signe du nationalisme féodal.

En ce qui concerne Berzeviczy, le seul théoricien réformiste hongrois qui ait, à cette époque, rédigé à lui seul deux programmes politiques progressistes anti-Habsbourg (en 1790 et en 1809), il nous semble difficile — ne serait-ce que du fait de ses programmes d'indépendance — d'admettre qu'il ait voulu recourir aux Habsbourg. L'accusation portée contre lui, selon laquelle il avait pris position contre les aspirations nationales dans l'intérêt notamment du progrès économique et de la réforme bourgeoise, émanait des représentants du nationalisme féodal, plus exactement de Kazinczy. Le programme de Berzeviczy, comme cela ressort clairement de la brève analyse que nous en avons donnée, était loin de se limiter à un « radicalisme économique ». Tout comme Hajnóczy autrefois, Berzeviczy à son tour militait pour un programme de réformes pondérées et réfléchies qui portaient à la fois sur les problèmes sociaux, politiques et culturels. Il n'y avait guère que le nationalisme féodal qui pût qualifier sa conception de « radicalisme » étroit, unilatéral et incompréhensif.

Si les « larges masses de la nation », plus exactement la majorité de la nation nobiliaire ne suivaient pas les réformateurs, ce n'était nullement parce que ceux-ci s'étaient engagés dans une direction erronée, excessive ou unilatérale du progrès, ou parce qu'ils avaient choisi une tactique inopportune, mais tout simplement parce qu'ils étaient des réformateurs, des « jacobins ». Si leurs initiatives étaient condamnées à rester isolées et si, en face d'elles, les luttes de la rénovation linguistique et littéraire purent devenir des « mouvements nationaux de portée générale », c'est parce que le nombre des réformateurs était relativement faible, celui des nobles féodaux en revanche très élevé, et que le mouvement linguistique et littéraire pouvait être organisé dans le cadre du nationalisme féodal. Si la voie de Kazinczy s'avéra plus praticable que celle de Batsányi et de ses compagnons antiféodaux, ce n'est pas parce qu'elle constituait une variante meilleure, plus juste, plus nationale et plus souple de la même idée du progrès, mais bien parce que Kazinczy avait embrassé le parti du nationalisme féodal, la conception de la majorité de la noblesse. Ce ne furent pas les « larges masses de la nation » qui se rallièrent à Kazinczy, c'est Kazinczy qui alla rejoindre la majorité nationaliste et féodale de la classe dominante. Cette classe dominante ne comptait à cette époque que fort peu de véritables réformateurs et d'autant plus de partisans du nationalisme féodal — ce qui n'est que trop naturel, étant donné la situation historique. Et il est aussi évident que les représentants du progrès étaient condamnés à l'isolement — sinon à pire — et que les nationalistes féodaux trouvèrent un vaste camp et un grand retentissement. Toutefois, le procédé, qui eut un si grand retentissement en ralliant le nationalisme féodal, n'était absolument pas le résultat d'une tactique plus habile

et n'incarnait pas une variante plus réussie de l'idée du progrès, mais bien au contraire, il signifiait le renoncement à cette idée et un rapprochement de l'autre tendance politique, dominante, de la noblesse.

Les tendances qui se manifestent dans l'histoire peuvent éventuellement être interprétées de plusieurs points de vue. Mais si nous entendons les interpréter du point de vue du progrès social, il faut d'abord préciser les critères du progrès dans les conditions historiques données. Et c'est ainsi qu'on ne peut pas simplement adopter tel ou tel argument d'une des parties intéressées, en l'occurrence les arguments des nationalistes féodaux vainqueurs, lesquels — une fois de plus en raison du développement social propre à la Hongrie — furent transmis successivement pour ainsi dire jusqu'à nos jours. Les réformateurs de jadis perdirent la partie. Après avoir été accusés, ils sombrèrent dans l'oubli. C'est à l'historien actuel qu'il incombe de mettre en relief le sens et la portée de leur tentative. C'est son devoir professionnel, même s'il ne peut leur accorder sa sympathie.

Les réformateurs et leurs initiatives échouèrent. Ils connurent la solitude et l'absence de tout retentissement. Au lieu de Batsányi ce fut son rival d'un talent plus souple et plus persévérant qui exerça une influence plus grande et plus durable sur la littérature hongroise. Au lieu de Hajnóczy ou de Berzeviczy dont les idées seront mises au jour, telles des trouvailles archéologiques, par la postérité, ce fut à Pál Felsőbüki Nagy que la nation paya un tribut d'admiration. Il y eut droit dès son époque, et pendant bien longtemps encore, jusqu'au moment où Kölcsey et ses compagnons, les nouveaux réformateurs, commencèrent pour la première fois à se douter — dès 1830 — que ce héros de la nation nobiliaire préconisait la voie du nationalisme féodal au service du gouvernement de Vienne, non sans logique et surtout non sans rétribution matérielle. De plus: lorsque, après 1830, à l'époque des réformes, la lutte pour la transformation sociale, pour la réalisation des rêves des réformateurs de jadis fut enfin engagée, il semble que les militants ne combattirent même pas sous le drapeau qui était tombé des mains de leurs prédécesseurs. Car les réformateurs de l'époque des Lumières, qui pour réaliser la transformation bourgeoise avaient emprunté la voie la plus droite et la plus courte, furent réduits au silence, et finirent par rester à l'écart de la voie principale, celle qui correspondait à la tendance plus forte. La voie principale fit en effet un grand détour par le nationalisme féodal qui vint s'intercaler, sous forme d'une période séparée, entre la réforme éclairée et la réforme libérale, avant l'ère des réformes annonciatrice de la transformation bourgeoise. Les projets de réformes éclairés du tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les plus progressistes et les plus évolués de l'époque, paraissent, ultérieurement, un peu différents, un peu désuets et simplistes — tout en étant libres

de tout élément nationaliste féodal de la classe nobiliaire. Cela s'explique en partie par un décalage de temps et par le fait qu'ils sont restés à l'état de projet. La monarchie des Habsbourg à l'époque de Joseph II pouvait paraître, aux yeux d'un Hajnóczy ou du jeune Mihály Fazekas, différente de ce qu'elle devait être plus tard, dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, sous François I<sup>er</sup>. Mais cette explication reste incomplète. Il faut y ajouter qu'entre la tentative éclairée et la tentative libérale est venu s'insérer le détour du nationalisme féodal. Dans les conditions données, les membres de la couche dirigeante favorable à la transformation bourgeoise devaient sortir en premier lieu des rangs de la noblesse productrice de marchandises et de ceux de ses intellectuels. Ce fut ainsi aussi bien à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, lors du premier essor des idées progressistes que plus tard, à l'époque des réformes libérales et en 1848. Mais Berzeviczy qui, avec ses quelques compagnons, représentait au point de vue social la même couche nobiliaire, avait quitté le camp de la noblesse féodale avant que celle-ci n'eût parcouru la phase du nationalisme féodal. C'est pourquoi il n'en porte pas la marque. La réalité était que les réformateurs éclairés à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles, nobles et roturiers (ces derniers relativement plus nombreux), tout en étant les pionniers de la transformation bourgeoise-nationale, n'en représentaient pas moins une variante plus modérée, plus faible, en même temps peut-être plus réaliste, du nationalisme que leurs adversaires qui, à la même époque, venaient d'entrer dans la phase du nationalisme féodal, — ce qui montre une fois de plus que la réforme sociale, bourgeoise et le nationalisme ne sont pas toujours des phénomènes nécessairement et mécaniquement interdépendants et se conditionnant réciproquement. Au seuil du XIX<sup>e</sup> siècle, les nobles d'esprit féodal se montraient beaucoup plus « nationaux » que les représentants des idées progressistes.

Berzeviczy, sans vouloir séparer d'emblée le progrès social et les aspirations nationales, n'en a pas moins été profondément influencé dans sa prise de position par le fait que ses adversaires ont effectivement opposé leur nationalisme à l'idée du progrès social qu'ils qualifiaient de dangereuse pour l'intérêt suprême de la nation nobiliaire des privilégiés. C'est là ce qui explique que Berzeviczy ait estimé que le nationalisme de Kazinczy était un nationalisme féodal et, à en juger par ses adversaires, un instrument d'autodéfense des féodaux. Dans les conditions de l'époque cette opinion n'était pas dépourvue de fondement. La réalité était toutefois plus complexe. Berzeviczy ne vit pas, ne reconnut pas que la réforme bourgeoise ne se réaliserait pas par la voie directe, droite qu'il s'était imaginée, allant à l'encontre du nationalisme féodal, mais par un détour à travers le nationalisme féodal, au prix d'une lente transformation intérieure de la noblesse. Dans la réalité, l'opposition

libérale de la noblesse moyenne, si elle avait pour l'essentiel retrouvé le sentier étroit de Hajnóczy et de Berzeviczy qu'elle allait progressivement élargir, avait néanmoins poussé dans le sol de la noblesse qui représentait le nationalisme féodal et à laquelle elle était attachée par de nombreux liens, des traditions vivantes et des rapports directs. On peut même ajouter que le nationalisme féodal, malgré ses efforts pour protéger et pour conserver l'état ancien, prépara dans une certaine mesure — précisément par « l'activation » de la conscience de la noblesse moyenne — la transformation future et l'avènement du nationalisme libéral. C'est ainsi que l'on comprend que de Ferenc Toldy à des auteurs plus récents, la littérature ait pu effacer les frontières séparant le nationalisme féodal et le nationalisme libéral, et qu'elle ait pu justifier le premier. Cela nous semble une erreur, d'autant plus que de cette manière-là on ternit l'éclat de ce que les membres de la noblesse libérale ont créé, et qui s'est incarné dans les faits positifs de l'ère des réformes et de 1848, toutes choses qui, vues dans une perspective historique d'ensemble, pèsent beaucoup plus lourd que leurs traits négatifs. Mais en même temps, on laisse aussi dans l'ombre les mérites des précurseurs éclairés qui étaient entrés en lice auparavant pour la bonne cause, sans avoir jamais connu le succès. Quelle ironie du sort ce serait que même la postérité militante pour le progrès essaie de justifier leur adversaire, le nationalisme féodal, en considérant ce dernier, à tort, comme un support du progrès.

La défaite des aspirations réformistes éclairées après 1795 provoqua de chaque côté une certaine déformation. Même chez le petit nombre de ceux qui n'ayant pas abandonné la cause du progrès furent évincés de la scène politique, et, comme Gergely Berzeviczy, essayèrent de trouver un champ d'activité sur le plan économique ou culturel par exemple. Toutefois, même dans ces limites, ce n'est qu'à propos de ces derniers que l'on peut parler d'un désir de progrès social, d'un programme élaboré et de luttes engagées dans l'intérêt de sa réalisation. La majorité de la noblesse en était à protéger la « nation » féodale, pour une génération de plus, contre les dangers du progrès social.<sup>228</sup>

Dans certains domaines, plus ou moins neutres politiquement, il est vrai, on remarque un progrès non négligeable même entre 1795 et 1830. Il suffit de rappeler la propagation des méthodes plus « rationnelles » dans l'agriculture, l'essor de la construction, de l'architecture de style classique, facilité par la conjoncture de guerre et par l'inflation, l'extension, aussi modeste soit-elle, de l'urbanisation et de certains traits « bourgeois » dans la vie quotidienne, ainsi que l'élargissement du public intéressé par la littérature et d'autres phénomènes culturels. La standardisation de la langue hongroise qui mérite, parmi ces derniers, une attention particulière, faisait partie, à

l'origine, du programme nobiliaire éclairé. Elle put cependant continuer et se réaliser avec succès, même à l'époque dominée par le nationalisme féodal, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré la défaite des tendances progressistes éclairées. C'est qu'elle répondait à certaines exigences sociales dans les rangs de la noblesse et des intellectuels, et qu'elle ne mettait pas en danger les privilèges féodaux. « Objectivement », pour ainsi dire, elle était concomitante au processus de transition du féodalisme au capitalisme. Mais le zèle de ses protagonistes, l'enthousiasme de Kazinczy et de ses compagnons pour la langue et la littérature nationales, ne peut être ramené à une intention d'éliminer le féodalisme ou d'accélérer les réformes sociales, bourgeoises, ni à un effort conscient de trouver une tactique praticable pour une tendance progressiste quelconque. Mieux on connaît cette époque et le creux de la vague politique qui sépare le mouvement « jacobin » et le mouvement libéral, plus il est évident qu'il faut envisager, entre 1795 et 1830, une dualité, une opposition entre deux tendances politiques de force très inégale: d'une part la tendance dominante et essentiellement rétrograde, le nationalisme féodal, et d'autre part, la tendance modeste, sous-jacente, antiféodale des esprits progressistes.<sup>229</sup>

Les répercussions politiques des événements révolutionnaires internationaux de 1830—31 révélèrent pourtant certains changements qui s'étaient produits dans les conditions sociales et politiques de la noblesse hongroise. Un mouvement libéral, réformiste commençait à s'organiser dans les rangs de l'opposition nobiliaire. Il y avait des nobles, en nombre croissant, qui se rendaient compte du fait qu'il était impossible et dangereux de persister dans l'ancien ordre économique et social du féodalisme. Ils essayaient de réconcilier les intérêts de la nation avec ceux du progrès social. Ils étaient de plus en plus prêts à suivre l'exemple des pays plus avancés, bourgeois, comme la France ou l'Angleterre. Ils commençaient donc à adopter, sous une forme nouvelle, les idées progressistes qui avaient été persécutées avec tant d'acharnement, au nom de la nation, par la génération de leurs pères. C'est ainsi que les aspirations progressistes qui avaient inévitablement succombé en 1795 ou en 1809, purent triompher en 1848.

## NOTES

<sup>1</sup> *E. Wertheimer*, I. Napóleon viszonya Magyarországhoz (Les rapports de Napoléon I<sup>er</sup> avec la Hongrie), Budapesti Szemle 1883, 161—179, et *id.*, Beziehungen Napoleons I. zu Ungarn. Leipzig, 1883, tirage à part, Ungarische Revue 1883. Les données de cet article sont reprises dans une monographie plus importante: Ausztria és Magyarország a XIX. század első évtizedében (L'Autriche et la Hongrie dans la première décennie du XIX<sup>e</sup> siècle). I—II. Budapest 1884—1892; en allemand: Geschichte Österreichs und Ungarns im ersten Jahrzehnt des XIX. Jahrhunderts. I—II. Leipzig 1884—1890.

<sup>2</sup> *L. Horánszky*, Napoléon et la Hongrie, Revue de Hongrie 1912, 168—181, 164—275.

<sup>3</sup> *AÉ* (= Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris), *CP* (= Correspondance politique), Autriche, vol. 298, p. 112.

<sup>4</sup> *AÉ*, *CP*, Autriche, vol. 361, p. 114.

<sup>5</sup> *Baron A.-A. Ernouf*, Maret, duc de Bassano, Paris 1884<sup>2</sup>, 161—172.

<sup>6</sup> *AÉ*, *CP*, Autriche, Supplément vol. 24, p. 561, *Id.*, Petit rapport sur l'état actuel de la Maison d'Autriche, dans lequel il est aussi question de la Hongrie et de la Transylvanie, *ibid.* p. 366. Comme le tournant qui poussa la noblesse à se rallier à la Cour de Vienne face à la France ne survint pas d'un seul coup, en ligne droite et partout au même rythme, on rencontre des opinions quelque peu divergentes quant à sa date exacte. Celui qui étudie les comitats de la région transtibiscine sera disposé à affirmer qu'en 1793—94 la résistance nobiliaire connut un certain renouveau. Par contre, les pourparlers de la Commission Commerciale à un niveau plus élevé montrent que les aspirations de la noblesse éclairée furent étouffées et évincées dès l'automne 1792. Quoi qu'il en soit, il semble clair que le motif initial du processus avait été fourni par la deuxième phase de la Révolution française et le déclenchement des guerres françaises en 1792.

<sup>7</sup> *J. J. Godechot*, La Grande Nation, l'expansion révolutionnaire de la France dans le monde, I, Paris 1956, 157.

<sup>8</sup> Le 11 nov. 1796. *AÉ*, *CP*, Autriche, Supplément, vol. 25, pp. 112—113. Dans son rapport du 23 novembre 1793, il écrit qu'il ne peut pas se rendre à Presbourg parce que l'accès de la ville est interdit aux étrangers pour la durée de la diète, *ibid.* 115.

<sup>9</sup> *L. Hóke*, Egy híres beszéd (Un discours célèbre), Hazánk VIII, 1891, 343—351.

<sup>10</sup> *AÉ*, *CP*, Autriche, vol. 365, pp. 217—261, 264—265. Le document a été publié dernièrement par *S. Vadász*, Francia tervezet magyar-lengyel felkelésre 1796-ból (Un projet français concernant une révolte hungaro-polonaise en 1796), Századok 1970, 70—74. L'arrière-plan polonais de la question aurait peut-être mérité une analyse plus serrée. On sait par ailleurs que parmi les soldats de l'armée autrichienne d'Italie qui, sur l'appel du général H. Dąbrowski, l'organisateur de la légion polonaise, passèrent au début de 1797 du côté français, il y avait aussi des Hongrois; cf. *W. Sobieski*, Histoire de Pologne, Paris 1934, 274.

<sup>11</sup> Entre autres Gergely Berzeviczy qui par ailleurs se trouva en 1796 également en Pologne et qui a fort bien pu contribuer à la formation de certaines opinions concernant la Hongrie.

<sup>12</sup> *AE*, CP, Autriche Supplément, vol. 25, le palatin Joseph écrivit le 16 février 1798 à François I<sup>er</sup> qu'il fallait avoir l'œil sur les soldats hongrois qui, rentrés de captivité « über Freyheit und Gleichheit viele unvorsichtige Reden führen ». *S. Domanovszky*, József nádor iratai (Documents du palatin Joseph) (par la suite: JN) I. 1792—1804, Budapest 1925, 200—201. Récemment, dans une lettre, M. György Nagyrevi Neppel (RFA) a bien voulu attirer mon attention sur le fait que Jacques Garnerin avait raconté ses expériences de Hongrie dans un livre paru à Paris en 1798.

<sup>13</sup> « Perversa ac pernicioso Neofrancorum principia. » Dans la publication contemporaine intitulée: Carmen anonomi seu Sermo publico-politico-criticus, metro elegiaco concinnatus. S. 1. 1799, 4<sup>o</sup>, 26 p. Pour les publications contemporaines voir: *A. Leval*, La Révolution française, Napoléon I<sup>er</sup> et la Hongrie. Essai de bibliographie, 1790—1820. Budapest 1921. *D. Kosáry*, Bevezetés a magyar történelem forrásaiba és irodalmába (Introduction aux sources et à la littérature de l'histoire de Hongrie), II. Budapest 1954. En revanche, le général comte János Fekete (1741—1803) grand admirateur de Voltaire célébrait Napoléon dans des poèmes anticléricaux de langue française restés à l'état de manuscrit (« Au premier consul », etc.); cf. *Gy. Morvay*, Galánthai gr. Fekete János. Budapest 1903, 174.

<sup>14</sup> *E. Lange*, Gr. Hadik Károly, 1756—1800, Hadtörténelmi Közlemények 1927, 556—560. — *É. Driault*, Napoléon et l'Europe. IV. Le Grand Empire. Paris 1924, 414. Selon cet auteur Napoléon « en pleine guerre contre l'Autriche, dès Marengo, . . . songeait à soulever la Hongrie ». Nos autres sources n'en savent rien.

<sup>15</sup> *M. Horváth*, Magyarország történelme (Histoire de Hongrie), VIII, Pest 1873<sup>2</sup>, 219.

<sup>16</sup> *Angyal*, D. Magyar politikai perek a XIX. század első éveiben. Szakaszok Magyarország újabb történetéből. (Procès politiques hongrois dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Chapitres de l'histoire moderne de la Hongrie), Budapest 1928.

<sup>17</sup> Considérations sur les levées en masse de la Hongrie. MD (= Mémoires et documents). Autriche, vol. 8, p. 314. Publié par *K. Kecskeméti*. Témoignages français sur la Hongrie à l'époque de Napoléon, 1802—1809, Bruxelles 1960, XL—XLII.

<sup>18</sup> On ne dispose d'aucune information sur ces réfugiés hongrois (politiques) à Paris, pour peu qu'il y en ait eu. On connaît cependant un Hongrois aventureux, Jean-Charles Besse (1765—1838) qui servait dans l'armée prussienne, puis, revenu à Vienne, partit en 1800, aidé peut-être par la police, pour Munich, où il réussit, sous le pseudonyme de Jean de Berony, à gagner la confiance du général français Decaën. Il lui présentait des rapports, dans lesquels il déclarait que le mécontentement augmentait en Hongrie et que lui-même était prêt à organiser une troupe de hussards hongrois aux côtés des Français. En 1803 cependant, il partit, avec Decaën, pour l'île Maurice. Cf. *S. Baumgarten*, Jean-Charles Besse, aventurier et philologue, Bologna 1963, et un compte rendu par *K. Benda*, Századok 1965, 1334—1335.

<sup>19</sup> La grande duchesse Alexandra Pavlovna, qui épousa le palatin Joseph en automne 1799, mourut le 16 mars 1801, c'est-à-dire au moment de la rédaction du rapport, si nous admettons que la date (Brumaire, an IX) soit exacte, elle n'était plus en vie. *S. Domanovszky*, József nádor élete (La vie du palatin Joseph) I/1. Budapest 1944, 231 et suiv.

<sup>20</sup> Les rapports de Lacuée (*AN* = Archives Nationales, Paris AF, IV. Cart. 1675, plaq. 1) furent utilisés, sous forme d'extraits, d'abord par *E. Wertheimer*, op. cit. (1883, 1884). Des références y relatives se trouvent chez *I. Kont*, Bibliographie française de la Hongrie, Paris 1913. Nous les avons dépouillés en 1948, d'une manière plus détaillée; cf. *D. Kosáry*, *Napoleon és Magyarország* (Napoléon et la Hongrie). Documents historiques inconnus concernant les rapports franco-hongrois. *Magyar Szemle* (Paris), 26 sept. 1948. Voir les commentaires de *Ch. Kecskeméti* à propos des rapports: Opinions françaises sur la Hongrie en 1802. *Mélanges*... Charles Braibant. Bruxelles 1959, 207—215. Les textes des rapports ont été publiés par *K. Kecskeméti*, op. cit. (1960). Dans ce qui suit, nous nous référons à cette publication utile, et, pour quelques détails qui n'y figurent pas, à nos propres notes plus anciennes. Je signalerai que dans ces dernières il est question de quelques documents qui ne se trouvent pas dans la publication de *Kecskeméti*, pas plus, comme je viens de l'apprendre actuellement, que dans les matériaux eux-mêmes; ainsi une lettre de Lacuée adressée après le 20 septembre 1802 à Bourienne, dans laquelle il dit que si Vienne voyait plus clair dans ses intérêts, elle tournerait son attention vers les provinces de l'Est (turques), car pour peu que l'empire turc vienne à s'effondrer, celles-ci « présentent de grands et nombreux dédommagements à son ambition déçue ». Dans l'étude présente nous n'avons pas pu nous occuper de cette lettre, pas plus que de deux autres documents datant de 1809 (*AN*, AF IV., Cart. 1677, Pla. 1, pp. 292, 319).

<sup>21</sup> Lettre de Lacuée à Champagny, Paris 28 Brumaire, an XI. *AE*, CP, Autriche, vol. 373, p. 61.

<sup>22</sup> Note sur l'insurrection hongroise. *K. Kecskeméti*, op. cit., 2—4.

<sup>23</sup> Ibid. 4—7.

<sup>24</sup> Ibid. 7—9.

<sup>25</sup> Note sur l'organisation et l'état intérieur de la monarchie autrichienne. *K. Kecskeméti*, op. cit., 9—33. Dans la lettre d'accompagnement du 16 septembre, Lacuée demande à Bourienne de lire le memorandum et « de la mettre sous les yeux du Premier Consul ».

<sup>26</sup> Lacuée sous-estime la proportion des nobles.

<sup>27</sup> Note sur la cour de Vienne et sur la situation actuelle de la Maison d'Autriche. *K. Kecskeméti*, op. cit., 37—44.

<sup>28</sup> Allusion à l'organisation des Jacobins hongrois dans laquelle Lacuée attribue, à tort, un rôle dirigeant au palatin, l'archiduc Alexandre Léopold.

<sup>29</sup> Les rapports de Lezay (*AN*, AF Cart. 1677, Pla. 1) ont également été utilisés pour la première fois par *E. Wertheimer*, op. cit. (1883, 1884); des extraits, non entièrement textuels, en ont été donnés par *R. Chélard*, *Napoléon et la Hongrie*. *Revue Britannique* 1897, VI, 5—23; les textes ont été publiés par les soins de *K. Kecskeméti*, op. cit. (1960). Ce dernier utilise déjà les fonds Roederer qui ne passèrent qu'en 1936 aux *AN*, et dans lesquels plusieurs lettres traitent des préparatifs du voyage de Lezay. Une partie des documents y relatifs a déjà été publiée au XIX<sup>e</sup> siècle: *Roederer*, Comte P. O., *Œuvres*... publiées par son fils le baron A. M. Roederer. III. Paris 1859 (468—470, au chapitre « Missions secrètes en Angleterre et en Hongrie »). Le biographe de Lezay, *E. Graf v. Westerholt*, auteur de *Lezay Marnesia, Sohn der Aufklärung und Präfekt Napoleons*, Meisenheim am Glau, 1958, ne connaissait pas les rapports relatifs à la Hongrie. Il traite surtout du rôle ultérieur de son héros, préfet dès 1806 de Coblenz, et préfet de Bas-Rhin de 1810 jusqu'à sa mort (1814).

<sup>30</sup> Instruction de Napoléon: *Roederer*, op. cit., III. 469. *K. Kecskeméti*, op. cit., 56—57.

<sup>31</sup> *K. Kecskeméti*, op. cit., 68—74.

<sup>32</sup> Lezay donne également le nom du comte György Festetich qui voulut affranchir ses serfs de Csáktornya. Une partie en accueillit l'idée avec méfiance et alla même porter plainte, tandis que l'autre partie s'est effectivement rachetée. *K. Kecskeméti*, op. cit., 139. Mais il a très bien pu entendre la nouvelle de la bouche de Ferenc Széchényi, beau-frère de Festetich. Toutefois, dans une des deux lettres qu'il écrivit à Ferenc Széchényi, il mentionne son projet de se rendre à Keszthely. Dans la première il lui demande un rendez-vous en se référant au baron László Orczy. *OL* (= Archives Nationales), Budapest, P 623, 27.

<sup>33</sup> Les deux textes se retrouvent chez *K. Kecskeméti*, op. cit., 75—79, 80—149.

<sup>34</sup> Les premiers morceaux les plus intéressants sont: Bonaparténak a frantzia respublika első konsulának élete. (Vie de Bonaparte, premier consul de la république française), Buda 1802, 8°, 107 p.; édition remaniée: 1804 — Poème de Mihály Tertina (professeur de Nagyvárad, poète de circonstance) écrit en mars 1803, à propos de la statue de Canova: Gloriosissimus pacis et religionis triumphus in Gallicanae Reipublicae primi consulis, Napoleonis Bonaparte pacifico simulacro, quod adnuto et decreto Pii VII. Pontifici maximi . . . Canova . . . Romae ex Pario marmore caedebat, poëtica adumbratus in Hungaria . . . Posenii 1803, 4°, 20 p. Tertina fit parvenir son poème aux Français, et publia séparément les lettres de remerciements de Champagny, ambassadeur de France à Vienne, et de Talleyrand: Epistolae quibus ob evulgatum suum in Napoleonis Bonaparte laudes carmen . . . Michael Tertina honorari meruit . . . s. l. 1804, 8°, 30 p. — Poème de Tádé Patonyi, professeur ecclésiastique d'Arad à l'occasion du sacre de Napoléon: Musa Pannonica augustissimi potentissimae Galliarum reipublicae imperatoris Bonaparte Napoleonis primi solemnem coronationem V. Idus Novembris A. R. S. 1804 Lutetiae Parisiorum peractam singulari cum affectu celebrat . . . Szegedini, 4°, 15 p.

<sup>35</sup> « Faire renaître les anciennes querelles de la Nation Hongroise avec le Souverain. » Quelques notions politiques sur l'état actuel de l'Europe. Messidor an XII. *AE, MD* (= Mémoires et documents), France, vol. 661. Dans un mémoire adressé en mars 1805 au gouvernement du tzar, M. de Vernèques, un émigrant français de Russie expliquait que Napoléon entendait renforcer l'avenir de son empire en Italie, « et ce n'est qu'en suite qu'il sera en position . . . d'agiter la Hongrie . . . et d'attacher les mécontents polonais avec plus de succès à ses côtés. » *Driault*, op. cit., II. 197.

<sup>36</sup> *K. Kecskeméti*, op. cit., 33—36.

<sup>37</sup> *AE, CP*, Autriche, Supplément, vol. 27, pp. 43648/y.

<sup>38</sup> 28 Messidor, an 13. *AE, CP*, Autriche, vol. 27, p. 49.

<sup>39</sup> Vienne, le 28 nov. 1805. *P. Bertrand*, Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon, 1800—1809, Paris 1889<sup>2</sup>, 200.

<sup>40</sup> *AE, CP*, Autriche, vol. 377, pp. 439—442. Un rapport allemand anonyme, classé dans les matériaux de 1806, mais datant probablement de 1805, de la plume d'un Bava-rois qui, en partant de Munich se rendit à Kassa à travers Vienne et Pest, et en revint au milieu de septembre, parle des préparatifs de guerre, des maux financiers et de l'at-mosphère déprimante en affirmant qu'il peut y avoir « une désintégration totale » contre laquelle les Hongrois eux-mêmes n'auraient pas « trop » d'objections. *AE, CP*, Autriche, Supplément, vol. 28, p. 26.

<sup>41</sup> Le 3 octobre 1807 Farkas Cserey écrit une lettre désespérée à Kazinczy, dans laquelle il relate qu'il régnait en Transylvanie un « état d'épouvantable sauvagerie » et « des conditions désolantes d'abandon », selon lui, par la faute du mauvais gouverne-

ment. Et il ajoute (tout en étant partisan du régime féodal) : « Une âme napoléonienne pourrait rendre ma patrie telle que je la souhaite. » *J. Váczy, Kazinczy Ferenc levelezése* (= *KL.*, Correspondance de Ferenc Kazinczy), VI, Budapest 1894, 175.

<sup>42</sup> Correspondance de Napoléon. XI. 99, 186, 348.

<sup>43</sup> *J. Gyalóky, A magyar nemes insurrectio 1805-ben* (L'insurrection de la noblesse hongroise en 1805), *Hadtörténelmi Közlemények* 1925, 254—310. *S. Domanovszky, József nádor élete* I/1, Budapest 1944, 398—424.

<sup>44</sup> Mémoires du général Marbot. I. Paris 1892, 224—230.

<sup>45</sup> Sur le rôle du palatin et les conditions politiques et militaires de l'époque, voir : *S. Domanovszky, József nádor teljhatalmú kormányzása 1805-ben* (Le gouvernement muni de pleins pouvoirs du palatin Joseph en 1805), *Budapesti Szemle* 1930, vol. 217, 64—93, 208—238; *id.*, *József nádor élete* I/1, Budapest 1944, 420—435 et *JN iratai* (Documents du palatin Joseph) II. Budapest 1929.

<sup>46</sup> *JN iratai*, II. 192—193. L'instruction précédente (du 7 nov.) du palatin à Pálffy : *ibid.* II. 178—179. *M. Horváth, Magyarország történelme* VIII. Pest 1873<sup>2</sup>, 283, se trompe en affirmant que le palatin lui-même n'a rien écrit de cette « indifférence », autrement dit, neutralité. Les recherches de Domanovszky ont tiré au clair l'affaire Pálffy à propos de laquelle *Wertheimer*, *op. cit.*, I. 409 affirmait encore qu'elle était « enveloppée d'un brouillard épais ».

<sup>47</sup> Voir la lettre contemporaine citée par *Wertheimer*, *op. cit.*, I. 410.

<sup>48</sup> *JN iratai*, II. 198—199.

<sup>49</sup> *Ibid.* II. 193. *CF.* Campagne de la Grande Armée et de l'Armée d'Italie en l'an XIV. Paris 1806, 262—267. Correspondance de Napoléon, XI. 419. La littérature française a opté pour la forme « Davout » et non « Davoust ». A l'instar de Domanovszky, nous nous en tenons à l'ancienne graphie, Davoust, parce que, dans ses écrits de l'époque, le maréchal signait son nom sous cette forme.

<sup>50</sup> En faisant suivre la première réponse de Pálffy, Davoust écrit le 17 novembre 1805 à Napoléon : « la population de Presbourg refuse de prendre les armes, cette atmosphère semble être générale en Hongrie » *Mazade*, *op. cit.*, I. 183—184.

<sup>51</sup> *JN iratai*, II. 200.

<sup>52</sup> *JN iratai*, II. 194—195.

<sup>53</sup> *Mazade*, *op. cit.*, I. 184.

<sup>54</sup> *JN iratai*, II. 224—225.

<sup>55</sup> *Mazade*, *op. cit.*, I. 189; *JN iratai*, II. 196.

<sup>56</sup> Son texte (Département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchényi, Fol. Hung. 663) est publié par *L. Horánszky*, *op. cit.* (1907), 180—181. Il attribue la traduction à József Márton, en invoquant quelques lettres plus tardives de Kazinczy qui prétendait que Márton, cédant à la contrainte des Français, avait immédiatement informé la Cour de cette affaire et ce faisant avait aidé à en empêcher la propagation. Ce mérite lui aurait valu sa nomination à l'Université de Vienne. *KL* VII. 475, XII. 255. Le texte de la proclamation de Davoust et de la correspondance publiée se retrouve aussi dans le recueil intitulé *Analecta Historica* de György Gyurikovits : Département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchényi. Fol. Lat. 3809, I. ff. 202—205.

<sup>57</sup> *JN iratai* II. 1929, 196.

<sup>58</sup> *Mindennapi, Horvát István pest-budai naplója* (Journal d'István Horvát de Pest-Buda), 1805—1809. Budapest 1967, 233.

<sup>59</sup> *D. Dümmerth, Horvát István ifjúsága. Egyetemi élet Pesten a napóleoni időkben* (La jeunesse d'István Horvát. Vie universitaire à Pest à l'époque de Napoléon). Buda-

pest 1962, tirage à part. Az Egyetemi Könyvtár Évkönyve, I. 194. János Ferenczy (ami de Horvát) exprimait une opinion très semblable sur la proclamation de Davoust (Dép. des manuscrits de la Bibl. Nat. Széchényi, Quart. Hung. 463), cf.: *Wertheimer*, op. cit., I. 416—417. A propos du retentissement « légal » contemporain des événements de la guerre dans la presse censurée de Pest, voir *M. Busa*, A Vereinigte Ofner und Pester Zeitung röplapsorozat melléklete Napoleon 1805. évi háborújáról (Le supplément de la série de feuilles volantes Vereinigte Ofner und Pester Zeitung sur la guerre de 1805 de Napoléon), Magyar Könyvszemle 1960, 37—39.

<sup>60</sup> *Wertheimer*, op. cit., I. 421. *Domanovszky*, József nádor élete. I/1, Budapest 1944, 443—444. JN iratai, II. 356.

<sup>61</sup> *Wertheimer*, op. cit., I. 419.

<sup>62</sup> *AÉ, CP*, Autriche, Supplément, vol. 27, p. 250.

<sup>63</sup> *L. Horánszky*, János Bacsányi, Budapest 1907, 181.

<sup>64</sup> *E. Driault*, op. cit., II. 278. Quelques auteurs hongrois supposent également que Napoléon conçut ce projet dès 1805 et que déjà à cette époque il destinait le trône hongrois à Miklós Esterházy. *L. Horánszky*, op. cit. (1912), 173. *I. R. Kiss*, Az utolsó nemesi felkelés (La dernière insurrection de la noblesse), I, Budapest 1909, 83.

<sup>65</sup> *Bertrand*, op. cit., 156—165. Cf. *P. H. Olden*, Napoleon und Talleyrand, die französische Politik während des Feldzugs von 1805, Tübingen 1927. Sur la paix de Pozsony voir *R. Oer*, Der Friede von Pressburg. Ein Beitrag zur Diplomatiegeschichte des napoleonischen Zeitalters, Münster 1965.

<sup>66</sup> *Bertrand*, op. cit., 209—212.

<sup>67</sup> *S. Domanovszky*, Francia emisszáriusok Magyarországon 1806-ban (Émissaires français en Hongrie en 1806), A Bécsi Magyar Történeti Intézet Évkönyve, II. Budapest 1932, 220—258; JN iratai, II. 618—621. Cf.: *A. D. Tolédano*, Napoléon et la Hongrie, Nouvelle Revue de Hongrie 1938, 40—41.

<sup>68</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 378, 379.

<sup>69</sup> *AÉ, MD* France, vol. 662, f. 22.

<sup>70</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 380, p. 85. Les autres rapports d'Andréossy de la diète de 1807: *ibid.* 124—130, 132, 143, 150, 160.

<sup>71</sup> *AN, AF*, IV. 1676; *K. Kecskeméti*, op. cit., 149—153.

<sup>72</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 380, p. 167.

<sup>73</sup> *Ibid.* 171.

<sup>74</sup> *Ibid.* 180. Les autres rapports d'Andréossy de la diète: *ibid.*, 181, 201, 226, 273, 291.

<sup>75</sup> *AÉ, MD*, France, vol. 662, p. 167.

<sup>76</sup> *Ibid.* 208.

<sup>77</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 381, p. 220. Cf. *Driault*, op. cit., III, 341—342. On ne sait si, à ce moment précis, au seuil de la diète, ce n'était pas, pour des raisons politiques entre autres, que le 23 août 1808 Champagny enjoignit Andréossy à Vienne, de s'occuper d'accueillir deux ingénieurs des mines français, Héron de Villéfosse et M. Bonnard, arrivant de Silésie en Hongrie. *AÉ, CP*, Autriche, vol. 381, p. 341. Rapports d'Andréossy de la diète de 1808: le 31 août (p. 363), le 9 sept. (p. 390), le 13 sept. avec des détails du couronnement de la reine (p. 394—398), le 22 sept. (p. 416).

<sup>78</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 381, p. 432. D'autres détails de la diète: le 8 et le 21 octobre 1808 cf. (*ibid.* 434, 484).

<sup>79</sup> *L. Horánszky*, op. cit. (1912), 178. *I. R. Kiss*, op. cit., I. 13 affirme, avec beaucoup de naïveté, que le tournant a été provoqué par les paroles aimables du palatin Joseph.

<sup>80</sup> *M. Horváth*, op. cit., VIII<sup>e</sup>, 337 et suiv.

<sup>81</sup> *Ibid.* 349.

<sup>82</sup> *Lanfrey*, Histoire de Napoléon, IV.

<sup>83</sup> *KL VI.* 1894, 480.

<sup>84</sup> *Ibid.* 495—496. *E. Sayous*, op. cit. (1872), 198—202 interprétait l'exemple espagnol en affirmant que la noblesse hongroise était scandalisée que la dynastie des Bourbons ait été renversée par un « révolutionnaire ». Par la suite toutefois, une autre explication a peu à peu prévalu dans la littérature. Selon *H. Marczali*, Magyarország története III. Károlytól a bécsi congressusig, 1711—1815 (Histoire de Hongrie de Charles III au congrès de Vienne, 1711—1815), Budapest 1898 (A Magyar Nemzet Története, éd. par *S. Szilágyi*, VIII), 583: « l'ancien Napoléon, le fils de la révolution aurait peut-être été reçu, comme un libérateur, à bras ouverts: le tyran fut considéré par les Hongrois comme l'ennemi naturel ». Nos données toutefois sont loin de suggérer que le fils de la révolution aurait été accueilli à bras ouverts par la noblesse. *S. Domanovszky*, József nádor élete I/2, Budapest 1944, 245, également sous le coup d'une tradition erronée, écrit que la noblesse « à cette époque déjà » (en 1809) voyait en Napoléon « l'ennemi le plus dangereux des aspirations et de l'indépendance nationale ». « Ceux qui auparavant, sur la base des anciens principes cosmopolites, s'étaient tournés pleins d'espoir vers lui, avaient en partie disparus, ou — les aspirations nationales s'étant renforcées — s'étaient en partie détournés de lui. » Cette constatation ne tient pas compte des nouveaux espoirs des jacobins restants et elle montre de plus que son auteur ne voit pas clairement le nationalisme féodal.

<sup>85</sup> C'est ce qui inspira, au printemps 1809, la traduction hongroise du livre de *Pedro Cevallos*, ministre des affaires étrangères d'Espagne, intitulé: Histoire authentique des événements espagnols, mise au point, sur mandat du palatin, par *Ferenc Verseghy*; selon la préface, Napoléon, « l'infâme tyran » éblouit les hommes par ses promesses frauduleuses, c'est ce qu'il fit aussi avec les Espagnols. *Verseghy*, l'ancien jacobin, était devenu un des hommes favorisés du palatin, et un militant du nationalisme féodal. En 1809 il écrivit un jeu lyrique: la « Fidélité hongroise ».

<sup>86</sup> *A. Robert*, L'idée nationale autrichienne et les guerres de Napoléon, Paris 1933.

<sup>87</sup> *M. Horváth*, op. cit. VIII<sup>e</sup>, 355—356.

<sup>88</sup> József Dessewffy le communiqua le 1<sup>er</sup> mars 1809 à Kazinczy avec les nouvelles reçues de Vienne. Kazinczy, à son tour, l'écrivit le 10 mars 1809 à Farkas Cserey. *KL VI.* 1896, 259, 289.

<sup>89</sup> *AE, CP*, Autriche, vol. 382, p. 117. Le précédent rapport de Dodun (le 6 mars) souligne l'esprit de sacrifice des aristocrates hongrois dans la guerre: « Déjà les plus grands seigneurs, les Esterházy, les Pálffy, les Erdődy, les Batthyány et Charles, François et Etienne Zichy, ont offert de monter et d'équiper à leurs frais une 6<sup>e</sup> division de hussards. » La famille royale était venue se réfugier en Hongrie, à Eger; cf. *M. Szmrecsányi*, A királyi család és a szent korona egri menedékhelye 1809-ben, (Le lieu de refuge de la famille royale et de la sainte couronne à Eger en 1809) Budapesti Szemle vol. 217, 1930, 25—55; d'autres rapports: le 18 mars (*ibid.* vol. 383, p. 140), le 27 mars (p. 183), le 4 avril (p. 257), le 4 mai (vol. 383, p. 24, 27); il y est dit que les seigneurs hongrois évacuèrent leurs maisons de Vienne et quittèrent la ville. Le rapport de G. v. Dübens, chargé d'affaire de Suède à Vienne, daté du 15 février 1809, reflète de façon intéressante les opinions recueillies à la Cour de Vienne. Selon lui la Hongrie n'a toujours pas satisfait à ses promesses faites à la diète précédente. « Il est

triste à dire, mais c'est dans la personne du Palatin où gît la plus grande opposition. Si l'Empereur ne constitue un terrible exemple dans sa famille, ce dont il a été déjà question, il y a trois ans, mais à quoi ce prince répugne trop, il risque de trouver un ennemi dans la Hongrie, au lieu des puissans secours qu'il avait le droit d'en attendre ». Une fois de plus on voit surgir l'idée que c'est maintenant que va se décider le sort de la monarchie: « On ne se dissimule pas que la crise qui va se développer probablement dans fort peu de tems, décidera de l'existence ou de la destruction de la monarchie autrichienne, mais on ne désespère nullement de se tirer avec avantage de cette grande lutte ». Riksarkivet, Stockholm. Germanica B:I. Kejsaren.

<sup>90</sup> *Mazade*, op. cit., II. 1885, 441.

<sup>91</sup> J. Desseffy à Kazinczy. *KL VII*. Cf. *L. Villat*, La Révolution et l'Empire, II, Paris 1912, 175.

<sup>92</sup> *A. De Gérando*, De l'esprit public en Hongrie depuis la Révolution française, Paris 1848, 135.

<sup>93</sup> *A. Gieysztor—S. Kieniewicz*, History of Poland. Warszawa 1968, 411. Dans le chapitre XIV écrit par *S. Kieniewicz*: The Napoleonic Era 1795—1815 (399—426). Selon les mémoires de Bourienne (VII. 269) « l'Empereur était dans la plus grande incertitude sur ce qu'il voulait faire de la Pologne . . . Il ne prit aucune décision d'avance, selon l'habitude qu'il avait de se soumettre aux événements pour avoir mieux l'air de leur commander. » — Pour les nouvelles de Hongrie: *L. Szádeczky*, Egykorú magyar tudósítások Napoleon hadjáratai felől, 1799—1813 (Comptes rendus hongrois contemporains des campagnes de Napoléon, 1799—1815), *Hadtörténelmi Közlemények* 1899, 684—694.

<sup>94</sup> A côté de *Kieniewicz*, op. cit., voir *M. Handelsman*, Napoléon et la Pologne 1806—1807, Paris 1909. Pour les projets est-européens fondés sur la Russie de Czartoryski, voir: *H. Schraeder*, Die dritte Koalition und die Heilige Allianz, Königsberg-Berlin 1934, Osteuropäische Forschungen, N. F. Bd. 16.

<sup>95</sup> *A. F. Villemain*, Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature, I, Paris 1854, 165—166.

<sup>96</sup> *M. Handelsman*, Napoléon és Lengyelország (Napoléon et la Pologne), *Történelmi Szemle* 1913, 396—414; *H. Grynwaser*, Le Code Napoléon dans le Duché de Varsovie, *Revue des Études Napoléoniennes* 1917, 129—170; *L. Villat*, La Révolution et l'Empire II, Paris 1942 (Clio), 123—124; *R. Fugier*, La Révolution française et l'Empire napoléonien, Paris 1954 (Histoire des relations internationales IV); *B. Grochulski*, Sur la structure économique du Duché de Varsovie, 1807—1813, *Annales historiques de la Révolution Française* 1964, 349—363; *W. Sobociński*, Le Duché de Varsovie et le Grand Empire, 1807—1813, *ibid.* 365—372; *J. Jedlicki*, Bilan social du Duché de Varsovie, *Acta Poloniae Historica* 1966, 93—103; *W. Sobociński*, Quelques observations sur le bilan social de la Pologne en 1815: questions juridiques et sociales, *ibid.* 105—116.

<sup>97</sup> *KL VI*. 1894. 128.

<sup>98</sup> *Ibid.* 507—508.

<sup>99</sup> *AN, AF IV*. 1677, Pla. q. 1 IV, ff. 250—262. Publié par *K. Kecskeméti*, op. cit., 154—172.

<sup>100</sup> *É. H. Balázs*, Berzeviczy Gergely a reformpolitikus, 1763—1795 (Gergely Berzeviczy, théoricien des réformes, 1763—1795), Budapest 1967. Dans la littérature plus ancienne signalons l'ouvrage de *J. Gaal*, Berzeviczy Gergely élete és művei (Vie et œuvres de Gergely Berzeviczy), Budapest 1902, avec une introduction détaillée, mais vieillie et une partie des œuvres en traduction hongroise.

<sup>101</sup> (Gergely Berzeviczy), Ueber den ungarischen Landtag vom Jahre 1802. Magazin für Geschichte, Statistik und Staatsrecht der Österreichischen Monarchie (Göttingen), 1806, I. 69—145.

<sup>102</sup> Voir plus loin la note 130. Charles de Gimberat, dans un écrit adressé le 4 mai 1809 à Napoléon, évoque son voyage de 1805 dans les Carpates où l'espèce humaine vit courbée « sous le joug du féodalisme ». *AÉ, CP*, Autriche, vol. 383, p. 29. Selon l'information de Mme H. Balázs, Gimberat avait rencontré Berzeviczy personnellement en 1805 et par conséquent ses vues sont fondées, du moins en partie, sur les informations de ce dernier.

<sup>103</sup> Archives de la famille Berzeviczy, branche de Kakaslomnic (*OL*, P. 53); voir *H. Marczali*, Berzeviczy Gergely államiratai (Les écrits d'intérêt politique de G. Berzeviczy), Budapesti Szemle 1907, vol. 132, 41—54, où ils sont communiqués sous forme d'extraits; le même auteur donne une traduction hongroise du projet de constitution que Berzeviczy a dédié à Napoléon: Berzeviczy Gergely magyar alkotmánytervezete Napoleonnak ajánlva. Budapesti Szemle 1933. Plus récemment *É. H. Balázs*, Notes sur l'histoire du bonapartisme en Hongrie, Nouvelles Études Hongroises, vol. 4—5, 1969—1970, 186—207, a donné une analyse judicieuse du projet de constitution de Berzeviczy, ainsi que de deux autres écrits du même auteur: un projet de lettre adressé à Napoléon en français sur les griefs des protestants hongrois sous « l'ancienne » dynastie (le projet de lettre est conçu dans l'espoir d'un changement futur), également du début de 1809, et un résumé en latin, écrit un peu plus tôt, de l'histoire de la révolution et des guerres françaises (Revolutionis et belli populi Gallici brevis conspectus). Dans ce dernier, Berzeviczy reconnaît la grande importance historique de la Révolution française et applaudit à la liquidation du féodalisme; ses vues sont plus proches de celles des Girondins que de celles des Jacobins (on constate déjà ici la sympathie qu'il a pour Napoléon), cependant, dans les conditions de la Hongrie de l'époque cette prise de position est sans doute différente — plus progressiste — de celle des Girondins au sein de la Révolution. A ce propos, il y a lieu de souligner que lorsque nous parlons de « jacobinisme » en Hongrie, comme le faisaient aussi les contemporains, il ne s'agit pas d'un jacobinisme de type français. En Pologne comme en Hongrie la notion indique que dans les milieux de la noblesse et dans ceux des intellectuels rattachés à la noblesse et qui allaient parfois bien plus loin que celle-ci, sans pour autant représenter une force indépendante, surgirent des tendances qui, à la différence des objectifs des Ordres éclairés, visaient à la liquidation du féodalisme par la voie des réformes ou de la révolution. La majeure partie du mouvement des jacobins hongrois se constituait de réformateurs. Le développement n'atteignit jamais le niveau qui permit aux différends de se cristalliser à l'intérieur du programme antiféodal.

<sup>104</sup> Le rôle de la noblesse productrice de marchandises et des intellectuels a été cerné et interprété plus clairement qu'auparavant par *É. H. Balázs*, op. cit. (1967), 7—12, ainsi que *id.*, A reformkori nacionalizmus XVIII. századi gyökerei (Les racines du nationalisme de l'ère des réformes au XVIII<sup>e</sup> siècle), Történelmi Szemle 1960, 319—322.

<sup>105</sup> *Villemain*, op. cit., 118.

<sup>106</sup> *Ernouf*, op. cit., 253. Selon un journal français anonyme, Napoléon a déclaré le 14 mai 1809, au lendemain de la prise de Vienne, que la Hongrie devait devenir indépendante et que les Hongrois, s'ils le désiraient, éliraient un roi qui assure leur indépendance et leur constitution; cité par *Wertheimer*, op. cit., II. 438. Le N° 9 du Bulletin anticipe sur le résultat escompté, en écrivant, le 19 mai 1809, qu'« en Hongrie il n'y toujours pas

d'insurrection (nobiliaire). Sans armes, sans selles, sans argent et éprouvant peu de sympathie pour la maison d'Autriche, cette nation semble avoir refusé toute espèce d'aide ». *AE, CP*, Autriche, vol. 383, p. 53.

<sup>107</sup> Correspondance de Napoléon, XIX.

<sup>108</sup> *AE, CP*, Autriche, vol. 384, pp. 351, 368, 371; cf. *Driault*, op. cit., III. 465. Selon *M. Horváth*, op. cit., VIII<sup>2</sup>, 387, le projet de Napoléon était de se partager avec la Russie la monarchie des Habsbourg démembrée, de faire démissionner François I<sup>er</sup> et de mettre à sa place, à la tête d'une Autriche plus petite, l'archiduc Ferdinand, de séparer la Bohême et la Hongrie et de placer cette dernière, en tant que royaume indépendant sous la protection de la France.

<sup>109</sup> *Ernouf*, op. cit., 237.

<sup>110</sup> Le fac-similé de la traduction française, allemande, hongroise de la proclamation est communiqué par *H. Marczali*, Magyarország történelme III. Károlytól a bécsi kongresszusig, 1711—1815, Budapest 1898, ainsi que par *E. Sayous*, op. cit. (1900), 488. Le texte français a été inséré par *A. De Gerando* dans son ouvrage cité, p. 132—134. Le texte hongrois a été publié plusieurs fois: *B. Váli*, Napoleon 1809-i proclamatiója a magyarokhoz (La proclamation adressée en 1809 par Napoléon aux Hongrois), *Hazánk* VI. 1886, 474. *G. Schuy*, Bacsányi János és I. Napoleon 1809. proclamatiója a magyarokhoz (János Bacsányi et la proclamation adressée en 1809 par Napoléon I<sup>er</sup> aux Hongrois), Budapest 1914, 8—10; le même cite une version française-latine-hongroise de la bibliothèque de l'abbaye de Zirc.

<sup>111</sup> Ouvrages plus récents: Batsányi János összes művei (Œuvres complètes de János Batsányi). Sous la dir. de *D. Keresztury—A. Tarnai*. I. Budapest 1953; *A. Tarnai*, Batsányi János. A magyar irodalom története (Histoire de la littérature hongroise), III, Budapest 1965, 148 et suiv. Les ouvrages antérieurs et la littérature relative aux questions de détails, sont cités plus loin.

<sup>112</sup> Dans le récit de sa captivité à Kufstein, Maret raconte bien qu'ils avaient des contacts avec des prisonniers hongrois qui, par des coups frappés au mur, leur communiquaient les nouvelles de Hongrie, mais il n'indique pas de nom. *Ernouf*, op. cit., 186.

<sup>113</sup> Selon sa déposition de 1816, Batsányi fit en 1809 une visite d'adieu à Maret. A cette occasion il lui avoua qu'il avait peur de la vengeance à cause des nouvelles propagées à propos de la proclamation. Maret l'écouta avec stupéfaction, puis déclara qu'au besoin il pouvait compter sur son assistance en France, et plus tard il lui offrit, par l'intermédiaire de son chef de cabinet, un poste dans l'Illyrie française que Batsányi refusa. *L. Horánszky*, op. cit. (1907), 414—415.

<sup>114</sup> *L. Horánszky*, op. cit. (1907). *É. M. Nemes*, Batsányi Párizsban. Találkozás Gabriellával, 1810—1811 (Batsányi à Paris. Rencontre avec Gabrielle, 1810—1811), Budapest 1942, *Minerva-könyvtár* 153; *M. Pál*, Bacsányi Párizsban (Batsányi à Paris), Budapest 1943, *Minerva-könyvtár* 154.

<sup>115</sup> *E. Zsindely*, Batsányi János párizsi levelei Johann Georg Müllerhez (Lettres parisiennes de János Batsányi à Johann Georg Müller), Irodalomtörténeti Közlemények 1964, 65—81, 216—229, et tirage à part. Budapest 1964 (8 lettres de la bibliothèque de Schaffhausen), Voir *É. Zsindely*, Bacsányi János és Johannes von Müller (János Batsányi et Johannes von Müller), Budapest 1941.

<sup>116</sup> Le titre complet de l'ouvrage est *Der Kampf. Ein lyrisches Gedicht, Nebst einem Anhang über das Feodalwesen und das neue Europäische Staatensystem oder die republikanisch konstitutionelle Monarchie*. Deutschland 1810. Retrouvé par *E. Zsindely*, *Egy értékes hungarica: Batsányi János 1810-es, mostanáig lappangó műve a schaff-*

hauseni Városi Könyvtárban (Un document hongrois précieux: une œuvre écrite en 1810 par János Batsányi retrouvée dans la Bibliothèque Municipale de Schaffhausen), Magyar Könyvszemle 1964, 62—65. Publié par lui avec le texte allemand et hongrois dans le t. IV<sup>e</sup> des œuvres complètes de János Batsányi (dir. par D. Keresztury—A. Tarnai), Budapest 1967. Cf. A. Tarnai, Batsányi der Kampfja (Le « Der Kampf » de Batsányi). Irodalomtudományi Közlemények 1967, 265—274.

<sup>117</sup> Constaté judicieusement déjà par F. Szinnyei: Bacsányi János, Budapest 1904, 103—104, lorsque, après la parution de la correspondance de Kazinczy, l'opinion de F. Bayer dut être revue (Bacsányi János, Sopron 1878, 209). En effet, Bayer prétendait que Kazinczy ne s'était prononcé à propos de Batsányi que dans ses notes confidentielles ajoutées au texte d'Antal Szirmay (voir plus loin, note 127), notes qu'il ne voulait pas rendre publiques et qui ne furent publiées qu'après sa mort, par G. Kazinczy, Bacsányi János, Új Magyar Museum 1851—52, VII, 442. C'est là qu'on lit un détail qui ne figure même pas dans les accusations autrichiennes, notamment que, après avoir traduit la proclamation, Batsányi « fit le tour des cafés et partout il se répandait en injures contre l'empereur ». Mais même plus tard, on rencontre des exemples bizarres, quoique non sans intérêt au point de vue méthodologique, illustrant les conclusions erronées auxquelles conduisent les inexactitudes accumulées dans l'emploi des sources: G. Schuy, op. cit. (1914), 3, a prétendu que les nouvelles concernant le rôle de Batsányi « ont été singulièrement corroborées par le récit de Sándor Újfalvi, selon qui Bacsányi lui-même aurait raconté qu'il avait lu en souriant le brouillon de la fameuse proclamation et en avait recommandé une nouvelle version en disant: « il faut parler ux Hongrois dans leur propre langue ». Cette jolie histoire, si convaincante en apparence, est tirée de la dissertation d'Á. Sasvári, I. Napoléon kiáltványa a magyarokhoz (La proclamation de Napoléon I<sup>er</sup> aux Hongrois), Budapest 1878 (14), où elle figure sous une forme légèrement différente: il y est question de Sándor Újfalvi et il y est dit que Batsányi ne prononça cette phrase que bien plus tard, en 1819, une décennie après les paroles de Kazinczy. La première source citée est la communication anecdotique de M. K. Papp, Történeti adatok az 1809-iki hadjáratához (Données historiques relatives à la campagne de 1809) dans le calendrier populaire rédigé par lui: A « Magyar Polgár » nagy naptára. II, Kolozsvár 1870, 72—80. Papp y décrit de mémoire quelques cas qui lui ont été racontés autrefois par Sándor Újfalvy, entre autres l'anecdote en question, mais ici la phrase n'est pas attribuée à Batsányi. Par ailleurs, elle contient des détails peu authentiques, tels que par exemple le fait que Napoléon lui-même aurait emmené Batsányi à Paris. Et on y lit une autre histoire plus plausible, encore qu'inexacte, selon laquelle Újfalvi aurait rendu visite en 1819 à Batsányi à Olmütz (!?), lequel sans sourire, accablé et souffrant l'avertit en lui rappelant son propre exemple: « tu es jeune, tu dois être plus prudent ». Comme Újfalvi servit de 1814 à 1820 à la chancellerie hongroise à Vienne, la visite en elle-même est à la rigueur imaginable (non pas à Olmütz bien entendu, mais à Linz), quoique dans ses mémoires on ne trouve nulle trace de cet épisode intéressant. Cf. F. Gyulai, Mezőkövesdi Újfalvy Sándor emlékiratai (Mémoires de Sándor Újfalvy de Mezőkövesd), Kolozsvár 1941. Mais si l'on admet son authenticité, il témoigne de quelque chose d'entièrement différent de ce que le dernier auteur a cru pouvoir prouver. Le cas, nous le répétons, présente un intérêt méthodologique.

<sup>118</sup> Kazinczy à János Kis, le 19 juillet 1807. KL VI. 1894, 94—96.

<sup>119</sup> Kazinczy à Károly György Rummy, le 29 oct. 1809. KL VII. 1896. 37.

<sup>120</sup> Kazinczy à Sámuel Pápay, le 13 nov. 1809. KL VII. 1896. 73.

<sup>121</sup> István Horvát à Kazinczy, le 26 janv. 1810. KL VII. 1896. 243.

<sup>122</sup> E. Wertheimer, Adalékok a « Magyar Kurír » történetéhez (Contributions à l'histoire du « Magyar Kurír »), Századok 1897, 14—25. Il en ressort que Decsy avait commencé par appeler Napoléon « un grand héros » et avait déclaré que même le peuple espagnol se réjouissait de l'abolition des privilèges haïs et des réformes dans les couvents. Puis, au seuil de la guerre il chercha en vain à changer de ton en qualifiant Napoléon de « lion furieux ».

<sup>123</sup> Sur l'enquête: L. Horánszky, op. cit. (1907), 263—267; sur le mandat d'arrêt: ibid. 273, G. Schuy, op. cit., 53. Le rapport de Haager daté du 13 novembre 1809 à Buda dans l'affaire du Nobilis Hungarus (avec un exemplaire du tract): OL, N 22, 66a. C'est ici que nous rappelons qu'auparavant la Cour avait chargé József Márton de la traduction du Manifestum, autrement dit: le manifeste de la Cour autrichienne avant la guerre, Vienne 1809.

<sup>124</sup>—KL VII. 1896, 283.

<sup>125</sup> Kazinczy à Farkas Cserey, le 26 février 1810. KL VII. 1896, 292. Dans sa réponse Cserey, se fondant sur l'information de Kazinczy, nomme Batsányi un « homme infâme ». KL VII. 1896, 367.

<sup>126</sup> Voici les principales lettres y relatives de Kazinczy avec les différentes versions de l'affaire Batsányi: à Dániel Berzsenyi, le 16 mars 1810. KL VII. 311; à Gábor Döbren-tei, le 10 mars 1810. KL VII. 315 « il a couru à Paris en laissant sa vieille femme à Vienne »; à Károly György Rumy, le 22 mars 1810. KL VII. 321; à Sámuel Zabolai Kis, le 28 mars 1810. KL XXII. 250. La version la plus connue et la plus pondérée se trouve dans la lettre du 20 avril adressée au comte József Dessewffy: « lorsqu'en 1809 l'ennemi demanda à la municipalité de Vienne un traducteur hongrois... et que celle-ci indiqua Decsy, ce dernier, prétextant une maladie, proposa Márton », qui, à son tour « s'excusa en disant qu'il n'était pas seulement un sujet, mais en même temps un fidèle et un protégé de la Cour. Maret s'adressa à Bacsányi qui en 1795 avait été son voisin de cellule à Kufstein. Bacsányi se montra prêt à faire le travail, écrivit même quelque chose sous le titre *Hungarus ad Hungaros*, puis, lorsque la paix fut conclue, il quitta sa femme sans laisser de nouvelle pour se rendre à Paris ». KL VII. 443. Les informations concernant Decsy et Márton sont exactes. Kazinczy se réfère à leurs lettres tant dans sa réponse à István Horvát (le 12 mars 1810), que, plus amplement, dans une lettre non datée adressée à József Szentgyörgyi que celui-ci reçut le 8 mai 1810 (KL VII. 305, KL VII. 443). Examinés de plus près, ces textes nous donnent l'impression que Decsy parlait surtout des affaires de Pánczél et de Márton, et Márton à son tour de l'intrigue montée contre lui par Decsy et du départ de Batsányi pour Paris. Et c'est Kazinczy qui ajoute à propos de la proclamation: « Tu sauras que c'est Batsányi qui l'a traduite ». Ici non plus Kazinczy ne se réfère pas à Horvát, il ne parle que de Márton et de Decsy, bien que, par ailleurs, il n'ait que des paroles de blâme au sujet de Márton « il ignore la langue hongroise », ou « son caractère moral ne vaut pas cher ». KL VII. 475. En réalité, Márton était un homme plein de mérite, son dictionnaire latin-allemand-hongrois est resté parmi les meilleurs jusqu'à ce jour.

<sup>127</sup> C'est ce que montre la prise de position de Kazinczy à propos du manuscrit « Jacobinorum Hungaricorum Historia » d'Antal Szirmay. Szirmay l'opportuniste, « d'un caractère irrésolu », qui, soupçonné d'être « jacobiniste » avait été injustement renvoyé en 1798, affichait en 1809, à l'époque de la polarisation, un grand conservatisme « loyal » qui ne devait pas rester sans résultat, puisque l'année même il bénéficia d'une donation royale. C'est dans cet esprit qu'il commença en cette année 1809 à écrire l'histoire des Jacobins hongrois qu'il envoya « amicalement » à l'ex-jacobin

Kazinczy, sans doute pour témoigner de l'identité de leurs vues. Cependant là il faisait fausse route, surtout étant donné l'époque (1810) qu'il avait choisie. Une fois les inquiétudes suscitées par la crise apaisées, Kazinczy est indigné par l'exposé superficiel et inexact des faits et en particulier par « l'ultra »-loyalisme de l'auteur qui renchérit fortement sur le point de vue du nationalisme nobiliaire. Il y ajoute une série de notes rectificatives qui, toutefois, se limitent à des questions de fait et n'abordent pas les problèmes politiques de principe. On y retrouve d'ailleurs les accusations portées contre Batsányi; nouvelle édition: *K. Benda*, *A magyar jakobinusok iratai* (Documents des jacobins hongrois), III, Budapest 1952, 14—15, 354—423. Cela s'explique en partie, en effet, comme dit Benda, par la peur qu'infligeait la prison à Kazinczy. Néanmoins, la peur en elle-même est loin de tout expliquer. *K. Pais*, *A két Kisfaludy Sándor* (Les deux Sándor Kisfaludy), Cegléd 1937, a raison de signaler que Kazinczy et Sándor Kisfaludy représentaient tous deux, malgré leur différend littéraire, le féodalisme nobiliaire: « leurs convictions politiques sont à tous les points de vue identiques, ils sont essentiellement des propriétaires terriens qui tiennent à leur noblesse ». — Selon *L. Mátrai*, *Gondolat és szabadság* (Pensée et liberté), Budapest 1961, 236, Kazinczy se rappelait plus tard avec des frissons son audace d'autrefois et le mouvement jacobin: « il n'est ni étonnant, ni d'ailleurs admirable, qu'après sa captivité il consacra surtout sa vie à la réforme de la langue hongroise et à la propagation des idées allemandes moins dangereuses ». A l'encontre de notre opinion *L. Csetri*, *A magyar nyelvújítás kora* (Irodalomtörténeti közlemények, 1974, 260, est d'avis que Kazinczy soutenait une lutte « sur deux fronts ». Contre les deux tendances politiques au nom d'une troisième? En réalité, c'était essentiellement le nationalisme féodal de la noblesse que Kazinczy représentait à cette époque, mais, bien entendu, à un niveau plus élevé.

<sup>128</sup> *V. Julow*, *Fazekas Mihály*, Budapest 1955, 35, 127. Le poème de Fazekas, écrit au début de 1802, et selon lequel le « malfaiteur du monde qui baigne dans le sang des peuples » aimerait en vain être chanté par Homère, cet honneur n'est dû qu'aux « amis sublimes » de l'humanité, a été publié par *R. Tóth*, *Fazekas Mihály* (Irodalomtörténeti közlemények, 1897, 25) avec le commentaire suivant: « écrit à l'époque où, malgré la brillante proposition que lui fit Napoléon, Jean François Ducis, le vieux poète royaliste, ne consentit pas à chanter ses hauts faits ». La nouvelle édition: *V. Julow—L. Kéry*, *Fazekas Mihály összes versei* (Œuvres complètes de Mihály Fazekas), I, Budapest 1955, 48, 226, fait remarquer que cette explication « n'est pas tout à fait admissible », car à cette époque Ducis était encore républicain et comme tel, hostile à Napoléon. Il est évident que si Fazekas blâmait Napoléon, ce n'était pas en tant que partisan du féodalisme nobiliaire, mais au contraire, du progrès qui réprouve les guerres sanglantes.

<sup>129</sup> *G. v. Berzeviczy*, *Ansichten des asiatisch-europäischen Welthandels nach dem jetzigen Zeitbedürfniss betrachtet*, Pest 1808. Pour la traduction hongroise voir *J. Gaal*, op. cit., II, 255—300. Les lettres de Kazinczy relatives à cet ouvrage: à Rummy, le 12 janvier 1809: KL. VI, 1896, 180—181; à Dessewffy, le 21 janvier 1809: KL. VI, 193. Que le point de vue critiqué par Kazinczy ne se retrouve en réalité nulle part chez Berzeviczy a été déjà démontré par *B. Grünwald*, *A régi Magyarország* (L'ancienne Hongrie), Budapest 1910<sup>3</sup>, 301. *Zs. P. Pach*, *Egy évszázados történésvitáról* (Sur un débat séculaire d'historiens), *Századok* 1972, 856, constate également qu'il est « difficile de découvrir » dans le texte de Berzeviczy, les vues incriminées par Kazinczy.

<sup>130</sup> *G. Berzeviczy*, De conditione et indole rusticorum in Hungaria. S. d., 4°, 70 p. En traduction hongroise: *J. Gaal* op. cit., II. 109—182. Le livre parut en 1806 selon *János Váczy*, KL VI. 1896, ainsi que selon *Zs. P. Pach*, op. cit., 874; en 1809 selon *G. Petrik*, Magyar könyvészet (Bibliographie hongroise), I, Budapest 1888, 255, et aussi selon la Bibliographia Oeconomica Hungariae II. Budapest 1938, no. 1970. Les matériaux cités à propos de la discussion: paroles d'abord élogieuses de *Kazinczy* dans une lettre à *Rumy*, le 30 janvier 1809: KL VI. 1896, 203—204; son indignation, le 2 février 1809: KL VI. 209—211. *Kazinczy* à *Berzeviczy*, le 5 février 1809: KL XII. 1927 (publiée par *I. Harsányi*), 239—244. *Kazinczy* à *Berzsenyi*, le 14 février 1809: KL VI. 226—227. Réponse de *Berzsenyi* le 2 mars: KL VI. 293—294. Sur la critique de *Kazinczy* voir: KL VII. 71. Le texte de la critique parut plus tard: *Freymüthige Berichtigungen* . . .; *Hormayr*, Archiv, le 22 janvier 1817; *id.*, Ungarische Miscellen I. 1817, 52—65. Identification des textes: *D. Huszti*, *Kazinczy és Berzeviczy vitája a jobbágykérdésről* (La discussion de *Kazinczy* et de *Berzeviczy* sur la question des serfs), *Katolikus Szemle* 1938, 335—446 et tirage à part. — On peut ajouter que le point de vue de *Kazinczy* dans la question des serfs (en particulier dans celle de la justice seigneuriale) fut considéré comme excessif et erroné même par son ami le comte *József Dessewffy* qui à l'intérieur des cadres du nationalisme féodal semble avoir conservé quelque chose des traditions réformistes de la noblesse éclairée des années 1790. Il n'a pas hésité à écrire, d'abord à *Berzeviczy*, puis à *Kazinczy*, que « en ce qui concerne la nationalité » (quoad nationalitatem) il abondait dans le sens de ce dernier, en revanche pour ce qui était de la question de la justice seigneuriale (quoad sedes dominales), il se rangeait à l'avis du premier. KL VI. 331—332. Il est également intéressant de noter que c'est en 1809, à l'époque de la crise et de l'angoisse, que le ton de *Kazinczy* est le plus violent. Dès que cette phase est terminée, le ton qu'il prend vis-à-vis de *Berzeviczy* devient plus calme et plus poli. Dans une lettre hongroise écrite le 23 juillet 1810, il lui expose ses aperçus sur un ton amical et en le tutoyant, mais il maintient bien entendu l'essentiel de ses vues. Ainsi par exemple que la première tâche n'était pas d'exploiter les trésors de la nature, mais « de perfectionner la langue nationale », et que « là où la quête de l'or risque de porter préjudice au nationalisme », c'est ce dernier qu'il faut défendre. *Kazinczy* souligne cette fois-ci qu'« à l'exception du nationalisme qui est mon idole et qui pour Toi ne compte absolument pas », ils étaient d'accord sur bien des points. Ici, *Kazinczy* approuve même, en principe, que *Berzeviczy* plaide en faveur de la « misera plebs », en pratique toutefois, il persiste dans son opinion: *Berzeviczy* avait été injuste, il avait écrit dans un état d'âme surchauffé (!), or « lorsqu'il faut accuser quelqu'un » (en l'occurrence la noblesse), il faut aussi examiner « s'il est réellement responsable ». KL XXII. 1927, 254—258. Sur la littérature relative à la question: *Kosáry*, op. cit., II. 452; *Kazinczy* ne voit pas qu'il n'y a pas « de mouvement national sans la liberté des paysans ». Quant à *Berzeviczy* « ses yeux sont attachés au progrès bourgeois, mais il ne voit pas que c'est finalement le mouvement national qui y conduira » (à savoir le mouvement national de la noblesse).

<sup>131</sup> *Kazinczy* à *István Sárközy*, le 12 déc. 1809. KL VII. 1896, 143. Le 29 octobre 1809 il communique à *Rumy* la nouvelle reçue de Vienne selon laquelle *Masséna* serait destiné à devenir grand-duc d'Autriche et *Beauharnais* roi de Hongrie. KL VII. 1896, 37. Mais auparavant déjà, pendant l'été de l'année précédente, il avait appris par une source qu'il marque lui-même d'un point d'interrogation (lettre d'un étudiant hongrois de Heidelberg) que *Napoléon* « projetait de démembrer la Monarchie Autrichienne », l'Autriche resterait à *François I<sup>er</sup>*, la Bohême passerait dans les mains de l'archiduc

Charles et la Hongrie dans celles du palatin. KL VI. 1896, 22. Kazinczy à Wesselényi: KL VI. 1896, 378; Kazinczy à János Kis, le novembre 1809. KL VII. 1897. 55—56. Réponse de János Kis (Sopron le 27 décembre 1809): « il faut reconnaître que chez nous l'ennemi était fort clément ». Ils ont réclamé beaucoup de choses, il y avait parmi eux quelques hommes grossiers, mais en général « ils nous ont traités de façon très humaine ». KL VII. 1896, 178—179. Berzsényi lui aussi, écrit le 25 novembre 1809 à Kazinczy, que dans le comitat de Vas les soldats du général Colbert ont naturellement réquisitionné quand ils en avaient besoin, mais en observant une très grande discipline. Berzsényi Dániel összes művei (Œuvres complètes de Dániel Berzsényi), Budapest 1968, 370—371. Cf. *E. Cs(atskai)*, Egy somfalvi parasztság feljegyzései az 1809-es francia megszállásról (Notes d'un fermier de Somfalva sur l'occupation française de 1809), Soproni Szemle 1962, 362.

<sup>132</sup> Kazinczy à Farkas Cserey, le 13 nov. 1809. KL VII. 1896, 75.

<sup>133</sup> Kazinczy à Károly György Rummy, le 8 déc. 1809. KL VII. 1896, 137 « einmal ist das nicht erlaubt, nicht moralisch . . . »

<sup>134</sup> Kazinczy écrit ces mots le 16 mai 1813 au cours d'une discussion amicale qu'il poursuit avec József Dessewffy sur la politique française, au moment de la crise succédant à la défaite de Napoléon en Russie. Il s'inquiète notamment du sort de l'Europe dans le cas où Napoléon oublierait la « mesure ». Dessewffy, par contre, ne souhaite pas la victoire des Français « non pas par aristocratie: le régime en France est sans aucun doute meilleur que chez nous, et « au point de vue de notre liberté imaginée » il serait aussi mieux, si nous l'échangions contre « un bon gouvernement », mais parce que « la politique étrangère de la France est pure violence », pas du tout meilleure, au contraire « plus écrasante » que « le despotisme anglais sur les mers ». En même temps, Dessewffy paye un tribut d'admiration à l'art militaire des Russes. Cf. *A. Csengery*, Egy pár vonás gr. Dessewffy József és Kazinczy Ferenc jellemzéséhez. Történeti tanulmányok és jellemrajzok (Quelques traits du portrait du comte József Dessewffy et de celui de Ferenc Kazinczy. Études et portraits historiques), II, Budapest 1884, 353—394. Les documents et la correspondance de Dessewffy (à l'exception de sa correspondance avec Kazinczy) ne sont toujours pas entièrement dépouillés et pourtant on y trouverait un grand nombre de données intéressantes et nécessaires à la compréhension de l'époque. Les opinions hongroises sur Napoléon, telles qu'elles se reflètent dans KL ont été recueillies par *M. Tichy*, A francia forradalom hatása szellemi életünkre Kazinczy Ferenc levelezése alapján (L'influence de la Révolution française sur notre vie intellectuelle d'après la correspondance de Ferenc Kazinczy), Budapest 1911, 42—49. Groupées selon les sujets, détachées du contexte historique, ces opinions finissent toutefois par constituer une image légèrement faussée. L'évolution de l'opinion générale de la noblesse après 1809 est marquée par de petits épisodes; ainsi par exemple Gábor János, magistrat du Tribunal civil envoie du vin de Tokay à Napoléon, en tant que gendre de François I<sup>er</sup>, cf. *Magyar ajándék Napóleonnak* (Un cadeau hongrois à Napoléon), *Hazánk* IV, 1885, 797. Sur les changements dans le retentissement littéraire voir: *O. Elek*, Napoléon dans la littérature hongroise, *Revue des Études Napoléoniennes* 1932.

<sup>135</sup> *F. Toldy*, A magyar költészet kézikönyve (Manuel de la poésie hongroise), I, Pest 1855, 598. Le même auteur n'hésite pas à attribuer la proclamation à Batsányi (Discours sur la littérature, I. 210).

<sup>136</sup> *M. Horváth*, op. cit., VIII<sup>e</sup>, 369.

<sup>137</sup> *E. Sayous*, Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de 1790 à 1815, Paris 1872; *id.*, Histoire générale des Hongrois, Paris 1900<sup>2</sup>, 488—489. Batsányi a été

également indiqué comme auteur par *Á. Sasvári*, I. Napoléon kiáltványa a magyarokhoz (La proclamation de Napoléon I<sup>er</sup> aux Hongrois), Budapest 1878; *J. Bérczy*, Bacsányi, Kaposvár 1886; *K. Széchy*, Magyar költő idegen földön (Un poète hongrois à l'étranger), Erdélyi Museum Egyesület Kiadványai, VI, 1889.

<sup>138</sup> *F. Bayer*, Bacsányi János, Sopron 1878, 210, 211, 217—219. Il fait remarquer à juste titre que le départ de Batsányi pour Paris ne constitue pas en lui-même une preuve convaincante: « l'homme du peuple » ne voulait pas rester au service de la nouvelle tyrannie à Vienne: 225.

<sup>139</sup> *E. Wertheimer*, op. cit., (1883)

<sup>140</sup> *E. Wertheimer*, op. cit., (1897)

<sup>141</sup> *F. Szinnyei*, Bacsányi János, Irodalomtörténeti Közlemények 1898, 58; *id.*, Bacsányi János, Magyar Tört. Életrajzok, Budapest 1904, 111—112. Sur ses traces *H. Marczali*, op. cit. (1898), 383, attribue la traduction à József Márton.

<sup>142</sup> *L. Horánszky*, Bacsányi János és kora (János Bacsányi et son époque), Budapest 1907.

<sup>143</sup> *Ibid.* 386—388.

<sup>144</sup> *Ibid.* 336—337.

<sup>145</sup> *Ibid.* 396—397.

<sup>146</sup> *Ibid.* 441.

<sup>147</sup> Voir sur la question *L. Horánszky*, op. cit., 441, avec des données offertes par les archives de Vienne. Selon la déposition que József Márton fit en 1816, le texte hongrois de la correspondance Metternich-Champagny publiée par les Français sous forme de tract aurait été mis au point par un employé du comte Tódor Batthyány qui obtint plus tard un poste dans l'Illyrie française (*ibid.* 389); Antal Kreil déposa en 1816 qu'il avait entendu autrefois de la bouche de Batsányi que le texte *latin* de la proclamation avait été rédigé par un avocat hongrois qui travailla ensuite dans l'Illyrie française (*ibid.* 391). Les deux données semblent renvoyer à Kermelics. *G. Schuy*, op. cit., attribue à Kermelics la rédaction du *Nobilis Hungarus*.

<sup>148</sup> Ainsi *R. Gálos* dans le compte rendu du livre de Horánszky, Századok 1908, 561, et *A. Bellaagh*, dans l'esquisse écrite à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Batsányi: Napoleon kiáltványa a magyarokhoz (La proclamation de Napoléon aux Hongrois), Irodalomtörténet 1913, 368—373; *R. Vári*, Bacsányi János válogatott költeményei (Choix de poèmes de János Bacsányi), Magyar Könyvtár n<sup>o</sup> 285—286, 14, déclare que Batsányi, en corrigeant la traduction de Márton, agit directement « sur l'ordre du gouvernement autrichien ». *M. Lengyel*, Bacsányi János válogatott költeményei (Choix de poèmes de János Bacsányi), Magyar Könyvtár n<sup>o</sup>, 543, vol. 3., affirme qu'il est « innocent » et qu'il s'agit de « calomnies ».

<sup>149</sup> *D. Angyal*, Budapesti Szemle 1908, vol. 134, 144—151.

<sup>150</sup> *G. Schuy*, Bacsányi János és I. Napoleon 1809. proclamatiója a magyarokhoz (János Bacsányi et la proclamation de Napoléon I<sup>er</sup> aux Hongrois en 1809), Budapest 1914.

<sup>151</sup> *M. Horváth*, op. cit., VIII<sup>e</sup> et *E. Sayous*, op. cit. (1900), sont d'accord pour considérer ce point comme singulier. Au début de 1810, O'Donnel, président de la chambre, déclara à Madame Batsányi (qui à son tour l'écrivit à son mari) que la proclamation « comprend des idées . . . sur Rákos et des choses du même genre dont les Français ne pouvaient rien savoir ». *L. Horánszky*, op. cit. (1907), 284. *I. R. Kiss*, Az utolsó nemesi felkelés (La dernière insurrection nobiliaire), I, Budapest 1909, 86—89, communique une autre version hongroise de la proclamation qui aurait été remise par Napoléon à

Ignác Bezerédy, son hôte à Győr qui, à son tour, la transmet au lycée de Győr. Cette version est datée du 13 mai 1809, elle contient Rákos etc., mais non l'idée d'acheter les ministres avec l'argent anglais c'est-à-dire l'argument le plus caractéristique de Napoléon.

<sup>152</sup> Une trace incontrôlable et non étayée par d'autres preuves est l'information fournie par l'auteur anonyme de „Ki fordította magyarra I. Napoleon proclamatióját?” (Qui a traduit en hongrois la proclamation de Napoléon I<sup>er</sup>?), Magyar Salon 1898, 1085—1087; en effet, tout en se référant à de « vieilles notes et à des journaux de famille », celle-ci attribue un rôle dans la traduction de la proclamation à un certain Mihály Falussy, gentilhomme du comitat de Szatmár. A l'en croire, Falussy qui avait été recommandé au général Davis (!) par un professeur de français de Vienne, avait parlé à Napoléon en personne, qui l'avait félicité de la traduction contrôlée par des experts. La scène aurait été notée par une connaissance de Falussy, qui avait lui-même accompagné ce dernier à Schönbrunn: « Le parc de Schönbrunn est actuellement fermé aux étrangers, seuls les soldats et les officiers blessés sont autorisés à s'y promener. Aussi n'ai-je accompagné Michel que jusqu'à la porte. Lui-même reçut un sauf-conduit pour se rendre à travers les gardes jusque devant l'Empereur. » *S. Baumgarten*, op. cit. (1963), suppose — sans preuves — que la déclaration a été traduite et même écrite par Jean-Charles Besse, dont on ne sait même pas, si, à cette époque, il était à Vienne, ou à l'île Maurice.

<sup>153</sup> *Gy. Király*, Irodalomtörténeti Közlemények 1915, 125.

<sup>154</sup> *Á. Sasvári*, op. cit., 15.

<sup>155</sup> Le tirage est indiqué par Degen, directeur de l'imprimerie d'Etat, dans sa déposition de 1816. *L. Horánszky*, op. cit. (1907), 390.

<sup>156</sup> *L. Horánszky*, op. cit. (1907), 380.

<sup>157</sup> Les documents de l'affaire Tóth: lettre de François I<sup>er</sup> au palatin, le 28 mai 1809; le palatin à Haager, le 28 mai; *id.* à Németh, *causarum regalium director* le 28 mai; deux rapports de Haager au palatin, le 30 mai, avec, en annexe, la première déposition de Tóth, le 26 mai; le palatin à Németh le 31 mai; déposition détaillée de Tóth, le 17 juillet. Tous ces documents: Archivum palatinale secretum archiducis Josephi. Politiam et internam regni Hungariae securitatem spectantia (*OL*, N 22, 66 cs.), *Á. Sasvári*, op. cit., 17—19. *E. Wertheimer*, op. cit. (1883), les ont utilisés pour exposer brièvement le cas. Parmi les documents du palatin on trouve cependant aussi les documents du procès de lèse-majesté intenté à Tóth et, en annexe, les lettres saisies.

<sup>158</sup> Le nom du général est « Saring » ou « Zsári » dans les documents. Parmi les soldats hongrois, seul János Rékasi, de Szeged, est nommé.

<sup>159</sup> György Kállay est, selon le rapport (du 30 mai 1809) de Haager, sous-directeur de la police, un des principaux personnages de l'affaire, il aurait été « ein Theilnehmer an der Redaction des Reglements für die hungarische Insurrection » que Haager connaissait personnellement. Nous n'avons cependant pas trouvé de trace de ce nom qui semble être un pseudonyme. Selon *Á. Sasvári*, op. cit., 18, il dissimulerait Batsányi. Tout ce que l'on peut affirmer avec plus ou moins de certitude, c'est que les lettres et la liste ont dû être mises au point par un Hongrois.

<sup>160</sup> Le 6 juillet 1809 Kazinczy relate l'affaire à Dessewffy, comme s'étant passée « avec un certain Nagy », mais dans sa réponse Dessewffy rectifie l'erreur. KL VI. 439, 449.

<sup>161</sup> *S. Kardos*, B. Wesselényi Miklós élete és munkái (La vie et les œuvres du baron Miklós Wesselényi), I, Budapest 1905, 52—56. C'est ici qu'on lit le discours cité plus

haut. A propos de la lettre interceptée de Tóth le juge du pays invite le gouverneur György Bánffy à interroger Wesselényi. Le 4 novembre 1809, Bánffy ne pouvait plus qu'annoncer que Wesselényi venait de mourir (le 24 octobre) (*OL*, N 22, 66).

<sup>162</sup> Sur Tótkés voir *S. Kardos*, op. cit., ainsi que *F. Szilágyi*, Idősb. br. Wesselényi Miklós. Élet és korrajz (Le baron Miklós Wesselényi aîné. Sa vie et son époque), Budapest 1875. Értékezesek a történeti tudományok köréből. La scène avec l'épée est rapportée à Kazinczy par Farkas Cserey dans une lettre écrite le 9 août 1809, dans laquelle il se plaint en général du comportement violent et démesuré de Wesselényi (son propre beau-frère). *KL VI*. 1896, 475—476. Dans un livre récent, d'ailleurs intéressant et bien écrit, *Zs. Trócsányi*, Wesselényi Miklós világa (Le monde de M. Wesselényi le jeune), Budapest 1970, 21, dit que Wesselényi (le père) « se prit de querelle » avec Tótkés. En dernière analyse la constatation est correcte, mais on doute que n'importe qui, en lisant ces lignes, pense aujourd'hui à un incident où le maître de la maison aurait tiré son épée contre le précepteur de son fils. Rien ne témoigne mieux de la prudence des déclarations de Tótkés que le fait que Kazinczy (qu'il rencontra à Vienne lorsqu'il rentrait de France) trouva fort intéressant ce que le jeune homme lui racontait de Paris, du culte de Napoléon et de l'estime qu'il y avait rencontré en tant que Hongrois et non Autrichien, et il n'avait pas du tout l'impression que Tótkés était devenu « gallo-manne ». Kazinczy à Rummy, le 27 octobre 1808. *KL VI*. 1896, 100—101. Dans les lettres que Tótkés adressa au début de 1809 à Kazinczy et à Cserey, il s'efforce visiblement d'aborder la question de la guerre française et de l'insurrection nobiliaire sur un ton qui ne puisse choquer personne. *KL VI*. 1896, 232—237, 271. Le journal de Samuel Méhes, futur professeur du collège calviniste de Kolozsvár, fournit également quelques renseignements sur la sympathie des Français pour les Hongrois et sur les complications qui en résultaient. Méhes, revenant de l'université de Heidelberg se trouvait au printemps à Regensburg, où il assista à l'entrée des Français qui mirent la ville à sac. Il eut l'occasion de voir Napoléon et sa suite. Les Français lui témoignèrent beaucoup de sympathie, et lui offrirent de l'emmenner à bord d'un bateau jusqu'à Vienne. Lorsqu'il en descendit sur la rive autrichienne, il fut saisi par des hussards hongrois, et malgré ses explications, on le traita comme un espion des Français. Il eut toutes les peines du monde à se disculper. *I. Török*, A kolozsvári ev.—ref. collegium története (Histoire du collège calviniste de Kolozsvár), II, Kolozsvár, 1905, 129—144.

<sup>163</sup> *E. Wertheimer*, op. cit. (1883) et *id.*, Zur Geschichte des ungarischen Postwesens, Pester Lloyd 18 avr. 1894; *A. Springer*, Geschichte Österreichs seit dem Wiener Frieden, Leipzig 1863, en analysant les antécédents immédiats, est d'avis que la proclamation, « un coup frappé dans l'air » fut très peu connue en Hongrie. Selon *Sasvári*, op. cit., 21, c'était là une manière de minimiser le « mérite » des Hongrois d'avoir résisté à la tentation. L'idée du « mérite » est caractéristique des deux camps intéressés.

<sup>164</sup> *KL VI*. 1896, 391—392. Le lendemain déjà (le 30 mai), Kazinczy écrit à Rummy: « Die schlaue Proclamation des Feindes! Alles schreckt! Wehe dem, der verblendet wird », *ibid.* 396.

<sup>165</sup> *E. Sayous*, op. cit. (1900), 486; *I. R. Kiss*, op. cit., I, 266.

<sup>166</sup> *A.É., CP*, Autriche, vol. 383, p. 86. La propagande de Napoléon utilisa aussi la presse viennoise: dans un article du numéro du 26 mai 1809 de la Wiener Zeitung, il est question de l'infortune économique de la Hongrie que le gouvernement autrichien a inondée de papier-monnaie.

<sup>167</sup> *I. R. Kiss*, op. cit., I, 268.

<sup>168</sup> *Ibid.* I, 267.

<sup>169</sup> Données contemporaines concernant l'occupation de Pápa par les Français: *J. Zsoldos* (médecin de la ville), *A frantziák Pápán, vagy is a pápai 1809—1813. esztendőbeli polgári isptályok leírása* (Les Français à Pápa, ou la description des hôpitaux civils de Pápa dans les années 1809—1813), *Tudományos Gyűjtemény* 1817, XI. Cf. *L. Takáts—E. Takáts*, *A francia hadsereg egészségügyi szolgálatának működése a napoleóni háborúk magyarországi szakaszán 1809-ben* (Le fonctionnement du service sanitaire de l'armée française pendant la phase hongroise des guerres napoléoniennes en 1809), *Honvédervos* 1961, 226—227. Notices de *J. Madarász* (curé de Pápa), *Győri Közlöny* 1861, n<sup>os</sup> 91—93; *Zs. Zakál* (étudiant de Pápa), *A francziák Pápán 1809 június 9-én* (Les Français à Pápa le 9 juin 1809), *Magyar Hírlap* le 23 juin 1899. — Sur l'occupation de Kőszeg et de Szombathely: *K. Chernel*, *Kőszeg m. kir. város jelene és múltja* (Le présent et le passé de la ville royale de Kőszeg), *Kőszeg* 1878; *Gy. Balogh*, *Az 1809 évi insurrectio és francia megszállás Vas-megyében* (L'insurrection de l'année 1809 et l'occupation française dans le comitat de Vas), *Szombathely*, 1885.

<sup>170</sup> Les principales sources de l'histoire de l'insurrection et de la bataille de Győr se trouvent énumérées chez *D. Kosáry*, op. cit., II (1954), 542—551. Le journal allemand du palatin (du 1<sup>er</sup> juin au 12 décembre 1809) a été publié par *S. Domanovszky*, *JN iratai* (Documents du palatin Joseph), IV, 468—492; analysé (avec d'autres documents) dans *id.*, *József nádor élete* (La vie du palatin Joseph), I/2, Budapest 1944. Certaines parties du journal ont été publiées et expliquées par *Gy. Vizsota*, *József nádor és az 1809-i nemesi felkelés* (Le palatin Joseph et l'insurrection nobiliaire de 1809), *Századok* 1909, 625—641. L'adjutant du palatin, *Gr. Joseph Heinrich v. Beckers* a laissé un recueil de données, intitulé *Beitrag zur Geschichte der Insurrection im Jahr 1809 und 1810* (les 5 volumes sont conservés dans le Département des mss. de la Bibliothèque Nationale Széchényi, Fol. Germ. 1172). Le premier résumé des événements a été rédigé sur l'ordre du palatin en 1813, par son ancien aide de camp, *Sándor Kisfaludy*, *Freymüthige Geschichte der Insurrection des Adels von Ungarn im Jahre 1809 und 1810*, mais le gouvernement de Vienne ne permit pas de le publier puisque l'auteur avait cherché à défendre l'insurrection contre les différentes accusations. (Publié par *R. Gálos* dans les œuvres posthumes de *Sándor Kisfaludy*, Győr 1931.) Selon les mémoires de *S. Újfalvy* (op. cit., 134), *Sándor Kisfaludy* aurait déclaré devant lui en 1831 que ce n'était pas le courage personnel qui avait manqué aux insurgés dans la bataille de Győr, mais que la guerre « n'avait tout simplement aucun intérêt pour eux ». « Ils la considéraient comme une guerre privée de l'empereur d'Autriche et de Napoléon. » Cette prise de position valable à la rigueur pour un petit nombre d'insurgés n'était nullement caractéristique de l'ensemble de l'insurrection nobiliaire, comme en témoigne un grand nombre de données contemporaines, voir par ex. *I. Lukinich*, *Hunkár Antal emlékiratai* (Mémoires d'A. Hunkár), *Hadtörténelmi Közlemények* 1926, 229—248. Pour la description détaillée de la bataille, voir *I. Bodnár*, *A győri csata 1809 jún. 14-én* (La bataille de Győr le 14 juin 1809), Budapest 1897, tirage à part, *Hadtörténelmi Közlemények* 1897, 388—433, 484—536. Une mise au point plus générale: *G. Gömör*, *Az 1809. évi magyar nemesi fölkelés* (L'insurrection nobiliaire de l'année 1809), *Hadtörténelmi Közlemények* 1889, 79—100, 233—243, 484—501 et *id.*, *Az 1809-ik évi magyar nemesi fölkelés vitézei* (Les membres de l'insurrection nobiliaire hongroise de l'année 1809), *Hadtörténelmi Közlemények* 1893, 283—284; 1894, 404—406. A l'occasion du centenaire parut un ouvrage détaillé, mais fortement marqué par la conception nobiliaire de son temps: *I. R. Kiss*, *Az utolsó nemesi felkelés* (La dernière insurrection nobiliaire), I—II, Buda-

pest 1909—1911. — L'ensemble de l'effectif de l'insurrection nobiliaire comprenait environ 17 mille cavaliers et 20 mille fantassins.

<sup>171</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 383, p. 115.

<sup>172</sup> *E. Sayous*, op. cit. (1900), 490.

<sup>173</sup> L'affaire a été exposée par *Sasvári* op. cit., 20, sur la base du rapport confidentiel adressé par Gyömörey au vice-comes du département de Somogy et au palatin. Elle est aussi résumée, d'après ce document, par le journal allemand du palatin; *JN iratai* III. 1935, 737—738.

<sup>174</sup> Correspondance de Napoléon XIX. 142—144, 149—150. La capitulation de Győr (Raab) a été annoncée par le n° 2 du Bulletin, le 24 juin 1809. *AÉ, CP*, Autriche, vol. 383, p. 126. Le siège de la ville et l'occupation française ont été perpétués par plusieurs contemporains: *L. Hohenegger* (professeur du lycée épiscopal, puis chanoine de Győr), *Győr ostromlásának napló könyve* (Journal du siège de Győr), *Tudományos Gyűjtemény* 1820, II, 47—89; *M. Paintner* (grand prévôt, inspecteur général des écoles secondaires du district de Győr), *Diarium calamitatis bellicae quacum Jaurinum per quinque menses anni 1809. conflictabatur*, dans le volume *Protocollum Studiorum Directionis* 1809, publ. par *A. Németh*, *Francia világ Győrött* (Les Français à Raab), *Történelmi Tár* 1902, 136—144. Des extraits en ont été publiés par *F. d'Olay*, *Le siège de Győr et la visite de Napoléon en 1809*, *Gazette de Hongrie*, 2 mai 1936. — Les notices de l'ordre des Carmélites de Győr concernant la guerre de 1809 ont été également publiées par *A. Németh*, *Győr városa a francziák hatalma alatt 1809-ben* (La ville de Raab sous le régime des Français en 1809), *Történelmi Tár* 1904, 376—399. — *F. Sejcsik*, *Szomorú képek a győri francia hadisarc idejéből* (Scènes lamentables de l'époque de la rançon française à Raab), *Dunántúli Hírlap* 1904; *F. Bay*, *Napoléon Magyarországon. A császár katonái Győr városában* (Napoléon en Hongrie. Les soldats de l'empereur dans la ville de Raab), Budapest 1941; l'auteur ne sépare pas toujours les textes et documents de l'époque et ses propres commentaires. Dans les Archives de la ville de Győr (Raab) les documents relatifs à l'occupation française sont conservés séparément sous le titre *Acta Gallicana*. Napoléon s'est rendu à Győr le 31 août, le 18 octobre les Français ont commencé à jeter bas la forteresse, puis le 17 novembre ils ont quitté la ville.

<sup>175</sup> Le journal du palatin, le 29 juin 1809 (sur la base du rapport de Péchy), *JN iratai* III. 1935, 539.

<sup>176</sup> Comme à cette époque on ne dressait pas de procès-verbaux de toutes les réunions de la diète, nous ne connaissons pas de plus près les discours de Pál Nagy. Celui de 1807 est mentionné par *M. Horváth*, op. cit., VIII<sup>2</sup>, qui toutefois se contente de signaler que Nagy parlait de la France (317). Les paroles que nous avons citées sont extraites d'une lettre de Kazinczy à Farkas Cserey (le 17 oct. 1807) qui semble avoir reçu des informations détaillées. *KL* VI, 1894, 195.

<sup>177</sup> Cité par *I. Barta*, *Felsőbüki Nagy Pál és a bécsi kormány* (Pál Felsőbüki Nagy et le gouvernement de Vienne), *Századok* 1963, 749. Barta a démontré d'une manière irréfutable que dès 1830 Nagy se trouvait au service du gouvernement de Vienne, et que s'il s'était retourné contre l'opposition libérale, *ce n'était pas seulement* parce qu'il avait été dépassé par les événements comme le pensait István Bezerédy dans son analyse publiée par *A. Csengery*, *Magyar szónokok és státusférfiak* (Orateurs et hommes d'Etat hongrois), Pest 1851. Toutefois Barta surestime quelque peu le rôle de Nagy dans la question des serfs, et il établit un parallèle, qui n'est pas entièrement exact, entre l'engagement de Nagy et le « recul » plus tard de Széchenyi. Il cite *L. Tóth* qui, dans son *Felsőbüki Nagy Pál emlékezete* (A la mémoire de Pál Felsőbüki Nagy), Budapest 1874, *MTA Értekezé-*

sek a történeti tudományok köréből III. 8, 27, relate, en se référant à des sources soi-disant authentiques qu'en 1809 Napoléon aurait personnellement adressé une lettre à Nagy pour l'inviter à la collaboration. Cela nous semble improbable, du moins sous cette forme-là. La lettre pour peu qu'il y en eût une, devait être un écrit du type de celui de György Kállay, à moins que ce ne fût la proclamation elle-même. Ce qui, en revanche, a échappé à l'attention de Barta, c'est la rencontre de Nagy avec les Français à Győr (Ács), dont il est question chez *I. Bodnár—A. Gárdonyi*, Bezerédj István, I, Budapest 1918, 44—46; *ibid.* une lettre de Nagy datée du 5 oct. 1809, adressée à sa sœur, dans laquelle il lui annonce qu'il s'apprête à fuire la nuit même vers la Prusse. Selon les auteurs, il avait réussi à s'évader de la captivité française et ne pouvait pas rester en Hongrie. Cette hypothèse cependant semble être infirmée par le fait que les officiers tombés en captivité à Győr ont été relâchés par les Français le 28 juin, cf. *S. Domanovszky*, József nádor élete, I/2, Budapest 1944, 269.

<sup>178</sup> *C. de Tournon*, Note sur la Hongrie, Vienne, le 24 août 1809. Publ. par *K. Kecskeméti*, *op. cit.*, 174—183. Sur les 5 rapports d'ingénieurs civils rédigés par les officiers du « Corps Impérial des Ingénieurs Géographes des parties occupées de la Hongrie » (*ibid.* 184 et suiv.), le premier, de la plume de J. Brousseau « chef de bataillon » (Vienne le 1<sup>er</sup> oct. 1809) fait connaître le Danube, la Rába, le lac Fertő, etc., expose l'oppression féodale des paysans. Sur la base des expériences qu'il a eues dans les comitats de Moson et de Győr, l'auteur aboutit à des résultats analogues, en analysant l'opinion générale hongroise. Il parle de l'hostilité traditionnelle des Hongrois vis-à-vis des étrangers, de l'opposition féodale qui, à son avis, explique que la Hongrie n'a pas aidé suffisamment l'Autriche dans les guerres de 1805 et de 1809. « Tous les Hongrois sont pénétrés depuis longtemps d'une opinion qui paraît nationale et que plusieurs m'ont émise en réponse à mes questions sur leur état politique actuel; c'est que les prospérités de l'Autriche ont toujours été fatales au royaume de Hongrie. » *Ibid.* 216.

<sup>179</sup> *E. Sayous*, *op. cit.* (1900), 494.

<sup>180</sup> *I. Bodnár—A. Gárdonyi*, *op. cit.*, I, 45—46.

<sup>181</sup> KL VI, 1896, 448.

<sup>182</sup> Correspondance de Napoléon XIX. 149—150, 155—156. Rapport rétrospectif de Dodun, Vienne le 5 juillet 1809: *AÉ, CP*, Autriche, vol. 383, p. 154.

<sup>183</sup> Dodun fut bientôt ramené de Kassa pour être échangé le 2 juillet à Ács contre le personnel de l'ambassade autrichienne de Paris: Metternich et le jeune prince Pál Esterházy. Selon le commentaire ironique de Dessewffy, les soldats ont failli leur envoyer une salve d'artillerie, Metternich « avec sa malheureuse diplomatie » s'est caché dans un champ de blé. KL VI, 1896, 448.

<sup>184</sup> En traduction française: *AÉ, CP*, Autriche, vol. 383, p. 120.

<sup>185</sup> *K. Kecskeméti*, *op. cit.* (1960), 176.

<sup>186</sup> *I. Horváth*, *op. cit.*, 432—439. *Wertheimer*, *op. cit.*, II, 440, croit y découvrir simplement « un calcul froid » et non de la déception succédant aux vaines illusions. *Dümmerth* se trompe en rapportant l'allusion à la bataille de Wagram à celle de Győr, *op. cit.*, 194.

<sup>187</sup> *I. R. Kiss*, *op. cit.*, I, 81—82, se trompe en écrivant que les lettres de Kazinczy reflètent de tous les points de vue « les rêves et l'impuissance » d'István Horvát. Nullement. Kazinczy s'opposa dès le début, catégoriquement, à l'idée de l'indépendance annoncée par Napoléon, tandis que Horvát avait commencé par l'approuver avec enthousiasme, pour arriver finalement à la conclusion qu'elle n'était pas réalisable.

<sup>188</sup> Note de journal du palatin, le 12 juin 1809, à propos des nouvelles de Vienne:

les Français veulent faire d'Esterházy le roi de Hongrie, mais ils lui ont fait comprendre qu'il devait se tenir tranquille et ne se mêler de rien. JN iratai III. 1935, 492. — L'attention des Français se dirigeait aussi au-delà de la personne des candidats au trône, sur les principaux personnages de la Cour et les membres de la haute noblesse. Ce dont témoigne une « Suite de renseignements sur la Cour de Vienne » datée de juillet 1809. *AÉ, CP*, Autriche, vol. 384, pp. 169 et suiv. On y apprend que le palatin vit à la manière hongroise, qu'il avait eu, en tant que gendre du tzar Paul I<sup>er</sup>, des moments d'ambition et que l'empereur continue à nourrir des soupçons vis-à-vis de sa personne. « Ce prince a toutes les qualités qu'il faut pour servir d'instrument entre les mains d'une grande puissance. Ses opinions dépendront toujours des personnes qui l'entoureront. » Il est assez aimé des seigneurs hongrois, le serait encore davantage si, comme autrefois, il pouvait être palatin tout en étant magnat hongrois. Le principal candidat serait le comte István Illésházy très populaire et jouissant d'une grande autorité. A la deuxième place on trouve le comte György Festetics, personnage « très indépendant », dont la Cour se méfie depuis 1790. Le candidat suivant, toujours en première ligne, est le comte József Erdődy, chancelier, très proche d'Illésházy, et qui a un conseiller intime d'origine noble, un homme doué et hostile aux Autrichiens, Rádony de nom. (Il s'agit sans doute de Gábor Ráthonyi, avocat royal qui, en 1790, était un membre actif du mouvement nobiliaire-national et eut ensuite des rapports avec les jacobins hongrois. Cf. *K. Benda*, op. cit., II, 1952, 116.) En seconde ligne il y a les Esterházy, les Pálffy, les Batthyány, les Károlyi et les Zichy, excepté le comte Károly Zichy qui, à cause de son caméléonisme politique ne jouit pas de l'estime des Hongrois. Parmi les protestants on ne trouve pas de vrais grands seigneurs. Le clergé catholique ressemble à celui d'Espagne, il a appuyé la guerre. « La noblesse moyenne consistant principalement en propriétaires ne demande que la liberté du commerce qui consiste pour elle à vendre ses denrées qu'elle a en grande abondance, dans toute l'étendue de la Monarchie, et qu'on mette fin aux monopoles par lesquels elle est grevée. Elle suit, comme les gentilshommes en France jusqu'au 17<sup>ème</sup> siècle, les bannières des magnats, connoit peu la Cour et fait traiter ses intérêts à Vienne par des agents hongrois entre lesquels un M. Szok et M. Kitás sont les plus considérés, l'un et l'autre éclairés sur les intérêts de leur patrie, ennemis de la maison d'Autriche et enthousiastes de l'Empereur Napoléon, mais circonspects, attendu qu'ils ont beaucoup à perdre. » János Sok agent viennois dont il est question, ici, avait été condisciple et ami intime de Gergely Berzeviczy à l'université. *É. H. Balázs*, op. cit. (1970), fait remarquer avec justesse que c'est par son intermédiaire que Berzeviczy a pu le plus facilement faire parvenir à Napoléon son projet de constitution mentionné plus haut, mais somme tout, l'action même semble peu probable. L'auteur d'une lettre ne portant pas de signature, datée du 8 août 1809 (*AN, AF IV*. 1676, Pla. I<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 34; *Kecskeméti*, op. cit., 1960, 173) croit savoir que des nouvelles se sont répandues concernant la déposition du palatin qui, avec l'aide de Napoléon et du tzar, aurait voulu se faire reconnaître roi de Hongrie.

<sup>189</sup> *gr. J. Mailáth*, *Geschichte der Magyaren*, IV, Wien 1830. Cf. *A. Sasvári*, op. cit., 21.

<sup>190</sup> *L. Horánszky*, op. cit. (1912), 181.

<sup>191</sup> *E. Wertheimer*, op. cit. (1883), 172.

<sup>192</sup> *AÉ, CP*, Autriche, vol. 383, p. 343. Au printemps 1809, Esterházy équipa 1000 recrues à ses propres frais. *S. Domanovszky*, *József nádor élete*, I/2, Budapest 1944; *I. Hajnal*, *Egy magyar herceg ifjúkora Napoleon idején* (La jeunesse d'un prince hongrois à l'époque de Napoléon), Budapest 1927, tirage à part, *Budapesti Szemle*, n<sup>o</sup> 597—598, pp. 24—25; à propos de Pál Esterházy, fils du candidat au trône, qui, affecté

à l'ambassade d'Autriche à Paris sous les ordres de Metternich, avait été ramené avec ce dernier et échangé au début de juillet 1809, il constate que le jeune homme avait dû entendre parler de la proclamation et peut-être aussi de la candidature de son père, mais que dans les archives de la famille on ne trouve pas la moindre allusion à ce projet.

<sup>193</sup> *P. Réz*, Stendhal magyarországi küldetése (La mission de Stendhal en Hongrie), in: *Kulcsok és kérdőjelek*, Budapest 1973, 255—264.

<sup>194</sup> Sur les conditions économiques des territoires occupés par les Français, on est renseigné par les documents (contenant des données statistiques) qui se trouvent parmi les papiers du baron Bignon (administrateur général des territoires occupés) aux Archives Daru conservées depuis 1957 aux Archives Nationales, Paris. Cf. *S. d'Huart*, Les Archives Daru aux Archives Nationales. Inventaire, Paris 1962. Au début, la partie occupée de la Hongrie formait, sous l'administration française, une seule intendance sous la direction de M. de Ricci. Plus tard, elle fut divisée en trois secteurs par Daru qui mit le jeune Duc de Broglie à la tête des comitats de Győr et de Sopron. Dans ses mémoires (où le comitat de Sopron est nommé incorrectement comitat d'Eisenburg), le Duc de Broglie signale qu'il avait élaboré, avec l'aide des données statistiques fournies par Ricci, un vaste mémorandum sur les comitats qui lui avaient été confiés. Ce mémorandum ne figure toutefois pas dans ses mémoires dans lesquels il se contente de donner une caractéristique sommaire mais intéressante du comportement des classes sociales: la noblesse s'est retirée à Buda sous la protection de l'armée autrichienne, tout comme l'évêque de Raab; les paysans, habitués à obéir, ont exécuté les ordres, la bourgeoisie des villes par contre, en général (et surtout à Sopron) a fait une bonne impression par sa culture, sa compétence en matière de politique et même par sa fermeté qui fit qu'elle ne céda pas toujours facilement aux exigences militaires des Français. Souvenirs du feu duc de Broglie, 1785—1830, Paris 1886; cf. *E. Wertheimer*, Századok 1886, 919—920. — Les papiers du duc de Broglie, conservés jusqu'à nos jours dans le château de la famille en Normandie, contiennent peut-être des données intéressantes. Au printemps 1809, au moment de la levée de l'insurrection, le palatin invita les comitats à constituer des députations permanentes responsables des affaires militaires. Ces députations nous ont légué généralement des procès-verbaux dont quelques-uns — en particulier ceux de l'Ouest de la Transdanubie — contiennent de nombreuses données relatives au Français. Les archives du comitat de Vas offrent des matériaux séparés concernant la rançon demandée par les Français; cf. *Gy. Balogh*, Az 1809. évi insurrectio és a francia megszállás Vas megyében (L'insurrection de l'année 1809 et l'occupation française dans le comitat de Vas), Szombathely 1885. Pour les données relatives à Győr voir note 174. Les archives du comitat de Sopron conservent des documents sur les dommages causés par l'occupation française, les prestations offertes aux Français et sur la commission qui établit la rançon. Pour la ville de Sopron voir *E. Fabricius*, Sopron és a napóleoni háborúk (Sopron et les guerres napoléoniennes), Sopron 1939, tirage à part, Soproni Szemle 1939, 137—144. On trouve des remarques sur l'occupation française dans un mémoire anonyme, dû peut-être à *K. Riedl*, Diarium-Bruchstücke eines Ungenannten zu Oedenburg in Ungarn, 1808—1813 (Départ. des mss. de la Bibl. Nat. Széchényi, Oct. Germ. 129).

<sup>195</sup> Correspondance de Napoléon. XIX. 183.

<sup>196</sup> *Mazade*, op. cit., III. 1885, 40.

<sup>197</sup> *Ibid.* 43.

<sup>198</sup> Le 27 juin 1809, Davoust annonça à Napoléon qu'il avait exécuté l'ordre de faire parvenir au général Bianchi, à Presbourg, la sommation de s'abstenir des opérations

militaires, en revanche de quoi la ville serait ménagée, mais comme il avait reçu une réponse évasive (notamment qu'aucune mesure ne pourrait être prise sans le consentement de l'archiduc Jean), il avait fait ouvrir le feu sur la ville et avait d'ores et déjà causé nombre d'incendies. *Mazade*, op. cit., 70—71. Sur les événements de Presbourg (à côté des documents conservés dans les archives de la ville) voir: Pozsony ostroma a francziák által (Le siège de Presbourg par les Français), Hazai és Külföldi Tudósítások 1809, I, 46, 47, II, 4—7, n° 21. (*Friedrich v. Bianchi* ?), Vertheidigung des Brückenkopfes von Pressburg im Jahre 1809. Herausgegeben von einem k. k. oesterreichischen Offiziere, Pressburg 1813. Die Belagerung von Pressburg im Jahre 1809. Den Memoiren eines Offiziers nach erzählt, Pressburg 1839. *K. Schikovszky*, A pozsonyi hídfő védelme 1809-ben (La défense de la tête de pont de Presbourg en 1809), Hadtörténelmi Közlemények 1895, 43—66, 182—204. (? *Pál Skultéty*, magistrat du Tribunal civil, membre de la députation permanente du comitat de Pozsony), Diarium complectens historiam belli a. 1809. Publ. par *J. Schrödl*, Történelmi Tár 1909, 580—609. *J. Batka*, Napoleon in Pressburg, Pressburger Zeitung, 31 août 1909. Cf. *E. Palóczy*, Napoléon en Hongrie, Revue de Hongrie 1917, n° 56.

<sup>199</sup> Correspondance de Napoléon, XIX.

<sup>200</sup> *Villemain*, op. cit., I, 117—118.

<sup>201</sup> Les paroles du capitaine Le Louchier sur Narbonne, dans le journal du palatin (le 5 juillet 1809): « General fragt, wo das Rakosfeld ist, fragt, ob die Hungarn dort schon zur Wahl zusammenkommen. » JN iratai, III, 1935, 554—555.

<sup>202</sup> Selon le journal de M. Paintner (140) la proclamation a été « per urbem distributa ac in curia civica palam affixa ».

<sup>203</sup> *Hohenegger*, op. cit., 80—81.

<sup>204</sup> Journal de Paintner (140); « Gubernator etiam ad evocatam ad se municipalitatem cum clero et urbis primoribus in hunc sensum verba fecit: cum miles sit et quidem miles Napoleonis, dignum se praedicans, qui Hungaros regat. Quae omnia cum silentio et humilitate nos audire imperiosa coëgit necessitas. » Selon un récit anecdotique de *Gereben Vas* (József Radákovits) (*Dixi*, 1864, I, 86) on voulut faire traduire la proclamation de Napoléon par Sándor Balogh, chanoine de Raab; en réalité, on essaya tout au plus d'amener le vieillard qui avait été autrefois sous-directeur du lycée épiscopal, à traduire quelque proclamation de Narbonne. — On sait que le 16 juillet, Narbonne invita la population à regagner son domicile, et le 20 juillet il adressa une sommation à la députation permanente du comitat de Vas (et des autres comitats qui lui étaient subordonnés), d'envoyer des députés à Raab « pour exécuter la volonté de sa Majesté l'Empereur », c'est-à-dire (comme cela apparut plus tard), pour discuter de la rançon et de la main-d'œuvre à fournir pour les travaux de fortification. *G. Balogh*, op. cit., 98—99.

<sup>205</sup> Mémoires du prince Eugène, V, 318. *Wertheimer*, op. cit., II, 439.

<sup>206</sup> Selon le journal du palatin. JN iratai III, 1935, 548.

<sup>207</sup> C'est à lui que se réfère Kazinczy dans sa lettre du 29 oct. 1809 à Rummy. KL. VII, 1896, 37. L'écrivain allemand Varnhagen par contre, qui avait participé à la guerre comme officier et fut blessé dans la bataille de Wagram, trouva en 1809 à Presbourg une étonnante liberté de paroles dans le milieu des grands seigneurs: « D'aucuns étaient des admirateurs fervents de la Révolution française et trouvaient là le prétexte pour haïr Napoléon. D'autres en revanche glorifiaient l'empereur des Français précisément parce qu'il avait vaincu la Révolution. » *K. A. Varnhagen von Ense*, Denkwürdigkeiten, VIII, 5. Ungarn 1809.

<sup>208</sup> *Villemain*, op. cit., 118—119.

<sup>209</sup> *Sayous*, op. cit. (1900), 494. Le même écrit toutefois non sans raison (221) que *Thiers* (Le Consulat et l'Empire, X, 372, 374, 381) se trompait sur le comportement de la noblesse hongroise en 1809.

<sup>210</sup> *Sasvári*, op., cit. 30—31. Documents concernant l'affaire Kolláti: Archivum palatinalis secretum archiducis Josephi, Politiam et internam regni Hungariae securitatem spectantia (*OL*, N 22, 66). On y trouve la lettre Haager au chancelier Ürményi, Buda 1809. 2 sept.: Kolláti « Galonthay » est arrivé à Cracovie et « bestimmt sey als Emissar nach Ungarn zu gehen und dort eine Revolte zu bewirken. »

<sup>211</sup> *Wertheimer*, op. cit. (1883), 171. La copie est citée d'après la collection des manuscrits de la Société Kisfaludy.

<sup>212</sup> *G. Balogh*, op. cit., 84; *I. R. Kiss*, op. cit., I, 269—270.

<sup>213</sup> Selon son journal du 3 juillet 1809. *JN iratai*, III, 1935, 549.

<sup>214</sup> Le 29 juin 1809, *ibid.* 539.

<sup>215</sup> Lettre de Kazinczy à K. G. Rummy (12 29 oct. 1809) et à S. Pápay, le 13 nov. 1809. *KL VII*, 1896, 17, 73.

<sup>216</sup> *I. R. Kiss*, op. cit., I, 281.

<sup>217</sup> Mémoires d'Antal Hunkár, 237.

<sup>218</sup> *Hohenegger*, op. cit., 84—85.

<sup>219</sup> Lettre de József Csehy à Kazinczy, le 14 mai 1810. *KL VII*, 1896, 453.

<sup>220</sup> *KL VI*, 1896, 391—392.

<sup>221</sup> Sur l'affaire de József Réz voir: *M. Zsilinszky*, A békésmegyei jakobinusok (Les jacobins du comitat de Békés), *Békési Lapok* 1878, n° 3; *id.*, Jakobinus mozgalom Békésben 1795-ben (Le mouvement des jacobins dans le comitat de Békés en 1795), *A Békésmegyei Régészeti és Múvelődéstörténelmi Társulat Évkönyve VI*, 1879/80, 54—85 et plus récemment, avec nombre d'erreurs, *P. Maday*, A Békés megyei jakobinusok pere (Le procès des jacobins du comitat de Békés), *Körös Népe. Történelmi és néprajzi antológia I*, Békéscsaba 1956, 127—151, 289—294. Les données avaient déjà été résumées auparavant par *K. Benda*, op. cit., III, Budapest 1952, 177, 249—250; les documents du procès qu'il n'avait pas trouvés à leur place, sont actuellement parmi les documents de l'année 1805 des archives secrètes du palatin (*OL*, N 22, 65).

<sup>222</sup> Archivum palatinalis secretum archiducis Josephi, Politiam et internam regni Hungariae securitatem spectantia (*OL*, N. 22, 66). En dehors du procès-verbal établi le 8 juin par le chef du district József Jankovich, on y trouve aussi la lettre du vicecomes Miksa Ürményi, adressée le 9 juin au conseil municipal de Székesfehérvár, ses notes du 11 et du 14 juin, ainsi que le rapport du 16 juin du causarum regalium director Németh au palatin. *K. Jenei*, Réz József jakobinus orvos pere, 1809—1811 (Le procès de J. Réz, médecin et jacobin, 1809—1811), *Fejér megyei Történelmi Évkönyv VII*, Székesfehérvár 1973, 321—328, utilise les actes y relatifs des Archives du comitat Fejér à Székesfehérvár.

<sup>223</sup> Sur un exemplaire de la proclamation de Napoléon une main avait écrit à l'époque les mots suivants: « La France vous a offert la liberté, vous ne l'avez pas acceptée ! Vous méritez votre joug, Hongrois ! » *L. Pongrácz*, Hang a napoleoni időkből (Une voix à l'époque napoléonienne), *Hazánk*, IX, 158.

<sup>224</sup> *Sasvári*, op. cit., 17: Napoléon « a simplement poursuivi la politique traditionnelle sans scrupule de la Cour de Versailles », et entendait se servir des Hongrois comme d'un instrument.

<sup>225</sup> *A. De Gérando*, op. cit., 135. Sur la situation internationale voir: *R. Fugier*, *La Révolution française et l'Empire napoléonien*, Paris 1954. Histoire des relations inter-

nationales IV, réd. par *P. Renouvin*, où l'on trouve aussi la littérature récente sur la question. Sur l'Illyrie française (littoral de la Croatie passé en 1809 sous la domination française): *T. Smičiklas*, *Poviest Hrvatska II*, Zagreb 1879; *F. Šišić*, *Hrvatska povijest III*, Zagreb 1913. Pour les détails voir les mémoires du gouverneur: *Marmont*, *Mémoires III*, Paris 1857; *G. Cassi*, *Napoléon, l'Autriche et les nationalités*, *Revue des Études Napoléoniennes* 1919; *Deak*, *Les Français en Croatie de 1809 à 1813*, *ibid.* 1923; *G. Cassi*, *Les populations juliennes-illyriennes, 1806—1814*, *ibid.* 1930; *M. Pivec*, *La vie économique des provinces illyriennes*, Paris 1930; *G. J. Prpić*, *French Rule in Croatia, 1809—1813*, *Balkan Studies V. 2.* 1964, 221—276. — Karageorge, chef de la révolte serbe contre les Turcs, après avoir cherché un appui auprès de l'Autriche et de la Russie, s'adressa à Napoléon à la fin de 1809, en alléguant que les Serbes pourraient être utilisés contre l'Autriche et la Hongrie, son soutien principal, oppresseur des Serbes: *A. Beer*, *Die orientalische Politik Österreichs seit 1774*, Prag—Leipzig 1883; *C. Haumont*, *La formation de la Yougoslavie*, Paris 1930, 220—229.

<sup>226</sup> *I. R. Kiss*, *op. cit.*, I, 83, 266.

<sup>227</sup> *J. Révai*, *Kölcsey Ferenc*, in: *Marxizmus, népiesség, magyarság* (Marxisme, populisme, les Hongrois), Budapest 1949<sup>3</sup>, 10—11.

<sup>228</sup> Dans la première édition hongroise de l'étude présente: *Napoleon és Magyarországon* (Napoléon et la Hongrie), *Századok* 1971, 545—629, nous avons exprimé l'espoir de voir « nos spécialistes, surtout les historiens de la littérature, nous aider à continuer les recherches concernant les problèmes que nous nous sommes proposé de réviser ». Pour l'écho favorable, voir: *I. Loránd*, *Napoleon tálcája* (Le plateau de Napoléon), *Élet és Irodalom*, 18 dec. 1971;—*P. Réz*, *op. cit.*, 1973; *Gy. Litván*, *Progresszió és nemzeti törekvések a század eleji Magyarországon* (Progression et aspirations nationales dans la Hongrie du début du siècle), *Valóság* 1975/3, 14. — L'historien littéraire *A. Tarnai*, *Magyar jakobinusok, bonapartisták és nyelvújítók* (Jacobins, bonapartistes et néologues hongrois), *Irodalomtörténet* 1972, 383—396, se déclarait être en accord avec nous sur l'analyse du rôle de Batsányi, — dont il est un des meilleurs spécialistes. Il fut le seul, cependant, à contester nos remarques critiques concernant les vues de Révai. Pour défendre ces dernières, il s'est permis de déclarer que selon notre étude le nationalisme féodal « n'était guère plus que l'aspiration à cultiver la langue: et que, du reste, il ne se trouvait guère d'autre critère important de cet article ». En réalité, notre étude décrit en détail l'alliance de la majorité de la noblesse avec les Habsbourg contre la France ainsi que contre le progrès social à l'intérieur du pays: la persécution, par la même noblesse, des partisans des réformes; la mobilisation des ressources du pays pour la défense de l'ordre social et politique existant et des privilèges féodaux, tout comme les efforts pour faire une propagande « nationale » et à la fois cléricale au service des mêmes intérêts. C'est l'ensemble de tous ces phénomènes que notre étude appelait nationalisme féodal. On ne peut donc pas dire que la même étude considère le culte de la langue comme le critère principal du nationalisme féodal et qu'elle « ne mentionne guère » d'autres critères.

<sup>229</sup> Je voudrais remercier le professeur Albert Soboul (Paris, Sorbonne) de m'avoir proposé, le premier, le sujet de l'étude présente. Lui-même et M. Charles Kecskeméti (Archives Nationales) ont bien voulu lire le texte français de l'étude. Mme Suzanne d'Huart (Archives Nationales) a eu la gentillesse de me renseigner sur les Archives Daru, dont elle est la meilleure spécialiste. Je remercie M. Moritz Csáky (Université de Vienne) de quelques données citées à la fin de la note 32.









Nous recommandons

ÉTUDES HISTORIQUES  
HONGROISES 1975

Publiées à l'occasion du XIV<sup>e</sup>  
Congrès International des Sciences  
Historiques par la Commission  
Nationale des Historiens Hongrois,  
sous la direction de *D. Nemes,*  
*E. Andics, E. Arató, etc.*

Études en français, anglais,  
allemand et russe. En deux volumes

Volume I: 663 pages

Volume II: 639 pages

Format: 17×25 cm. Relié toile

LA FRANCE ET LA HONGRIE  
AU DÉBUT  
DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Étude d'histoire des relations  
diplomatiques et d'histoire des  
idées

par

*Béla Köpeczi*

En français. 624 pages. 36 planches  
avec des facsimilés. 1 carte

Format: 17×25 cm. Relié toile

Distributeurs:

KULTURA, H-1389 Budapest

Boîte Postale 149

